

Avant-propos

Le Languedoc-Roussillon présente la plus forte croissance démographique des régions françaises, et selon de récentes prévisions à l'horizon 2030, cette tendance devrait encore s'accélérer. Cette croissance de la population et l'influx considérable de jeunes actifs qui en résulte contribuent sans doute à la bonne évolution de l'économie régionale ces dernières années. L'activité industrielle a pleinement bénéficié de ce dynamisme.

Les services de la DRIRE et de l'INSEE ont uni leurs efforts pour faire état de cette bonne santé de l'industrie régionale.

En termes d'emploi, nos spécialistes régionaux montrent que l'industrie a beaucoup mieux résisté à la crise en Languedoc-Roussillon que dans de nombreuses régions françaises. Ils montrent également qu'elle a créé davantage de richesse ici qu'ailleurs.

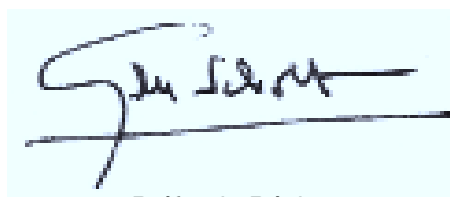
Ce panorama sectoriel de l'industrie languedocienne constitue, par ailleurs, un précieux outil de diagnostic des atouts et faiblesses régionaux et met en perspective les potentialités locales. Il porte également un regard sur les entreprises qui font cette industrie et doivent être spécialement soutenues dans la période économique actuelle.

Ce document sera complété par d'autres analyses, comme celle portant sur la stratégie régionale d'innovation ou sur des segments d'activités plus pointus tels les dispositifs médicaux, les TIC ou la mécanique, qui paraîtront prochainement et permettront d'engager des actions structurantes pour améliorer la performance des entreprises régionales.

En effet, l'industrie régionale, pour continuer à croître, doit s'orienter sur des activités à plus forte valeur ajoutée et où la demande est forte, comme la santé ou l'environnement. Elle doit ainsi s'inscrire plus encore dans une démarche d'innovation et développer des partenariats avec le monde de la recherche, très implanté dans notre région. Elle évoluera ainsi vers une industrie plus technologique.

Je souhaite que ce document riche en informations contribue efficacement au développement économique régional et vous souhaite une agréable lecture.

Cyrille Schott



*Préfet de Région
Languedoc-Roussillon*

Présentation

Avec 80 000 emplois, dont 70 000 salariés, l'industrie représente 9 % de l'emploi du Languedoc-Roussillon, dont l'économie est globalement tournée vers le commerce et les services. Comparativement moins développée que dans d'autres régions, l'industrie n'en possède pas moins une longue tradition qu'elle a su renouveler sans cesse, comme en témoigne un taux de création d'entreprises parmi les plus élevés en France, notamment parmi les jeunes pousses innovantes. De fait, durant les quinze dernières années, la croissance de la valeur ajoutée de l'industrie languedocienne a été plus dynamique que celle de l'industrie nationale et l'emploi industriel a fait preuve d'une meilleure résistance.

La recherche - développement et l'innovation sont la pierre angulaire du renouvellement du tissu industriel. Ces activités occupent une place centrale dans le panorama industriel régional, tant par la richesse qui leur est consacrée que par l'orientation impulsée au secteur dans son ensemble. Ainsi, les cinq pôles de compétitivité actifs en région, impriment-ils un élan à des filières stratégiques pour l'avenir de la région. Le pôle ORPHEME est centré sur les pathologies émergentes et les maladies orphelines. Le pôle QUALIMEDiterranée a pour domaine d'intervention les systèmes agroalimentaires durables et la qualité de vie. Le pôle RISQUES a pour vocation l'identification des risques émergents. Le pôle TRIMATEC se concentre sur le développement de technologies propres, dont celles issues du nucléaire. Quant au pôle DERBI, il soutient l'innovation dans le domaine des énergies renouvelables dans le bâtiment et l'industrie.

L'industrie est un secteur fortement créateur de richesse avec un potentiel de développement considérable, notamment dans les domaines de l'environnement et des nouvelles technologies qui restent à conquérir. Ces activités peuvent également être un levier d'aménagement du territoire, accroissant leur emprise sur les trois départements les moins industrialisés. C'est donc un enjeu majeur des politiques publiques dans la région dans les décennies qui viennent.

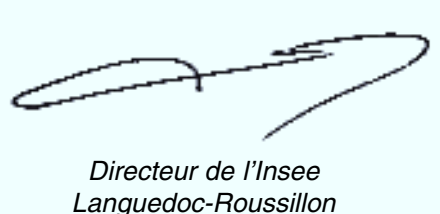
C'est pourquoi la DRIRE et l'INSEE ont décidé d'unir leurs efforts pour produire ce travail qui met à la disposition des acteurs intéressés un panorama de l'industrie en Languedoc-Roussillon, en s'appuyant sur les données statistiques les plus récentes et une connaissance pointue du terrain. Cette publication fait également le point sur des enjeux communs à l'ensemble des activités industrielles, comme la préservation de l'environnement et la problématique énergétique.

Alain Salessy



*Directeur de la Drire
Languedoc-Roussillon*

Henri Théron



*Directeur de l'Insee
Languedoc-Roussillon*

Une économie résidentielle où l'industrie résiste

Une économie dynamique soutenue par l'apport migratoire

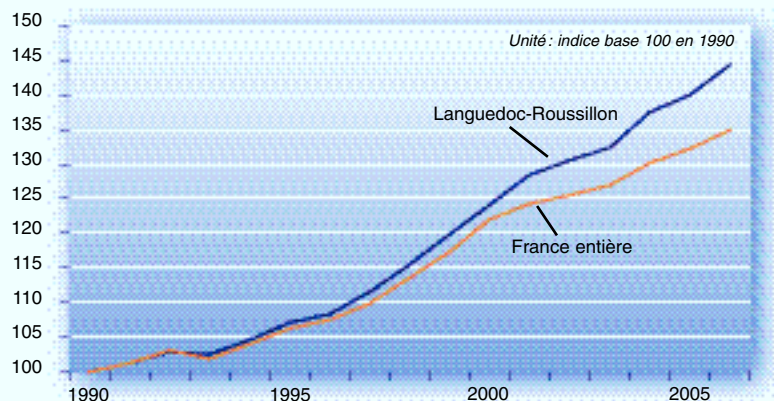
Le Languedoc-Roussillon connaît un essor démographique et économique soutenu depuis plusieurs années. Il se situe au premier rang des régions françaises en termes de croissance de la population et de l'emploi.

Son taux de croissance démographique (1,4 % par an) le place au 13^{ème} rang des 254 régions européennes. Cette évolution démographique est essentiellement due à l'arrivée massive de nouveaux habitants qui y contribuent pour les neuf dixièmes. Ainsi, entre 2000 et 2005, le Languedoc-Roussillon a accueilli 240 000 nouveaux arrivants en provenance des autres régions de métropole pour seulement 135 000 départs, soit un solde net de 105 000 habitants. Les migrants sont plutôt jeunes et d'âge actif. C'est dans la tranche d'âge 30-59 ans que le taux de migration est le plus élevé.

La région Languedoc-Roussillon est, par ailleurs, plus âgée en moyenne que la population nationale. En 2005, elle comptait 102,5 personnes âgées de 60 ans ou plus pour 100 personnes de moins de 20 ans. Ce rapport est de seulement de 83,5 au niveau national. La population du Languedoc-Roussillon vieillit cependant moins vite que la population française, notamment grâce à la jeunesse relative des migrants.

Le Languedoc-Roussillon occupe éga-

Évolution du produit intérieur brut en volume



Source : Insee - comptes régionaux

lement le premier rang des régions françaises pour les créations d'emplois et d'entreprises. Ainsi en 2007, 17 000 nouveaux postes ont été créés, essentiellement dans des secteurs liés aux besoins créés par l'afflux de population. Depuis l'an 2000, l'emploi a progressé de 2 % par an et le taux de création d'entreprises est plus élevé que la moyenne française, bien que la durée de vie des entreprises soit inférieure à la moyenne française.

Des fragilités sociales

Malgré une évolution favorable, le Languedoc-Roussillon reste mal classé parmi les régions européennes du point de vue de ses indicateurs économiques et sociaux. Les retards accumulés durant plusieurs décennies en termes de développement économique pèsent encore sur la richesse régionale. Le revenu par habitant reste un des plus faibles de France. En 2002, la région se classait au 155^{ème} rang européen pour le PIB par habitant. La pauvreté y est éga-



lement un phénomène massif. Ainsi, en 2006, 13 % de la population relève d'un au moins des neuf minima sociaux.

Le taux de chômage se situe 3 points au-dessus de la moyenne nationale, bien qu'en diminution plus rapide qu'au niveau national sur la dernière période. De plus, le taux d'activité y est un des plus faibles de France. Ainsi, sur dix personnes en âge de travailler, un peu plus de quatre occupent un emploi. La faiblesse du taux d'activité est particulièrement marquée parmi les jeunes et les femmes.

Une géographie favorable mais des territoires encore enclavés

L'environnement et le contexte géographique constituent des atouts pour le Languedoc-Roussillon. Le territoire bénéficie de vastes zones préservées, que ce soit sur le littoral ou dans l'arrière pays, grâce à une population encore peu dense et une politique active d'aménagement. La position géographique du Languedoc-Roussillon fait par ailleurs de cette région un lieu d'échanges. C'est une voie de passage naturel-

le entre l'Espagne et le sud-ouest de la France d'une part, le couloir rhodanien et l'Italie d'autre part.

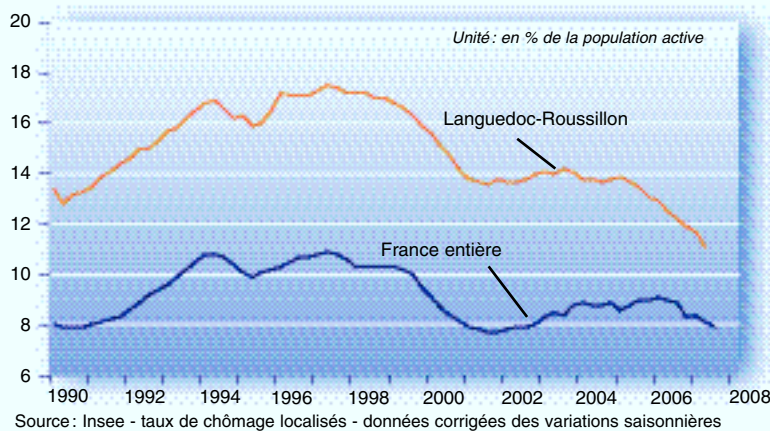
Les infrastructures de transport consolident cette position favorable, qu'il s'agisse des aménagements routiers, ferroviaires, portuaires ou aéroportuaires. Le Languedoc-Roussillon possède 5 % du réseau routier national : 1 300 km de routes nationales et 495 km d'autoroutes, principalement situées dans le couloir littoral. Le réseau ferroviaire compte 1 400 km de voies. Il est organisé autour d'une artère principale implantée le long du littoral, qui relie la vallée du Rhône et la frontière espagnole.

En matière portuaire, Sète et Port-la-Nouvelle occupent une position nationale tandis que Port-Vendres, spécialisé dans la manutention des fruits frais et l'agroalimentaire, a plutôt une vocation départementale. Enfin trois grandes plates-formes multimodales et logistiques complètent ce schéma pour le transport du fret. La plate-forme Pyrénées-Méditerranée regroupe plusieurs sites, dont celui de Saint-Charles à Perpignan traite 1,5 million de tonnes de marchandises. Les complexes routiers «Croix-Sud» et «Km Delta» se situent respectivement à Narbonne et à Nîmes. Le site de l'aéroport de Montpellier accueille quant à lui la plate-forme Eurogare.

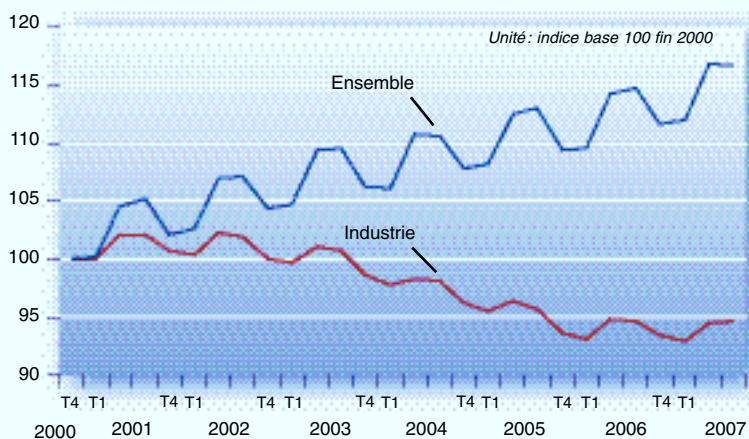
Le foncier est resté à un prix abordable jusqu'à une période récente, bien qu'un rattrapage s'opère sur la partie la plus densément peuplée du territoire, à l'intérieur d'un triangle Lunel-Clermont l'Hérault-Sète.

Par ailleurs, le territoire est inégalement développé. En dehors du triangle Lunel-Clermont l'Hérault-Sète, la région est peu densément peuplée et certaines parties du territoire restent enclavées, comme les zones montagneuses.

Évolution du taux de chômage depuis 1990



Évolution de l'emploi salarié en Languedoc-Roussillon



Une économie tournée vers les services

Le tissu productif du Languedoc-Roussillon est essentiellement formé de petites et moyennes entreprises. L'emploi salarié se situe à 53,9 % dans les établissements de moins de 50 salariés. Cette proportion est seulement de 48,4 % pour la France de province et de 45,7 % pour la France métropolitaine. A l'opposé, les très grands établissements sont rares. La région compte ainsi moins de 30 établissements de 500 salariés ou plus dans l'ensemble des secteurs marchands de l'industrie, de la construction, du commerce et des services.



Le secteur tertiaire domine aujourd'hui largement l'économie languedocienne. Durant le dernier quart du vingtième siècle, la région est passée d'une économie rurale à une économie basée sur les services. La région se classe ainsi

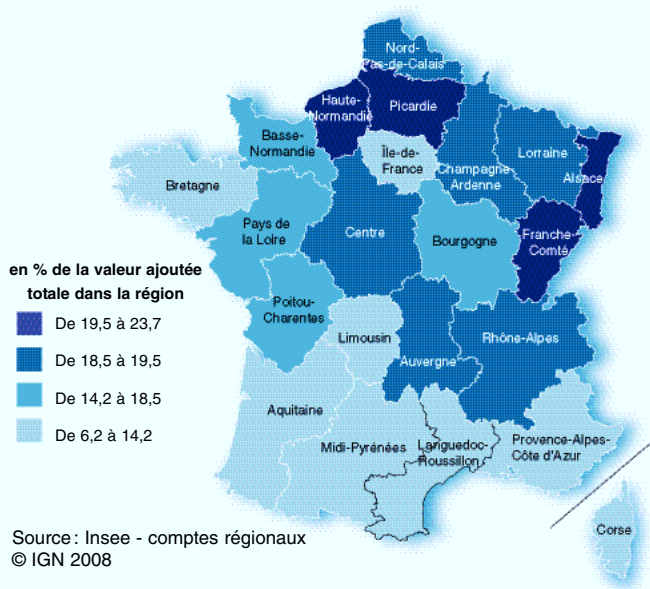
au 35^{ème} rang sur 254 régions européennes pour la part des services, secteur qui représente 61,8 % des emplois, à un niveau comparable à des régions comme le comté de Manchester au Royaume-Uni. Le commerce représente pour sa part 16,1 % des emplois. Cette particularité historique explique en partie le faible poids des autres secteurs, en particulier de l'industrie. Celle-ci emploie 9 % de la main d'œuvre. Viennent ensuite la construction (7,7 %) et l'agriculture (5 %), qui a vu sa part se réduire considérablement ces dernières décennies.

Une particularité importante de la région tient à la place du tourisme et à la saisonnalité de l'activité qui s'y attache. La région héberge ainsi jusqu'à 1,5 million de touristes durant l'été et emploie alors 70 000 personnes, contre moins de 40 000 le reste de l'année.

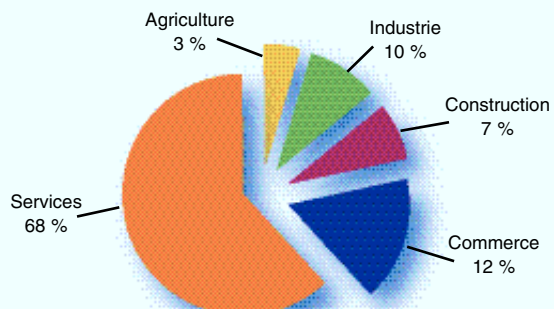
Pour autant, l'industrie joue un rôle de premier plan. D'une part, elle représente une part significative de l'emploi de la région et elle a un effet d'entraînement sur les autres secteurs, notamment les services, auxquels elle fait appel. D'autre part, elle recèle un potentiel d'innovation qui s'appuie sur l'excellence de la formation et de la recherche régionale.



Poids de l'industrie selon les régions



Répartition de la valeur ajoutée par secteur d'activité en Languedoc-Roussillon



Source : Insee - Section synthèse et conjoncture de l'emploi 2006

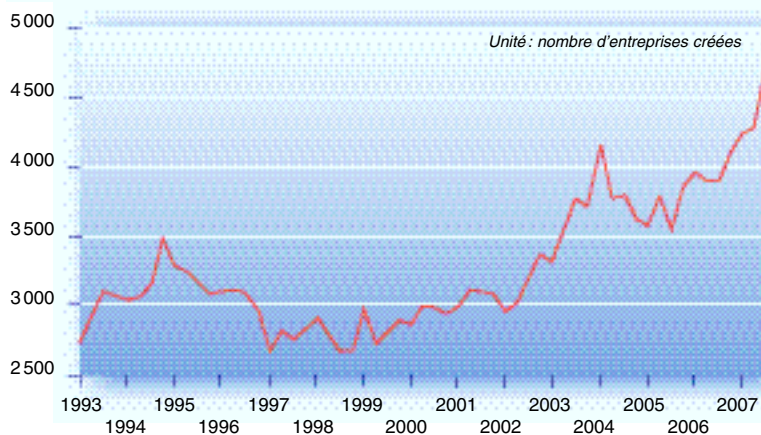
La recherche et développement, un atout pour la région

Le Languedoc-Roussillon bénéficie d'un potentiel de recherche considérable au regard de son poids économique. La région consacre 2,1 % de son produit intérieur brut à la recherche et occupe la 5^{ème} place des régions françaises pour cet indicateur. Elle bénéficie d'une concentration exceptionnelle

d'organismes de recherche, que ce soit à travers les universités et les centres publics ou privés (le nucléaire à Marcoule ou la pharmacie à Montpellier). Elle dispose également de tous les outils de valorisation, de transfert de technologies, d'incubation et d'accueil de jeunes entreprises. Enfin, les politiques publiques ont un effet d'entraînement sur les entreprises à travers

la mise en place des pôles de compétitivité créés en 2005 et les parcs d'activités ou les dispositifs publics d'aide aux entreprises.

Nombre de créations d'entreprises par trimestre



Une industrie peu développée aux situations contrastées

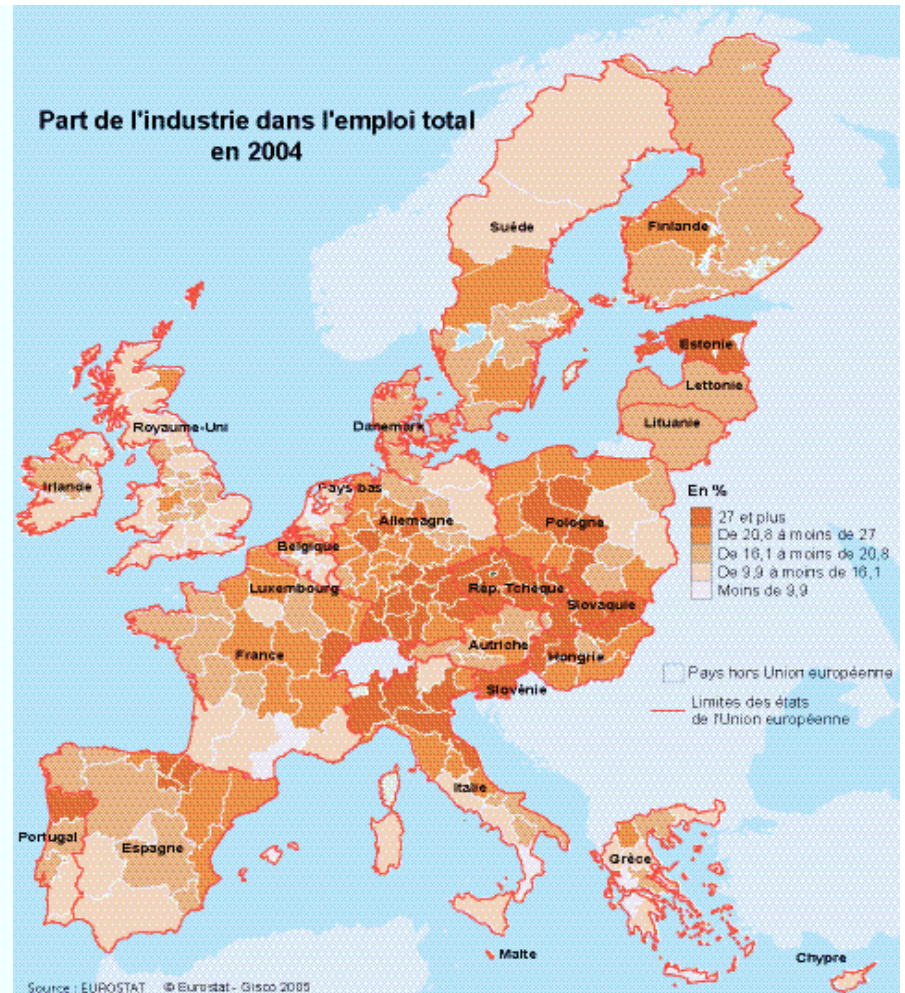
Le troisième secteur pour la création de richesses

Le Languedoc-Roussillon figure parmi les régions les moins industrialisées d'Europe. Fin 2006, l'industrie y compris le secteur de l'énergie y employait 81 000 personnes, soit 9 % de la main d'œuvre, contre 15 % en moyenne en France.

Malgré ce classement apparemment peu flatteur, l'industrie est le troisième secteur créateur de richesses en Languedoc-Roussillon après le commerce et les services. Le secteur tertiaire est sur-représenté en Languedoc-Roussillon, de sorte que les autres activités occupent proportionnellement une place moindre que dans les autres régions.

Un tissu de petites et moyennes entreprises

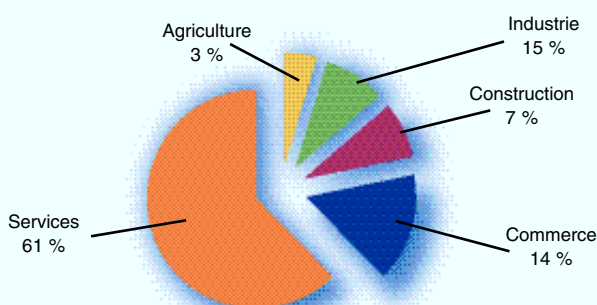
Le tissu industriel du Languedoc-Roussillon, à l'image du reste de l'économie, comporte peu de très grandes entreprises. Sur les 9700 établissements industriels, dix seulement comptent 500 salariés ou plus. Ces grands établissements emploient 13,2 % des salariés de l'industrie régionale, contre



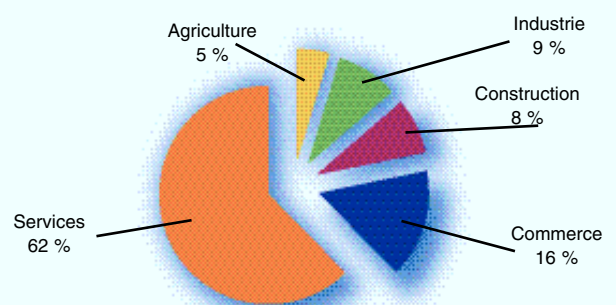
23,1 % au niveau national. Cette proportion est de 25,9 % en Midi-Pyrénées et de 22 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur. À l'opposé, les établissements

sont par rapport au niveau national. Ils emploient plus de la moitié des salariés, contre moins du tiers au niveau national.

Répartition de l'emploi total par secteur France métropolitaine



Répartition de l'emploi total par secteur Languedoc-Roussillon



Source : INSEE - Section synthèse et conjoncture de l'emploi 2006

Répartition des salariés de l'industrie selon la taille de l'établissement

Unité : %

	Languedoc-Roussillon	France
De 0 à 9 salariés	23,2	8,6
De 10 à 49 salariés	31,6	22,9
De 50 à 249 salariés	24,8	31,6
De 250 à 499 salariés	8,2	13,8
500 salariés ou plus	12,2	23,1
Total	100	100

Source : Insee - Clap 2005

L'industrie des biens intermédiaires emploie le plus grand nombre de salariés de l'industrie : 28,8 % d'entre eux travaillent dans ce secteur, avec une représentation importante des industries des produits minéraux (8,7 % des salariés de l'industrie). Le secteur des matériaux comprend de nombreuses petites unités, mais également quelques établissements de taille moyenne, comme les cimenteries situées à Beaucaire et Port-la-Nouvelle ou les tuileries dans l'Aude. La chimie et la pharmacie sont représentées par des grands groupes comme SANOFI ou RHODIA. La métallurgie et la transformation des métaux restent des activités importantes mais fragilisées par de nombreuses restructurations. Les industries agroalimentaires sont également bien implantées dans la région. Elles représentent près du quart des

Principaux établissements industriels du Languedoc-Roussillon

Effectifs salariés	Raison sociale	Activité principale
plus de 1 500	AREVA - CEA	Elaboration, transformation matières nucléaires
entre 1 000 et 1 500	PERRIER IBM	Industrie des eaux de table Fabrication ordinateurs, infogérance
entre 700 et 1 000	SANOFI AVENTIS MELOX CAMERON VITEMBAL	Fabrication produits pharmaceutiques Elaboration, transformation mat nucléaires Fabrication articles de robinetterie pétroliers Fabrication emballages en matières plastiques
entre 400 et 700	EMINENCE SCHNEIDER MERLIN GERIN VERRERIE du LANGUEDOC CEMOI CANTALOU ROYAL CANIN AREVA T&D TERREAL	Fabrication de vêtements de dessous Fabrication matériel électrique BT Fabrication de verre creux Chocolaterie Fab aliments animaux compagnie Fabrication matériel électrique HT Fabrication de tuiles
entre 300 et 400	JOURNAL MIDI LIBRE SNR CEVENNES HARIBO SPANGHERO KP1 SABENA	Edition de journaux Fabrication de roulements Confiserie Production de viandes et plats préparés Fabrication éléments béton pour le BTP Maintenance d'aviation

Source : Insee - Clap 2005

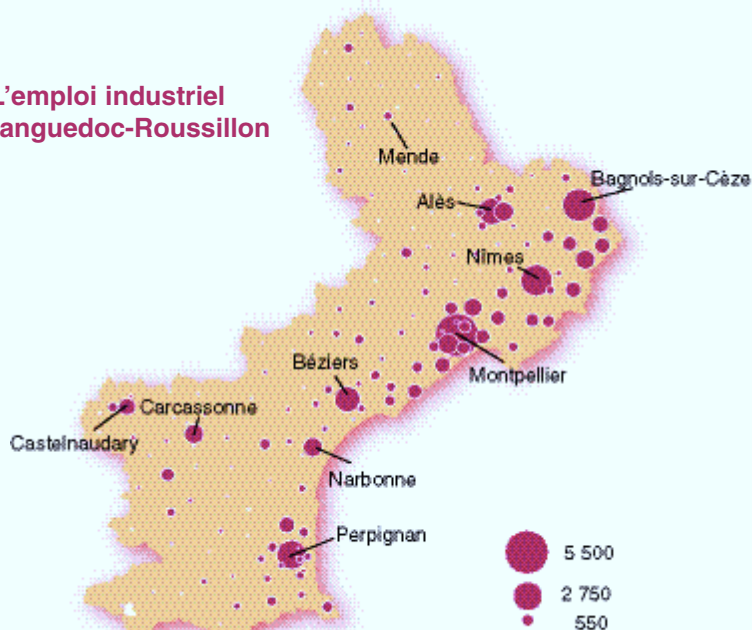
salariés de l'industrie. On y trouve aussi bien des grands groupes comme NESTLE (avec PERRIER), CANTALOU CEMOI ou encore ROYAL CANIN, que des entreprises d'origine locale spécialisées dans la fabrication de plats cuisinés comme SPANGHERO ou LA BELLE CHAURIENNE dans l'Aude. Vient ensuite l'industrie des biens d'équipement (20 %) avec IBM et CAMERON et l'énergie (13 %), où la filière nucléaire est bien implantée, à travers des poids lourds comme AREVA et le CEA situés sur le site de Marcoule.

Un déséquilibre est-ouest marqué

L'emploi dans l'industrie en Languedoc-Roussillon est concentré dans l'est de la région. Le Gard et l'Hérault regroupent 70 % des emplois industriels et 67 % de l'ensemble des emplois. Les différents bassins industriels de la région déploient des activités complémentaires. Dans le Gard, la zone d'emploi d'Alès est spécialisée dans la fabrication d'équipements industriels. Les entreprises du secteur textile continuent à employer un grand nombre de salariés dans la zone de Ganges-le-Vigan. La filière nucléaire et la métallurgie sont concentrées près de Bagnols-sur-Cèze, avec le CEA, AREVA et le pôle de compétitivité TRIMATEC.

Dans l'Hérault, la zone d'emploi de Montpellier est la plus dynamique, notamment grâce au secteur des technologies de l'information et de la communication, des biotechnologies. Le secteur médical y est également très présent et diversifié. Il comprend des activités allant de la fabrication d'appareils de diagnostic au mobilier médical, en passant par l'imagerie médicale et la fabrication de prothèses. La zone d'emploi de Béziers se caractérise par une

L'emploi industriel en Languedoc-Roussillon



Source : INSEE - Sirene

© IGN 2008

forte représentation des entreprises de la métallurgie et de la mécanique. Les entreprises de la chimie-pharmacie, et celles de l'agroalimentaire, prospèrent quant à elles autour de Nîmes. C'est aussi le cas, mais dans une moindre mesure, des entreprises spécialisées dans les nouvelles technologies. Celles-ci bénéficient de la mise en place du technopôle Nîmes Rhône Cévennes qui leur est consacré.

Dans les Pyrénées-Orientales et l'Aude, les secteurs des industries agroalimentaires sont les mieux représentés. La confiserie, avec CEMOI CANTALOU, et la préparation de produits frais, avec CRUDI et CŒUR DE FRUIT, sont des activités significatives des Pyrénées-Orientales. Les plats cuisinés sont plus spécifiques de l'Aude. Ce dernier département est également bien placé pour sa filière bâtiment, comme en témoigne la présence de nombreuses entreprises de transformation de matériaux (tuiles, isolants, huisserie...) et d'un centre de formation dans les métiers du bâtiment à Lézignan.

Enfin la Lozère, malgré un territoire enclavé, tire son épingle du jeu grâce à des industries agroalimentaires dynami-

ques, sa filière lait pour le fromage et son eau minérale. La filière bois bénéficie aussi d'une ressource locale abondante, alors que la métallurgie et les activités de travail des métaux se maintiennent grâce à la vigueur des investissements.

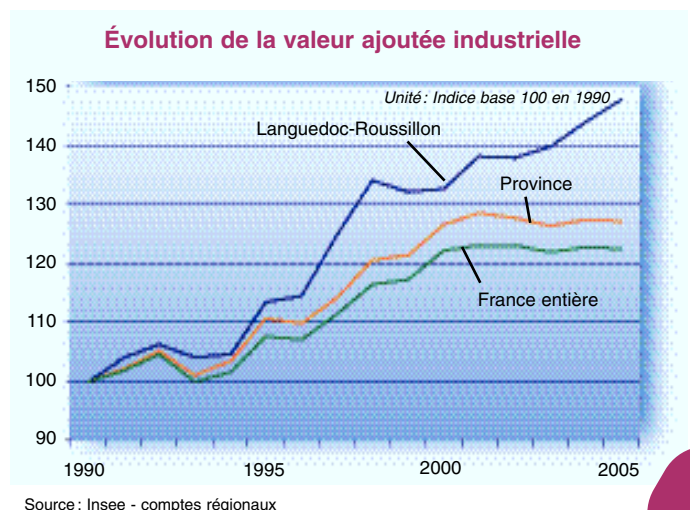
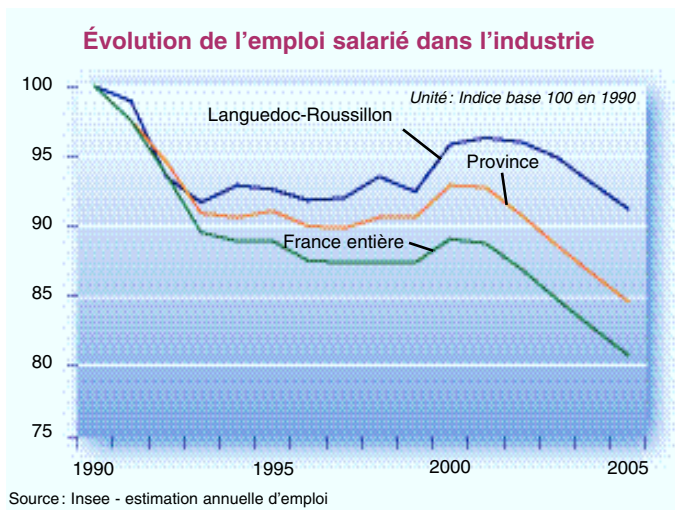
L'emploi industriel résiste mieux qu'ailleurs

Sur la période 1990-2005, l'emploi industriel a mieux résisté en Languedoc-Roussillon que dans les autres régions. Les effectifs salariés sont passés de 80 300 à 73 300, soit une contraction de 9 %. Durant la même période, la baisse a été de 19 % au plan national. À titre de comparaison, sur la même période, l'emploi total a augmenté de 25 % en Languedoc-Roussillon et de 15 % seulement France entière.

La structure sectorielle spécifique du Languedoc-Roussillon n'explique pas cette meilleure résistance. L'écart s'explique massivement par un effet proprement géographique. En effet, au sein de chaque secteur industriel, la situation évolue plus favorablement dans la région qu'au niveau national.

Au cours de la période 1990-2005, les secteurs des industries agroalimentaires et de la chimie, parfumerie et entretien ont tiré l'emploi industriel du Languedoc-Roussillon vers le haut. Au contraire, de nombreux postes ont été détruits dans les secteurs de l'habillement-cuir, dans l'industrie textile, dans les industries des équipements électriques et électroniques et dans le secteur de la production de combustibles et de carburants. Parallèlement, l'intérim industriel s'est développé de manière importante. Un certain nombre d'emplois relevant naguère de l'activité industrielle sont aujourd'hui comptabilisés au titre de l'intérim. Par ailleurs, un certain nombre d'autres activités proches de l'industrie se développent dans le secteur des services aux entreprises.

La valeur ajoutée de l'industrie a continué de croître malgré la baisse des effectifs, grâce à des gains de productivité qui en font le secteur le plus compétitif. Au sein d'une économie essentiellement tournée vers son marché intérieur, l'industrie se distingue avec la viticulture comme la principale source d'exportation de la région.



Des spécificités industrielles

Les industries agroalimentaires et celles des produits minéraux mieux représentées

L'industrie du Languedoc-Roussillon se distingue assez nettement de la moyenne française quant à sa répartition sectorielle. Le profil sectoriel languedocien est marqué par les industries des produits minéraux, qui représentent 9 % des effectifs industriels, contre 4,3 % en France. Les industries agroalimentaires sont également une spécialisation de la région. Elles représentent 22,6 % des effectifs industriels de la région, contre une proportion de 15,4 % en France. Viennent ensuite le secteur de la production de combustibles et carburants (4,2 % contre 0,8 %), celui de l'eau, gaz et électricité (8,7 % contre 5,7 %) et les industries des équipements électriques-électroniques (7,2 % contre 5,7 %).

A l'opposé, les secteurs les moins spécifiques, au regard de l'industrie française dans son ensemble, sont l'industrie automobile (1,2 % de l'emploi industriel dans la région contre 7,3 % au niveau national), la métallurgie et la transfor-

Spécificités sectorielles de l'industrie du Languedoc-Roussillon



Source : Insee - Clap 2005

Lecture : chaque cercle représente une valeur en %. Ainsi, les Industries agricoles et agroalimentaires représentent près de 16 % de l'emploi salarié industriel en Languedoc-Roussillon, contre moins de 12 % en France. La courbe obtenue en joignant les points correspondant à la structure sectorielle du Languedoc-Roussillon dessinent le profil de celui-ci. Le profil de la France a également été représenté à titre de comparaison.

mation des métaux (5,2 % contre 10,8 %) et le secteur de la chimie, caoutchouc, plastiques (6,0 % contre 8,9 %).

La structure sectorielle de l'industrie varie considérablement d'une région à l'autre. Les spécialisations observées au sein des régions françaises conduisent à distinguer plusieurs groupes parmi celles-ci. Outre trois régions isolées qui ont des profils sectoriels très

spécialisés dans certaines branches, trois groupes apparaissent assez nettement. Ces groupes sont discriminés par un petit nombre de secteurs emblématiques. Le Languedoc-Roussillon se situe de ce point de vue dans un groupe assez nombreux comportant dix régions (dont Midi-Pyrénées et Provence-Alpes-Côte d'Azur), qui se caractérise par une bonne représentation des industries agroalimentaires et la faiblesse relative de toute une série de secteurs qui vont de la métallurgie au textile en passant par les biens d'équipement du foyer.

Au sein de ce groupe, le Languedoc-Roussillon possède encore quelques particularités intéressantes qui le distinguent des autres membres. Ainsi, la région apparaît bien placée pour les industries des équipements électriques-électroniques en se situant en deuxième position sur ce créneau, assez loin il est vrai après l'Île-de-France. Elle est également très bien lotie dans le sec-

Caractéristiques des groupes de régions

Secteurs discriminant les trois groupes de régions	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3
Industries agricoles et agroalimentaires	+	-	
Industries des équipements du foyer	-	+	
Industries des équipements mécaniques	-	+	-
Industrie textile	-		+
Chimie, caoutchouc, plastiques	-	+	
Métallurgie et transformation des métaux	-	+	+
Industries des composants électriques-électroniques	-	+	-

Lecture : les régions métropolitaines ont été classées en plusieurs groupes selon le profil sectoriel de leur industrie. Ces groupes se différencient par le poids de sept secteurs les plus discriminants.

Groupe 1 : Aquitaine, Basse-Normandie, Bretagne, Haute-Normandie, Languedoc-Roussillon, Limousin, Midi-Pyrénées, Pays de la Loire, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Groupe 2 : Alsace, Bourgogne, Centre, Picardie, Rhône-Alpes.

Groupe 3 : Auvergne, Champagne-Ardenne, Lorraine, Nord-Pas-de-Calais.

Les régions isolées sont la Corse, spécialisée dans l'industrie des produits minéraux d'une part, le secteur Eau, gaz, électricité d'autre part, la Franche-Comté (Industrie automobile et Industrie des équipements du foyer) et l'Île-de-France (Pharmacie, parfumerie, entretien et Industrie des équipements électriques-électroniques).

Évolution de l'emploi salarié en Languedoc-Roussillon selon les secteurs

	Nombre de salariés en Languedoc-Roussillon	Évolution en Languedoc-Roussillon (%)	Évolution en France (%)
	2005	1990-2005	1990-2005
IAA	15 700	21	2
Industries des équipements mécaniques	7 390	5	- 14
Industries des produits minéraux	6 260	- 13	- 26
Eau, gaz et électricité	6 020	- 1	2
Industries des équipements électriques-électroniques	4 970	- 32	- 20
Chimie, caoutchouc, plastiques	4 180	- 13	- 14
Edition, imprimerie, reproduction	3 920	5	- 20
Métallurgie et transformation des métaux	3 630	- 13	- 21
Industrie du bois et du papier	3 190	- 12	- 24
Pharmacie, parfumerie et entretien	1 830	27	0
Production de combustibles et carburants	2 910	- 25	- 55
Industries des composants électriques-électroniques	2 560	12	1
Industries des équipements du foyer	2 090	- 32	-33
Habillement, cuir	1 660	- 69	- 66
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	1 240	3	- 26
Industrie textile	1 090	- 51	- 50
Industrie automobile	800	59	- 10

Source : Insee - Clap 2005

teur de l'industrie des produits minéraux. Enfin comparativement à l'ensemble des autres régions, c'est en Languedoc-Roussillon que le secteur de la production de combustibles et carburants représente la plus grande part de l'industrie.

Le secteur eau, gaz et électricité est également bien représenté.

Le Languedoc-Roussillon se distingue fortement des régions du groupe 2, qui

comprend l'Alsace, la Bourgogne, le Centre, la Picardie et Rhône-Alpes. Dans ce groupe, les industries agroalimentaires sont peu représentées. Ces régions sont à l'inverse bien pourvues dans la plupart des secteurs faiblement représentés en Languedoc-Roussillon (Industries des équipements du foyer, Industries des équipements mécaniques, Chimie, Métallurgie). Les régions du groupe 3 (Auvergne, Champagne-Ardenne, Lorraine, Nord-Pas-de-

Calais) partagent avec le Languedoc-Roussillon une faible représentation des industries des équipements mécaniques mais s'en distinguent par une industrie textile et un secteur de la métallurgie encore très présents.

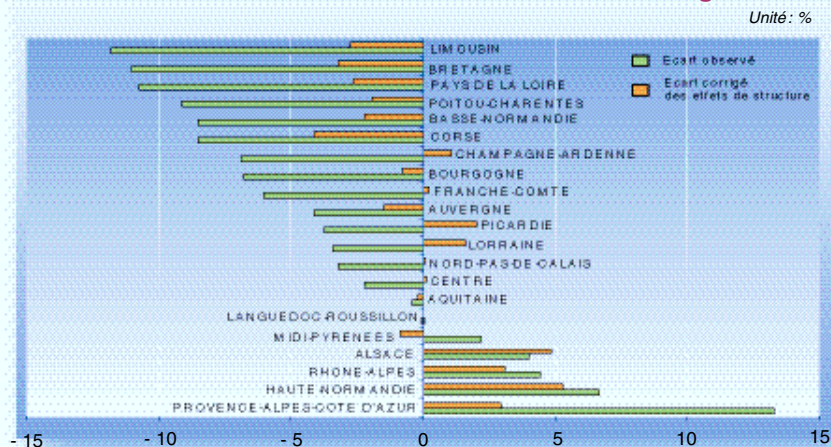
La plupart des secteurs bénéficient d'un effet géographique favorable

L'emploi industriel connaît en France une baisse ou une stagnation généralisée à tous les secteurs. Sur la période 1990-2005, seuls trois secteurs sont parvenus à maintenir leur niveau d'emploi mais aucun d'entre eux ne l'a vu progresser de plus de 2 %. Dans la plupart des secteurs industriels, l'emploi a mieux évolué en Languedoc-Roussillon qu'en France.

Tout d'abord, le Languedoc-Roussillon, sans échapper complètement à la tendance nationale, parvient cependant à tirer son épingle du jeu dans plusieurs secteurs importants. Dans ces secteurs où l'emploi a progressé entre 1990 et 2005, l'écart en faveur de la région est particulièrement marqué dans le secteur des industries agroalimentaires, dont les effectifs ont augmenté de 21 % entre 1990 et 2005 (contre + 2 % en France), les industries des équipements mécaniques (+ 5 % contre - 14 %) la pharmacie, parfumerie et entretien (+ 27 % contre 0 %), l'édition, imprimerie, reproduction (+ 5 % contre - 20 %) et les industries des composants électriques-électroniques (+ 12 % contre + 1 %). Moins importants en taille, les secteurs de l'industrie automobile et de la construction navale, aéronautique et ferroviaire font également mieux que le national.

Parmi les secteurs où l'emploi se contracte, seul le secteur des industries des équipements électriques-

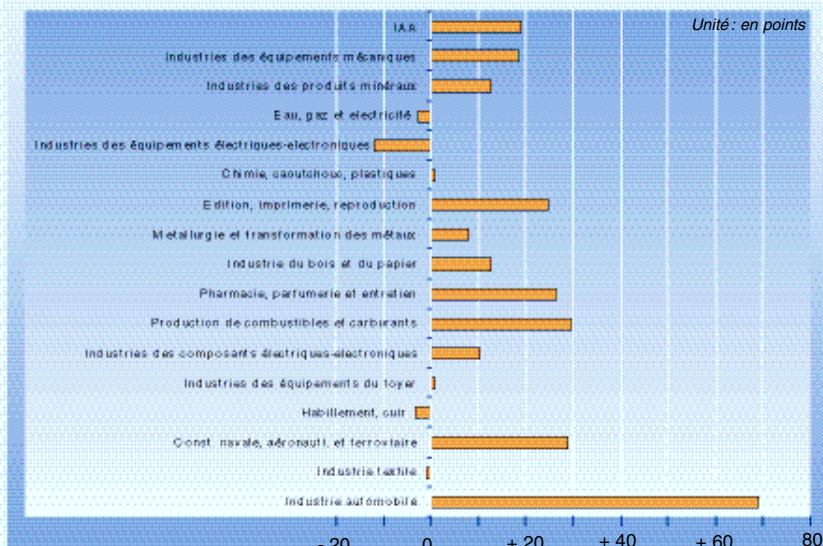
Les salaires horaires dans l'industrie selon les régions



Lecture : Le graphique donne l'écart de salaire au sein de l'industrie existant entre les régions métropolitaines et le Languedoc-Roussillon. L'écart brut est l'écart en % entre le salaire dans les régions et le salaire en Languedoc-Roussillon. L'écart corrigé des effets de structure fait abstraction des différences existant entre la structure de la main d'œuvre des différentes régions : âge, sexe, catégorie socioprofessionnelle, taille et secteur de l'entreprise.

Source : Déclarations Annuelles de Données Sociales (DADS), Insee.

Écart d'évolution de l'emploi industriel entre le Languedoc-Roussillon et la France selon les secteurs



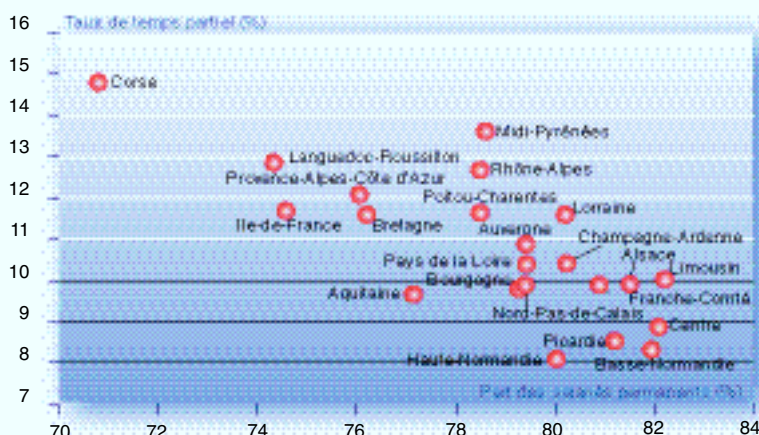
Note de lecture : l'emploi a progressé de 21 % dans les IAA au niveau régional, il a progressé de 2 % au niveau national ; l'écart d'évolution est de + 19 points

Source : Insee, estimations d'emploi 1990 à 2005

électroniques connaît une diminution de l'emploi nettement plus rapide en Languedoc-Roussillon qu'au niveau national (- 32 % contre - 20 % sur la période 1990-2005). L'évolution est moins défavorable dans les autres secteurs. Ainsi, le secteur de la production

de combustibles et carburants a connu une érosion importante de ses effectifs qui ont diminué de 55 % au niveau national. Le Languedoc-Roussillon résiste mieux, avec une baisse deux fois moins importante de 25 %.

L'emploi industriel est moins stable en Languedoc-Roussillon



Lecture : le graphique positionne les régions selon deux axes : la part des salariés permanents dans l'industrie (axe des abscisses) et le taux de temps partiel dans l'industrie (axe des ordonnées). Le taux de permanents est calculé comme la part des salariés ayant travaillé toute l'année 2005 dans le même établissement. Il permet de mesurer la stabilité des salariés dans leur emploi.

Champ : salariés de l'industrie

Source : Déclarations Annuelles de Données Sociales (DADS), Insee.

Des salaires dans la moyenne

Les salariés de l'industrie sont globalement moins âgés en Languedoc-Roussillon que la moyenne française. Les moins de 30 ans y occupent une part plus importante des emplois (20,3 % contre 18,1 % en France), et la part des salariés âgés de 50 ans ou plus y est légèrement inférieure (20 % contre 21 %). Les femmes sont moins présentes parmi les salariés de l'industrie. Elles représentent 25,7 % des effectifs en Languedoc-Roussillon, soit une proportion plus faible que le taux national qui est de 28,8 %.

Moins féminisés, les emplois industriels en Languedoc-Roussillon souffrent également d'une moindre stabilité que dans d'autres régions. En effet, au niveau national, l'industrie est un des secteurs qui compte la plus grande part de salariés permanents (78,7 %). Le travail à temps partiel est également moins répandu dans ce secteur (10,7 %). Cette règle s'applique en Languedoc-Roussillon mais à un moindre degré qu'ailleurs. Ainsi, la part des salariés permanents s'élève à 74,4 % (inférieure de 4,3 points au taux national), loin derrière des régions comme la Normandie, la Picardie ou la région Centre. Par ailleurs, le temps partiel est assez développé dans l'industrie de la région, avec 12,9 % des postes concernés. De ce point de vue, le Languedoc-Roussillon se classe dans un groupe où la stabilité de l'emploi est moins élevée, groupe qui comprend les régions de l'arc méditerranéen, Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes l'Ile-de-France et la Bretagne.

Dans l'échelle des salaires, l'industrie du Languedoc-Roussillon occupe une position honorable parmi les régions de province. Seules cinq régions ont un

salaires moyen plus élevé que le Languedoc-Roussillon, au premier rang desquelles la région Provence-Alpes-Côte d'Azur avec un écart de 13 %. Une partie des différences observées tient aux caractéristiques des salariés (catégorie socioprofessionnelle, âge, sexe, condition d'emploi) et des employeurs (secteur d'activité, taille d'établissement) pour lesquels ils travaillent. Ces caractéristiques sont très favorables en Languedoc-Roussillon. Si l'on fait abstraction de ces effets de structure, le classement est moins flatteur, le Languedoc-Roussillon n'occupant alors qu'une position moyenne.

Les groupes pèsent peu dans l'emploi industriel

En Languedoc-Roussillon, 64 % des emplois industriels dépendent d'un groupe. C'est la plus faible part observée pour les régions métropolitaines, hormis en Corse où elle s'élève à 33 %.

Le poids des groupes est particulièrement faible dans le secteur des industries des équipements du foyer et celui de la construction navale, aéronautique et ferroviaire.

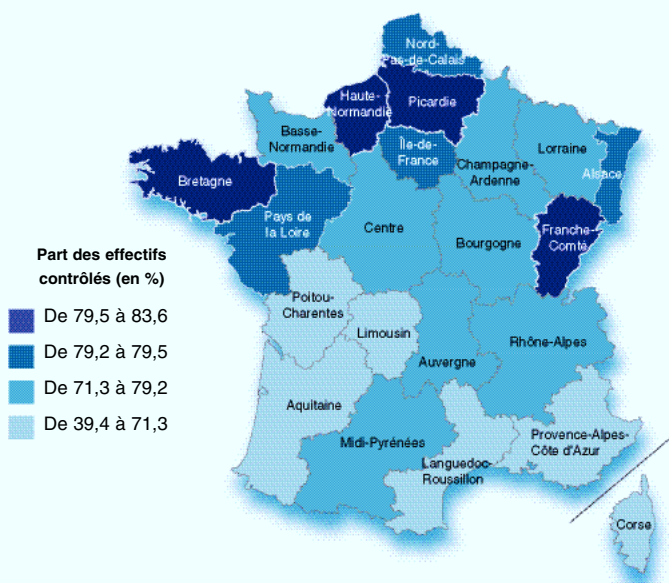


En Languedoc-Roussillon, comme plus généralement en France, les secteurs de la production de combustibles et de carburants, celui de l'eau, gaz, électricité et celui de la pharmacie, parfumerie et entretien sont plus souvent contrôlés par des groupes. A l'inverse, le secteur de l'édition, imprimerie, reproduction et

celui de l'industrie textile le sont moins. Dans le secteur de l'habillement et du cuir, le poids des groupes est même plus important en Languedoc-Roussillon qu'au niveau national.

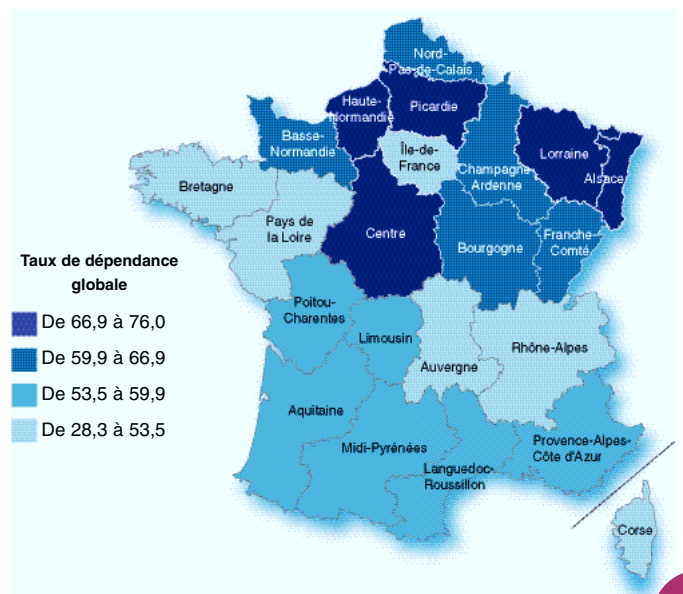
En dehors des groupes, souvent d'envergure nationale ou internationale, nombreuses sont les entreprises de la région dont le centre de décision se situe hors de la région. Ainsi, 54 % des emplois industriels du Languedoc-Roussillon sont implantés dans des entreprises dont le siège social se situe hors de la région. Ce taux de dépendance est généralement faible pour les régions où la part des entreprises isolées est élevée et pour les régions comptant de nombreux sièges sociaux. C'est le cas de l'Île-de-France, de l'Auvergne, de la Bretagne et des Pays de la Loire. Il est au contraire élevé pour la Haute-Normandie, la Picardie, le Centre, la Lorraine et l'Alsace.

Part des effectifs industriels employés par des entreprises contrôlées par des groupes



Source : LIFI/CLAP 2004

Part des emplois dépendants d'un centre de décision situé hors de la région



Source : LIFI/CLAP 2004

Recherche, développement et innovation

Des dépenses de recherche et développement dynamiques

Le Languedoc-Roussillon bénéficie d'un potentiel de recherche important. Les dépenses intérieures de recherche et développement se sont ainsi élevées à près d'1,1 milliard d'euros en 2004. Même si ce montant se situe loin derrière les régions de grande taille, en comparaison de la richesse régionale, il représente tout de même 2,1 % du PIB. Cet indicateur place le Languedoc-Roussillon en cinquième position des régions françaises. Les disparités sont grandes entre les régions françaises et la part de leur richesse consacrée à la recherche et au développement est en partie liée à l'importance économique des régions (carte). Ainsi, les investissements dans la recherche - développement sont relativement plus importants dans les régions Midi-Pyrénées (4,1 %), Ile-de-France (3,1 %) et Rhône - Alpes (2,5 %) qu'en Languedoc-Roussillon. Mais ce

n'est pas le cas dans bon nombre de régions de taille pourtant plus importante que le Languedoc-Roussillon, comme les régions Nord-Pas-de-Calais ou Pays de la Loire.

Montant des dépenses de recherche et développement

Unité : millions d'euros

	Administrations	Entreprises	Total
Ile-de-France	4 714	9 792	14 506
Midi-Pyrénées	1 019	1 662	2 680
Rhône-Alpes	1 280	2 648	3 927
Languedoc-Roussillon	721	359	1 079
Provence-Côte-d'Azur + Corse	945	1 315	2 260
France	13 324	22 210	35 534

Source : Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance au sein du Ministère de l'éducation nationale et de la recherche.

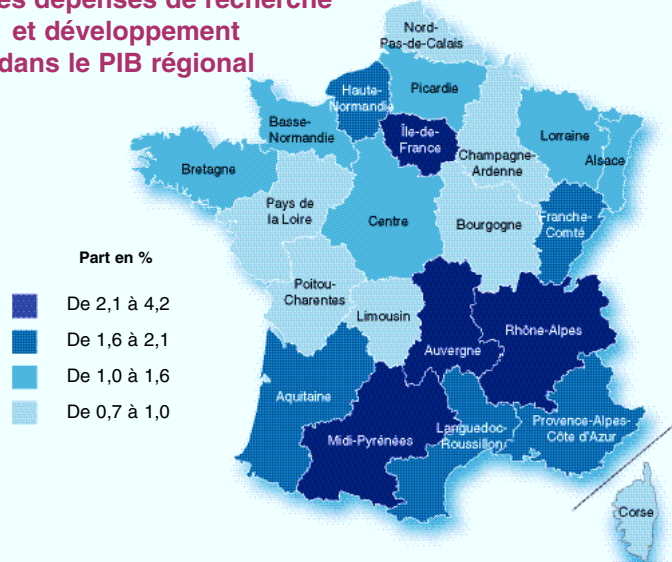
Des dépenses d'origine majoritairement publique

Contrairement à la plupart des autres régions, c'est la recherche publique qui concentre en Languedoc-Roussillon la plus grande partie des ressources. Près des trois quarts des 5 640 chercheurs de la région sont employés dans le secteur public, au sein des cinq universités et de neuf organismes nationaux de recherche. Les dépenses publiques de recherche et développement représentent 1,4 % du PIB, contre 0,7 % pour les dépenses privées, soit l'inverse du partage entre public et privé que l'on observe au niveau du pays.

La recherche-développement est particulièrement dynamique dans la région. Sur la période 1997-2004, le nombre de chercheurs a progressé de 3,9 % par an en moyenne et les dépenses de 6,4 %, contre respectivement 2,2 % et 3,6 % au niveau national. C'est la recherche privée qui progresse le plus (+ 9,2% pour les effectifs, + 6,7 % pour les dépenses) mais la recherche publique est également dynamique (+ 5,1% et 2,9 %).

Les domaines les mieux représentés dans la recherche languedocienne sont l'agroalimentaire, la chimie - pharmacie, et l'énergie avec notamment le nucléaire. Plusieurs de ces spécialités sont représentées au travers des pôles de compétitivité notamment TRIMATEC pour la chimie et les technologies propres, ORPHEME pour la biologie et la santé, DERBI pour les énergies renouvelables et Q@LIMEDITERRANEE pour l'agronomie). La recherche privée est particulièrement intense dans le secteur de la pharmacie, la société SANOFI AVENTIS comptant à elle seule 1 200 chercheurs, et, à un moindre degré, dans celui de l'informatique et de l'instrumentation.

Part des dépenses de recherche et développement dans le PIB régional



Source : Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance au sein du Ministère de l'éducation nationale et de la recherche.

Environ 400 brevets déposés chaque année

La localisation des brevets pose des difficultés statistiques, car le lieu de dépôt ne correspond pas nécessairement à la résidence de l'inventeur. En croisant les sources de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI) et celles des principaux organismes de recherche (CIRAD, CEA, CNRS, Universités), on parvient à un total régional de 400 brevets annuels, soit 3 % des brevets déposés en France. Parmi les établissements de PME principaux déposants, on peut citer la société NANOLEGGE dont les dépôts concernent l'application des nanotubes de carbone à l'industrie aéronautique et électronique.

Une valorisation de la recherche qui s'affirme

Les universités et différents laboratoires régionaux ont constitué des pôles d'excellence scientifique qui sont des gisements de valorisation dans des domaines aussi variés que l'agronomie et l'environnement (qui regroupent 1 700 enseignants-chercheurs et chercheurs), la biologie-santé (1 200) avec des spécialités en cancérologie, neurosciences et infectiologie, la chimie (300) avec un label Carnot " chimie, environnement et développement durable ", les mathématiques, l'informatique, la physique, les structures et système (600) ainsi que l'eau regroupant 600 chercheurs associés à la création d'un cluster Eau...

Certains laboratoires sont particulièrement performants en matière de valorisation. C'est le cas par exemple de ceux du Pôle Chimie Balard (Institut Charles Géhardt pour les polymères fluorés, l'Institut européen de membranes et l'Institut des biomolécules Max Mousseron). Dans le domaine des TIC, le laboratoire d'informatique, robotique,

Évolution des moyens en recherche et développement au cours de la période 1997-2004

Unité : taux annuel en %

	Effectifs			Dépenses		
	Entreprises	Administrations	Total	Entreprises	Administrations	Total
Ile-de-France	1,1	0,9	1,0	2,0	3,1	2,4
Midi-Pyrénées	9,3	2,5	6,1	11,5	3,0	7,6
Rhône-Alpes	2,7	3,1	2,9	5,2	4,2	4,8
Languedoc-Roussillon	6,7	2,9	3,9	9,2	5,1	6,4
Provence-Côte-d'Azur et Corse	4,2	1,8	2,9	2,8	3,9	3,2
France	2,5	1,8	2,2	3,6	3,6	3,6

Source : Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance au sein du Ministère de l'éducation nationale et de la recherche.

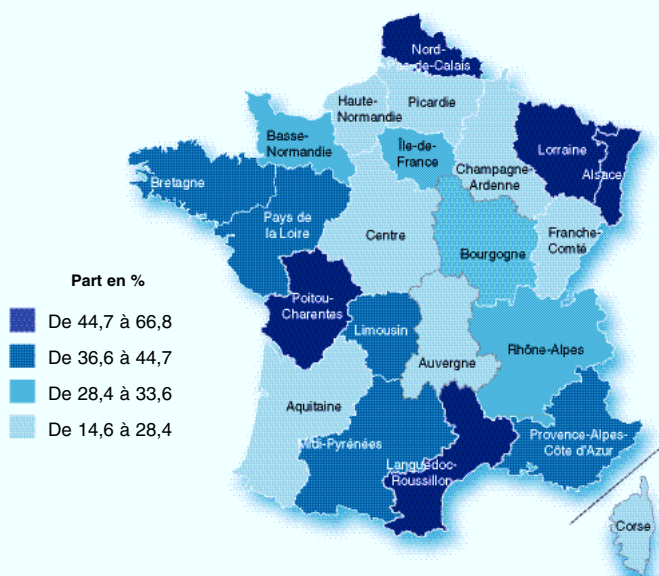
Montant des dépenses et nombre de projets aidés par secteur

	2006				2007			
	Nombre de projets	%	Montants en millier d'euros	%	Nombre de projets	%	Montants en millier d'euros	%
Sciences de la Vie	43	28	2 631	22	77	38	5 633	33
Technologies de l'Information et de la Communication	66	43	4 680	39	61	30	5 833	34
Équipements	31	20	3 457	28	30	15	2 774	16
Industries de base	10	6	985	8	29	14	2 477	14
Biens de consommation	5	3	419	3	7	3	580	3
Total	155	100	12 172	100	204	100	17 297	100

Lecture : Sciences de la Vie : Agriculture, pêche-aquaculture, agroalimentaire, biomédical, biotechnologies et pharmacie. **Technologies de l'Information et de la Communication :** Multimédia, logiciels et services informatiques, télécommunications, électronique, services innovants. **Équipements :** Électrotechnique, énergie-thermique, environnement, manutention, mesure-contrôle, sécurité, transport. **Industries de base :** Bâtiment, bois, chimie, énergie, fonderie/travail des métaux, matériaux de construction, mécanique/machines-outils, papier, parachimie, sidérurgie/métallurgie, transformation des plastiques-caoutchoucs, travaux publics, verre/céramique. **Biens de consommation :** Arts graphiques, emballage-conditionnement, produits grand public, textile-habillement-cuir-chaussure.

Source : Oseo

Part du financement public dans les dépenses de recherche et développement



Source : Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance au sein du Ministère de l'éducation nationale et de la recherche.

Nombre de chercheurs pour 10 000 habitants

	Adminis- trations	Entreprises	Total
Ile-de-France	23	41	64
Midi-Pyrénées	18	31	49
Rhône-Alpes	13	21	34
Languedoc-Roussillon	17	6	23
Provence -Alpes-Côte-d'Azur et Corse	13	15	28
France	12	17	29

Source : Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance au sein du Ministère de l'éducation nationale et de la recherche.

Effectifs des chercheurs et spécialités dans les organismes publics

	Effectifs en chercheurs, ingénieurs et assimilés	Biologie humaine, médecine, santé, agronomie, biodiversité, écosystèmes	Physique, chimie, mathématiques	Robotique Sciences de l'ingénieur
Ets Publics à caractère scientifique et technique	1 200			
CEMAGREF	50	X		
CNRS	655	X	X	X
INRA	175	X		
INSERM	140	X		
IRD	180	X		
Ets Publics à caractère industriel et commercial	1 680			
CEA	1 000	X		X
CIRAD	620	X		
IFREMER	40	X		X
CNEARC	20	X		
Enseignement supérieur	1 120			
Universités	835	X	X	X
Enseign. Chimie Montp.	40	X	X	
Enseign. Agronomie Montp.	60	X		
IS Ingénieurs Montp.	105			X
École Mines d'Alès	80			X
TOTAL GÉNÉRAL	4 000	80 %	10 %	10 %

Source : DRIRE

micro-électronique de Montpellier (LIRMM) est également reconnu. Par ailleurs, le regroupement de moyens de recherche dans le cadre de plates-formes technologiques ouvertes aux entreprises se développent à l'exemple de la société IDENIX qui partage une plate-forme avec le CNRS et l'université Montpellier 2 dans le domaine du traitement contre les maladies virales et infectieuses (Hépatite B...).

De même, dans le cadre de l'appel à projet Campus du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, le projet d'Université

Montpellier Sud de France (UMSF) est l'opportunité de mettre en œuvre des outils de valorisation mutualisés et efficaces

Un encadrement institutionnel dense

Lors du Conseil européen qui s'est tenu à Lisbonne en mars 2000, les chefs d'Etat et de gouvernements ont lancé une stratégie dite " de Lisbonne " visant à faire de l'Union européenne l'économie la plus compétitive du monde, basée sur l'innovation et la connaissance. Cette stratégie définit la recherche comme un axe de développement

majeur. L'objectif est d'atteindre 3 % du PIB en dépenses de recherche-développement en 2010. De nouveaux outils ont d'ailleurs été créés en France en 2005 et 2006 pour y parvenir, notamment l'Agence Nationale de la Recherche, d'OSEO (résultant de la fusion de l'ANVAR et de la BDPME) et les pôles de compétitivité.

Un réel accompagnement à la création d'entreprises innovantes

Le dispositif régional d'accompagnement à la création d'entreprises technologiques est de bonne qualité, de l'incubation à la création et aux premières phases de développement.

LR incubation occupe le 4^{ème} rang des incubateurs nationaux en nombre de projets incubés et la seconde place en matière d'entreprises créées, avec 125 projets incubés et 83 entreprises créées. Autre incubateur régional de poids, Innov'Up regroupe l'incubateur de l'École des Mines d'Alès (l'un des plus anciens incubateurs français) et le CEEI de Nîmes.

Plus spécifiques, des essaimages venant de structures comme l'INRA (Institut national de recherche agronomique), du CIRAD ou de l'école d'ingénieur Sup Agro de Montpellier, soutiennent également la création d'entreprises innovantes. Le LIRMM a lui aussi soutenu une trentaine de projets de créations d'entreprises depuis 2002.

Autres soutiens à la création, les BIC (Business and Innovation Center) partagent en région une même méthode de travail avec une charte et un référent: l'association Synersud. Plus particulièrement, le BIC de Montpellier Agglomération qui accompagne des

entrepreneurs ayant choisi de créer une entreprise innovante sur le territoire de l'Agglomération a reçu le prix NBIA awards en 2007. Les secteurs les plus représentés sont la santé, les biotechnologies, le tertiaire supérieur, les technologies de l'information et de la communication. Fort de ce dispositif, le Languedoc-Roussillon obtient de très bons résultats au concours national de création d'entreprises innovantes organisé par le ministère de la recherche (3^{ème} ou 4^{ème} place chaque année).

En aval et parallèlement à la création et au développement des entreprises, l'association de transfert de technologies entre les centres de recherche et les entreprises, Transferts LR, est devenue un acteur majeur dans le système régional d'innovation.

Un financement des entreprises à améliorer

Le besoin de financement se fait sentir à divers moments de la vie de l'entreprise. Plusieurs structures financières se complètent pour le démarrage de projets. La région ne dispose pas encore de fonds plus conséquents qui permettent d'entrer dans le capital des entreprises lors d'un fort développement. Le Languedoc-Roussillon est un bassin riche d'opportunités d'investissements dans des start-ups pour des capital-risqueurs.

■ La SORIDEC, pour les fonds propres, constituée autour de la Caisse des Dépôts et Consignation, de la Région, des Conseils Généraux et de la communauté d'agglomération de Montpellier. Il s'agit du seul fonds d'amorçage généraliste en région faisant également du développement.

■ CREALIA, pour les prêts d'honneur, (à laquelle participent l'Europe, la Région, la CDC et des partenaires bancaires).

■ des réseaux de business angels comme MELIES ou SUD ANGELS sur des petits projets

■ le fonds européen JEREMIE qui va être prochainement mis en œuvre pourra compléter le dispositif.

Au côté de ce réseau, un dispositif d'aides financières individuelles adapté aux phases de création est mis en place par OSEO et la Région.

Les TIC et les biotechs en pointe

Dans le cadre de la politique d'accompagnement des projets innovants, deux axes forts ressortent. Les sciences de la vie (SV) et les technologies de l'information et de la communication (TIC) cumulent les aides les plus nombreuses à l'innovation portées par OSEO.

Au sein des SV, les projets aidés concernent notamment la pharmacie, avec le développement de molécules thérapeutiques, le diagnostic médical et vétérinaire, avec le développement de kits moléculaires et enfin le matériel médical et les prothèses.

Dans le domaine des TIC, les projets sont plus variés car ces techniques sont utilisées aussi bien dans le secteur biomédical (dossier médical, aide au diagnostic, télémédecine, télésurveillance des patients) que dans le secteur de l'environnement (gestion du risque, systèmes d'information et d'alerte, traçabilité, SIG, aide à la décision). Elles accompagnent également le développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire (système expert, prévention des risques naturels, gestion du patrimoine forestier) et celui de l'audiovisuel (plateformes de diffusion, mesure de l'audience, téléconférence). Les TIC interviennent également dans le secteur de la finance, sous la forme de logi-

ciels de valorisation de produits financiers complexes, d'outils permettant la sécurisation des transactions et dans l'optimisation de portefeuille et la gestion du risque.

Favoriser la croissance des entreprises innovantes

Les enjeux de l'innovation dans les décennies qui viennent se situent certainement dans les domaines de l'environnement et des énergies renouvelables. La hausse du prix de l'énergie conduit à un regain d'intérêt pour les solutions énergétiques nouvelles (éolien, photovoltaïque) ainsi que les innovations en matière de travaux d'isolation. De même, le traitement de l'eau et des déchets voit se développer plusieurs solutions d'avenir : traitement par ultra-violet, filtration membranaire, microorganismes.

Cependant, des ressources naturelles abondantes et de bonnes idées ne suffisent pas à faire éclore les champions de demain si ces entreprises innovantes ne sont pas accompagnées. Le handicap de la taille est en effet tel que nombre d'entre elles se font racheter avant d'avoir pu consolider leur position sur le marché ou ne trouvent pas les financements nécessaires à leur développement.

Or, faire émerger des systèmes régionaux d'innovation à l'image de la Silicon Valley nécessite de sécuriser les premières années des jeunes pousses avec un dispositif d'accompagnement alliant process et financement.

Cinq pôles de compétitivité, outils de développement économique

Les pôles de compétitivité sont le rassemblement, sur un espace géographique donné, d'entreprises, d'unités de recherche et de centres de formation engagés dans une démarche partenariale, notamment autour de projets de recherche et développement (R&D).

Leur création en 2005 par le gouvernement répond à la volonté d'amener les dépenses globales de recherche et développement à 3 % du PIB national en 2010 (contre 2,1 % en 2006), conformément à la stratégie de Lisbonne mise en place par l'Union Européenne. En effet, la compétition mondiale oblige les entreprises et laboratoires de recherche à relever le défi de l'innovation et les pôles de compétitivité sont des outils qui peuvent les aider dans cet objectif.

Les conditions du succès d'un pôle reposent sur quatre éléments principaux :

- la mise en œuvre d'une **stratégie commune** de développement économique cohérente avec la stratégie globale du territoire,
- des **partenariats approfondis** entre acteurs autour de projets,
- la concentration sur des **technologies destinées à des marchés à haut potentiel de croissance**,
- une masse critique suffisante pour acquérir et développer une **visibilité internationale**.

Sur les 71 pôles créés en France, 5 agissent en région Languedoc-Roussillon dans des domaines aussi variés que ceux de la santé, de

l'agroalimentaire, de la chimie, du nucléaire, de l'environnement et des énergies renouvelables.

Les rencontres, les échanges, les partenariats développés au sein des pôles, voire entre pôles de différentes régions, permettent d'accélérer l'innovation dans les entreprises, notamment les PME, et de mieux tirer profit du potentiel très important de la recherche publique régionale. Les premiers résultats sont encourageants : en trois ans, les pôles ont labellisé plusieurs centaines de projets innovants, de dimension variable, dont certains ont attiré des financements publics (au total, plus de 20 millions d'Euros).



Le pôle **ORPHEME** est centré sur les pathologies émergentes et maladies orphelines. Il est organisé sur deux régions Languedoc-Roussillon et Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA). Il s'appuie sur un réseau de 160 entreprises (10 000 salariés) et de 220 laboratoires publics regroupant ensemble 9 000 chercheurs (6 000 publics - 3 000 privés).

L'objectif du pôle est de mettre en synergie les acteurs économiques et scientifiques du secteur de la santé sur la façade méditerranéenne à travers des projets de recherche collaboratifs, afin de favoriser la création de valeur

(brevets, redevances, chiffre d'affaires, emplois,...), d'accroître la visibilité et le rayonnement du secteur, et de renforcer l'attractivité économique des territoires Languedoc-Roussillon et PACA.

Le pôle ORPHEME comporte 2 thématiques principales : pathologies émergentes et maladies orphelines, déclinées selon 4 axes :

- les maladies infectieuses et tropicales ;
- le diagnostic et l'immunothérapie des cancers, en particulier les cancers rares ou agressifs, des nouveaux outils de médecine personnalisée ;
- les soins et l'accompagnement du vieillissement, des pathologies neurologiques et du handicap ;
- les dispositifs médicaux et la bio-ingénierie

A ce jour, 16 projets labellisés par le pôle ont été financés par les pouvoirs publics. Les derniers projets labellisés en 2008 correspondent à ceux portés par SANOFI-AVENTIS (Montpellier) concernant le diagnostic et les traitements de la malaria (InnoMad) et IDE-NIX (Montpellier) concernant le développement de médicaments contre les virus de l'hépatite C, de la dengue et du West Nile virus (Virazal).



Le pôle **Q@LIMEDiterranée** a pour domaine d'intérêt les systèmes agroalimentaires durables et la qualité de vie

en Méditerranée. Il s'appuie sur un réseau d'une centaine d'entreprises de l'industrie agroalimentaire, premier secteur économique régional et de 2000 chercheurs fédérés autour d'AGROPOLIS INTERNATIONAL (CIRAD, CEMAGREF, IRD, INRA, Universités, Sup Agro...) dans les domaines de l'agriculture, l'alimentaire, la biodiversité et l'environnement.

Les projets du pôle se positionnent sur des segments de marchés des aliments à forte identité méditerranéenne, de qualité et de valeur santé élevée. Ils couvrent l'ensemble du système agroalimentaire : production, transformation, commercialisation et consommation des aliments. Les axes de travail sont constitués autour de :

- l'amélioration variétale d'espèces végétales cibles ;
- la sécurité sanitaire et la traçabilité des produits frais ;
- l'alimentation, aliments et santé ;
- le marketing territorial agroalimentaire

A ce jour, 10 projets labellisés par le pôle ont été financés par les pouvoirs publics. Ainsi le projet Vinnotec vise à améliorer le pilotage de la production, de la transformation et de la commercialisation dans les domaines viti et vinicoles. Le projet Garicc a pour objectif de construire les outils qui permettront d'améliorer la valeur de la production de blé dur dans une région à fortes contraintes climatiques.



Le pôle " **Gestion des risques et vulnérabilités des territoires** " est centré sur l'identification de risques émergents et la réponse à apporter aux marchés du risque. Pour cela, il s'appuie sur un

réseau de 150 membres dont 80 entreprises et 23 laboratoires publics et organismes de recherches (plus de 1000 chercheurs privés et publics) sur les régions Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Languedoc-Roussillon.

Les projets du pôle sont axés sur une double orientation valorisant l'innovation territoriale durable, systémique, multirisques et l'innovation industrielle durable et organisés autour de thématiques dans leurs composantes Terre et Mer :

- risques naturels : eau, séismes et mouvements gravitaires, feux ;
- risques industriels : majeurs, HISS, valorisation des déchets (sites et sols pollués) ;
- risques urbains : hyper croissance urbaine, aménagement ;
- les systèmes intégrés et les technologies transverses.

A ce jour 35 projets labellisés par le pôle ont été financés par les pouvoirs publics. Ainsi le projet Clara (Calculs Liés Aux Rejets Aquatiques en Méditerranée) vise à mettre au point un logiciel informatique opérationnel de modélisation des rejets accidentels de produits pétroliers et chimiques (flotants ou coulants, solubles ou insolubles) en mer Méditerranée. Il permettra d'évaluer les risques dans les ports (lors des phases de chargements et déchargements de produits industriels), mais aussi lors de rejets accidentels en pleine mer. Autre projet, celui d'Omega-Thau, permettant de maîtriser la qualité microbologique de la lagune par l'identification des sources de pollution, de suivre en temps réel la qualité des eaux lagunaires et enfin, de prévoir et anticiper les crises susceptibles d'entraîner l'arrêt des ventes de coquillages et l'interdiction de la baignade sur le bassin de Thau.



Le pôle TRIMATEC concentre son action sur le développement des technologies propres et innovantes notamment celles issues de la filière nucléaire. Ces technologies dites "Clean-Tech", bénéficient à de nombreux secteurs industriels : chimie, agroalimentaire, pharmacie, cosmétique, traitement de l'eau et des déchets... Le pôle est organisé sur trois régions Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes Côte d'Azur (PACA) et Rhône-Alpes. Il s'appuie sur un réseau de 60 entreprises et 12 organismes de recherche et de formation, publics et privés, représentant plus de 200 chercheurs.

L'objectif du pôle est d'associer performance économique et performance environnementale. L'accent est mis en particulier sur l'environnement et le développement durable, avec trois principaux axes de coopération :

- génie des procédés et traitement des déchets ;
- matériaux innovants pour l'environnement ;
- travail en milieu extrême et confiné.

Parmi les projets labellisés par le pôle et financés par les pouvoirs publics, celui concernant le développement d'un nouveau filtre à particules pour moteurs diesel qui doit garantir la qualité des gaz filtrés et limiter la consommation de carburant. Le projet porté par l'entreprise CTI à Alès doit induire un impact écologique important mais aussi aboutir à la conception d'un produit innovant et économiquement compétitif. Autre projet porteur celui porté par IMECA dans l'Hérault concernant la séparation du bore dans les effluents. Le procédé

intéresse de nombreux fabricants de céramiques en Europe; sa réussite aura un impact de premier plan pour le développement d'IMECA.



Le pôle DERBI a pour vocation le développement de l'innovation dans le domaine des énergies renouvelables appliquées au bâtiment et à l'industrie. Objectif majeur du pôle, le développement d'un emploi régional lié aux filières des énergies renouvelables. Il s'appuie sur un réseau de 70 entreprises, une vingtaine d'organismes de recherche et de formation, publics et privés, représentant 1 500 chercheurs et une quarantaine de fédérations professionnelles et partenaires institutionnels.

Le pôle a déterminé trois thématiques de travail stratégiques pour le développement économique régional :

- le bâtiment producteur d'énergie, s'appuyant sur une conception globale intelligente, l'optimisation des performances de l'enveloppe et l'intégration des énergies renouvelables, spécifiquement en climat méditerranéen;

- les réseaux (électricité, chaleur, froid) interconnectant l'habitat, les pôles d'activité et les sites de production et de stockage d'énergie;

- la production d'énergie hors bâtiments (électricité, hydrogène, biocarburants...), par énergie solaire, éolienne et biomasse.

Parmi les 75 projets labellisés par le pôle, le projet Censol Pv prévoit d'augmenter le rendement des cellules photovoltaïques avec l'objectif de doubler la production d'électricité par unité de surface de capteur photovoltaïque, dont le coût est aujourd'hui un frein à la filière. Le projet Presinol a pour but de recycler le silicium déjà utilisé par la filière afin de diversifier les sources d'approvisionnement en silicium solaire, matière première produite en quantité limitée.

Un environnement en grande partie préservé

Des zones naturelles encore très étendues mais en diminution

Avec une population de 2 548 000 habitants pour une surface de 17 850 km², le Languedoc-Roussillon est un territoire assez vaste par rapport à sa population. Il occupe en effet 8,4 % de la surface de la France métropolitaine, alors que sa population n'en représente que 4 %. C'est donc une région globalement peu peuplée, située en 11^{ème} position des régions métropolitaines pour la densité de population.

Cette densité modérée explique que l'environnement est une véritable richesse qui a pu jusqu'alors être préservée. Les zones artificielles n'occupent que 6,9 % de la surface du territoire, contre 8,3 % pour la France métro-

politaine. Même l'espace agricole y est relativement réduit, car il occupe 28,8 % des terres contre 53,2 % pour la France métropolitaine dans son ensemble. Il est vrai que les cultures y sont plutôt de type intensif, comparé aux régions céréalières telles que la Picardie ou Champagne-Ardenne. Au total, avec une diversité de paysages qui va des massifs montagneux des Pyrénées-Orientales aux zones humides du littoral en passant par les forêts de Lozère, les zones naturelles sculptent la plus grande partie du territoire languedocien (64,3 % de la surface, contre 38,3 % au plan national).

Si l'environnement régional reste globalement préservé, il existe cependant un déséquilibre dans l'urbanisation, essentiellement concentrée sur les départements de l'Hérault et du Gard. Ainsi, les zones artificielles représentent 10,5 %

de la surface de l'Hérault et 8,3 % de celle du Gard, contre seulement 3,4 % en Lozère et 5,4 % dans l'Aude, le département des Pyrénées-Orientales occupant une position intermédiaire. Les zones naturelles dominent dans les départements montagneux (Lozère et Pyrénées-Orientales) au détriment même des surfaces agricoles.

Il n'en demeure pas moins que l'urbanisation du Languedoc-Roussillon est galopante. Sur la période 1993-2004, la surface des zones artificielles a progressé de 29,5 %, contre 17,4 % pour la France métropolitaine. Cette extension qui est particulièrement marquée dans l'Aude (+ 38,9 %), dans l'Hérault (+ 36,0 %) et dans les Pyrénées-Orientales (+ 34,3 %), est plus modérée dans le Gard (+ 16,8 %) et en Lozère (+ 21,7 %). Sur la même période, les surfaces naturelles ont diminué de 0,6 % en Languedoc-Roussillon et la baisse est particulièrement marquée dans le Gard (- 1,4 %) et l'Hérault (- 1,7 %). Les zones agricoles ont, quant à elles, diminué de 3,9 % (contre - 2,8 % en France). Tous les départements sont touchés et au premier chef les Pyrénées-Orientales (- 8,2 %) et l'Hérault (- 5,7 %).

Occupation du territoire du Languedoc-Roussillon en 2004

Unité : en %

	Aude	Gard	Hérault	Lozère	Pyrénées-Orientales	Languedoc-Roussillon	France métropolitaine
Zones naturelles	56,4	60,5	60,4	76,4	72,6	64,3	38,3
Zones agricoles	38,2	31,2	29,1	20,2	21,1	28,8	53,2
Zones artificielles	5,4	8,3	10,5	3,4	6,3	6,9	8,3
Zones interdites	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
Total	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête TERUTI, Ministère chargé de l'Agriculture (SCEES).

Évolution de l'occupation du territoire entre 1993 et 2004

Unité : en % de la superficie

	Aude	Gard	Hérault	Lozère	Pyrénées-Orientales	Languedoc-Roussillon	France métropolitaine
Zones naturelles	- 0,3	- 1,4	- 1,7	0,1	0,4	- 0,6	0,8
Zones agricoles	- 3,4	- 0,9	- 5,7	- 3,1	- 8,2	- 3,9	- 2,8
Zones artificielles	38,9	16,8	36,0	21,7	34,3	29,5	17,4
Zones interdites	ns	ns	ns	ns	ns	ns	4,2

ns : les évolutions sur longue période ne sont significatives que si elles portent sur des masses de plus de 5 000 hectares

Source : Enquête TERUTI, Ministère chargé de l'Agriculture (SCEES).

Définitions :

Les **zones naturelles** sont constituées pour l'essentiel de roches et eaux, forêts, landes, maquis, garrigues, parcours, alpages.

Les **zones agricoles** sont constituées pour l'essentiel de vignes, vergers, prairies, cultures annuelles, haies, arbres épars, peupleraies.

Les **zones artificielles** sont constituées pour l'essentiel de zones artificielles bâties et non bâties, routes et parkings.

Les **zones interdites** sont constituées pour l'essentiel de camps militaires.

Des sources d'énergie diversifiées

Le Languedoc-Roussillon est importateur net d'énergie. Il représente 3 % de la consommation nationale et seulement 1 % de la production. Le secteur des transports est le plus grand consommateur d'énergie dans la région (44 % contre 26 % au national).

Les énergies propres occupent une place importante dans la production d'énergie. L'hydroélectricité représente plus de 50 % de l'énergie produite, le bois 30 % et les agro-carburants 16 %. Les nouveaux modes de production (éolien et photovoltaïque) connaissent de leur côté un développement rapide.

Au sein de ce schéma régional, l'industrie représente 10 % de l'énergie consommée en Languedoc-Roussillon, soit à peu près sa part dans l'économie, alors que ce secteur est en général très énergivore accaparant 26 % de l'énergie au national. Cela explique pourquoi l'industrie languedocienne n'utilise que

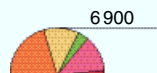
Répartition sectorielle des émissions de CO2 dans l'industrie

	Languedoc-Roussillon	France
Acier	0,0	21,8
Céramique	0,0	0,0
Chaux	0,0	2,4
Ciment	57,9	11,4
Cokerie	0,0	0,1
Électricité	16,8	22,8
Papier	1,1	2,6
Raffinage	0,0	13,9
Transport de gaz	0,4	0,6
Verre	8,5	2,9
Chauffage urbain	1,9	4,5
Combustion agro alimentaire	2,5	3,9
autres	3,1	1,9
chimie	1,0	7,3
externalisée	1,4	1,9
industrie	0,0	0,8
énergie	0,0	0,3
Papier	0,0	0,1
Tuiles et briques	5,4	0,8
Total	100,0	100,0

Source : SESSI

Consommation d'énergie dans l'industrie en 2006

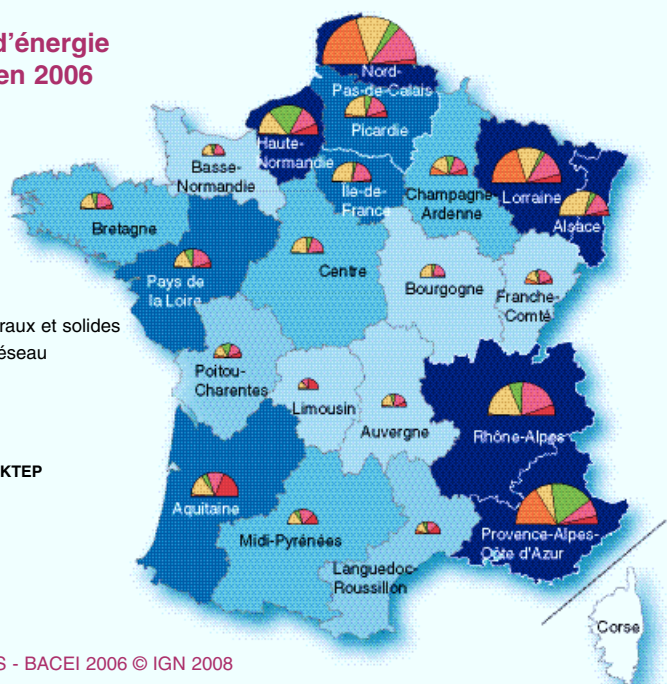
Répartitions des différentes énergies consommées



- Combustibles minéraux et solides
- Gaz naturel et de réseau
- Produits pétroliers
- Électricité
- Autres énergie

Consommation d'énergie e KTEP

- De 2240 à 6810
- De 1290 à 2240
- De 910 à 1290
- De 430 à 910



Source : SESSI et SCEES - BACEI 2006 © IGN 2008

1,6 % de l'énergie consommée par l'ensemble de l'industrie française, alors que ses effectifs en représentent 2,1 % de l'emploi.

A l'image de la région, les sources d'énergie de l'industrie languedocienne sont plus diversifiées que dans la plupart des régions françaises. Le gaz naturel et l'électricité fournissent chacun le quart de la consommation de l'industrie, les produits pétroliers et les combustibles minéraux et solides en fournissant un autre quart. Le dernier quart de l'énergie utilisée dans l'industrie provient de sources d'énergies autres que les quatre principales, comme la biomasse. Au niveau national, ces dernières entrent pour un dixième dans l'énergie consommée par les entreprises industrielles.

Des émissions de CO2 encadrées pour atteindre les objectifs de Kyoto (*)

L'industrie languedocienne compte pour 1,6 % des émissions de CO2 nationales, soit là encore sensiblement

moins que son poids économique. En 2008, 22 établissements industriels de la région sont soumis à des quotas d'émission de dioxyde de carbone (CO2), principalement situés dans le Gard avec le secteur du ciment à Beaucaire, la centrale électrique d'Aramon et la verrerie à Vergèze. Le département de l'Aude est également représenté avec le secteur du ciment à Port-la-Nouvelle.

En Languedoc-Roussillon, le secteur du ciment est le premier émetteur de CO2, 58 % des émissions lui sont imputables. Viennent ensuite la production d'électricité (17 % des émissions), le verre (9 %) et les matériaux (tuile, brique, 5 %). Cette structure moyenne des émissions peut cependant être sensiblement modifiée selon le fonctionnement de la centrale EDF d'Aramon qui a par exemple été fortement sollicitée en 2007. Elle diffère aussi de ce qui est

(*) Le protocole de Kyoto prévoit pour l'Europe à l'horizon 2010 une réduction de 8 % des émissions de gaz à effet de serre par rapport aux émissions de 1990

	Nombre de sites pollués faisant (ou ayant fait) l'objet d'une action publique (Basol)				Nombre de sites inventoriés potentiellement pollués (Basias)
	Total	dont sites traités libres de toute restriction	dont sites traités avec restriction	dont sites devant faire l'objet d'un diagnostic ou en cours d'évaluation ou en cours de travaux	
Aude	12	0	7	5	1 803
Gard	20	1	12	7	1 950
Hérault	30	0	19	11	2 535
Lozère	4	1	2	1	918
Pyrénées-Orientales	14	0	10	4	2 104
Languedoc-Roussillon	80	2	50	28	9 310
France métropolitaine	3 876	356	2 046	1 474	195 094

Producteurs : Ministère chargé de l'environnement (DPPR Direction de la prévention de la pollution et des risques), BRGM (Bureau de la recherche géologique et minière).

Sources : BASOL (Base sur les sites et sols pollués), BASIAS (Base des Anciens Sites Industriels ou Activités de Service).

observé au niveau national, où la production d'électricité occupe la première place, suivie de la production d'acier et du raffinage des produits pétroliers. Le ciment n'arrive quant à lui qu'en quatrième position, suivi par la combustion (notamment pour le secteur de la chimie) et le chauffage urbain. Ce dernier ne représente que 1,9 % des émissions de CO₂ en Languedoc-Roussillon, en raison d'un climat particulièrement favorable et de l'utilisation d'énergies alternatives. Ne sont cependant pas pris en compte dans les émetteurs de CO₂, les établissements non soumis à quotas comme les incinérateurs d'ordures ménagères qui produisent en Languedoc-Roussillon 550 000 tonnes de CO₂ par an, soit plus que les producteurs d'électricité.

Des risques agricoles et industriels limités

Les **risques industriels** sont limités en Languedoc-Roussillon en raison de la faible densité d'établissements industriels. En 2006, une soixantaine d'installations agricoles ou industrielles sont classées à risque dont 30 de type Séveso (*). Les départements les plus impactés sont l'Aude, avec des établissements surtout localisés à Port-la-Nouvelle, et le Gard.

Les **déchets dangereux** issus d'activités industrielles sont également identifiés (environ 80 établissements en Languedoc-Roussillon). La réduction à la source de la production de ces déchets grâce à la mise en œuvre de technologies propres a permis la diminution du tonnage total. Les déchets sont traités soit sur le site de production, soit dans des centres habilités. La valorisation des déchets (interne et externe) dépasse 10 % du tonnage total produit.

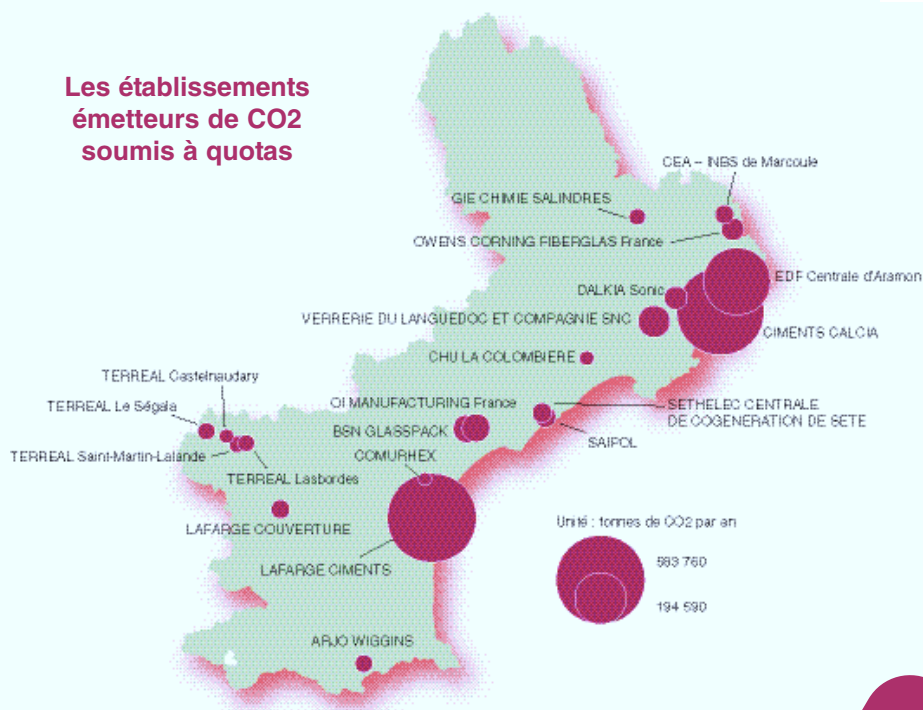
Les **carrières** qui fournissent les matériaux pour les usages courants et industriels (routes, bâtiments,...) ont cependant un impact sur l'environnement : nuisances visuelles, génération de poussières, vibrations (tirs de mines), bruits, augmentation du trafic routier par le transport des matériaux provoquant la gêne des riverains et la dégradation des routes, etc. Sur 300 carrières en Languedoc-Roussillon, une cinquantaine extraient plus de 150 000 tonnes de produits et sont plus susceptibles d'engendrer ce type de nuisance. Notons cependant que les carrières ont l'obligation d'une remise en état à la fin de l'exploitation.

(*) Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains, est une installation classée.

La directive européenne dite Seveso oblige notamment au recensement des établissements à hauts risques (avec identification des substances dangereuses), à la réalisation d'études de danger pour identifier tous les scénarios possibles d'accident, ainsi qu'évaluer leurs conséquences et à mettre en place des moyens de prévention.

Les établissements à risques doivent mettre en place un plan de prévention et un plan d'urgence.

Les établissements émetteurs de CO₂ soumis à quotas



Source : SESSI © IGN 2008

Sites industriels classés

Unité : nombre de sites

	Aude	Gard	Hérault	Lozère	Pyrénées-Orientales	Languedoc-Roussillon	France métropolitaine
Total	352	460	488	118	216	1634	53245
Installations classées pour la protection de l'environnement sous le régime de l'autorisation administrative							
dont Seveso (seuil haut)	9	6	4	0	1	20	639
dont Seveso (seuil bas)	2	5	3	0	0	10	532
<i>dont élevages</i>	48	43	20	16	0	127	19073
<i>dont carrières</i>	62	91	71	53	31	308	5001
<i>dont établissements de traitement et d'élimination des déchets</i>	12	41	26	8	10	97	1164
Barrages intéressant la sécurité publique	4	6	4	7	7	28	384
Installations nucléaires de base (non secrètes)	0	4	0	0	0	4	123

Source : Drire

Le **rejet de matières dans l'eau** peut également être polluant. C'est pourquoi 87 substances (matières en suspension, sulfates azote, métaux toxiques, fluor...) font l'objet de recherches et doivent être traitées avant rejet. Environ 120 établissements industriels ou non sont concernés en Languedoc-Roussillon (3000 en France) et soumis à auto-surveillance et contrôle inopiné.

Autre facteur de risque, notamment par dissémination, les **sites pollués ou potentiellement pollués** sont dénombrés. En 2006, le Languedoc-Roussillon en compte 80 qui appellent une action des pouvoirs publics (3880 en France). Un inventaire exhaustif des anciens sites industriels recense quant à lui 9300 sites en Languedoc-Roussillon (195100 en France) qui peuvent, compte tenu de leur ancienne acti-

tivité, être pollués. Par ailleurs, 57 sites détenteurs de déchets radioactifs sont recensés, dont 28 dans des centres ou établissements d'études et de recherche et 15 pour des activités médicales. En outre, de nombreux **ouvrages hydrauliques** sont présents dans la région. Barrages ou digues sont eux aussi facteurs de risques. Une nouvelle réglementation modifiant la classe des risques est en cours de mise en œuvre.



L'industrie agro-alimentaire

Le secteur des industries agricoles et alimentaires est le premier employeur industriel régional avec près de 16 000 salariés, soit 25 % de l'effectif salarié industriel régional. C'est aussi l'un des plus dynamiques avec une progression de l'emploi d'environ 20 % depuis 1990, bien plus qu'au niveau national (+ 2 %). La progression a été régulière même si une inflexion semble se faire ces dernières années.

De l'entreprise familiale aux leaders internationaux

L'industrie agro-alimentaire régionale qui exploite en partie les ressources locales, a suscité peu à peu la convoitise des grands groupes nationaux et internationaux. De nombreuses entreprises appartiennent désormais majoritairement à des capitaux étrangers. C'est le cas dans le Gard de l'eau de PERRIER (NESTLE WATERS), de l'alimentation canine (ROYAL CANIN), des bonbons (HARIBO), ou des fruits en boîte (CONSERVES FRANCE) et dans l'Hérault du café JACQUES VABRE (KRAFTFOODS).

En revanche, la chocolaterie CANTALOU-CEMOI à Perpignan dans les Pyrénées-Orientales reste dans le giron des capitaux français, de même que la société FROMAGÈRE DU MASSEGROS en Lozère, filiale de LACTALIS, qui produit du fromage de brebis de type Feta.

A côté de ces grandes sociétés, une multitude de petites entreprises familiales se positionnent sur des niches attirant une clientèle de plus en plus large.

Le secteur régional recouvre la plupart des activités

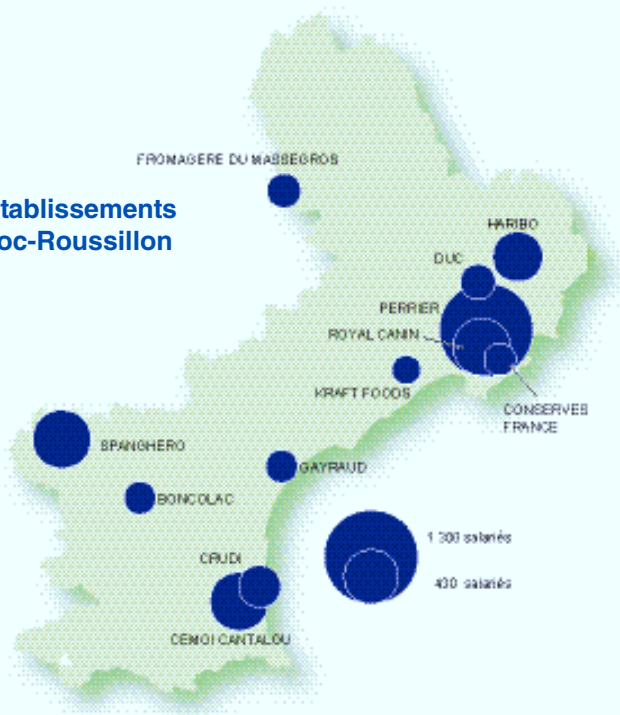
Avec près de 40 % des effectifs salariés des industries agro-alimentaires, l'industrie des **boissons** est largement représentée dans la région, notamment avec la captation et l'embouteillage de l'eau minérale.

Outre l'eau de PERRIER, embouteillée près de la source dans le Gard, NESTLÉ a renforcé ses positions de leader sur le marché mondial des eaux embouteil-

lées, avec un élargissement de gamme comme QUEZAC en Lozère. Le groupe emploie 1 300 salariés en région et s'adapte aux nouveaux matériaux d'emballage tels que le PET qui se substitue peu à peu au verre.

En dehors de NESTLÉ, d'autres entreprises embouteillent de l'eau dans la région. Citons le groupe DANONE représenté par SALVETAT, ou VERNIERE dont les sources sont localisées dans le département de l'Hérault, ou encore les Eaux d'ALET dans l'Aude.

Principaux établissements en Languedoc-Roussillon



Source : INSEE - Répertoire Sirene actualisé DRIRE
© IGN 2008



L'industrie des boissons regroupe également des entreprises spécialisées dans les **boissons alcoolisées**, avec des établissements de groupes nationaux et internationaux mais aussi des unités indépendantes. Ainsi, le groupe BACARDI installé à Beaucaire dans le Gard propose des apéritifs à base de vin. Après avoir racheté CUSENIER dans les Pyrénées-Orientales, le groupe PERNOD RICARD, leader mondial pour les spiritueux et les alcools blancs, maintient une production de boissons anisées (pastis) dans l'Hérault.

A côté des caves coopératives, des châteaux et des domaines produisant du vin, on trouve des spécialités comme la Blanquette de Limoux (Aude). De nombreuses distilleries commencent à se regrouper et diversifient leurs activités à l'image de GRAP'SUD avec La Gardonnenque dans le Gard et Cap'Sud dans l'Aude.

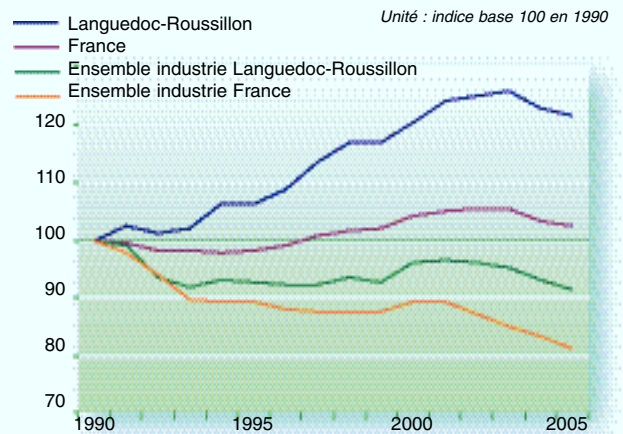
La **confiserie** emploie plus de 1 000 salariés en région, notamment dans le bonbon et le chocolat. HARIBO, groupe international à capitaux allemands, renforce sa dimension européenne à travers son établissement gardois producteur de bonbons. Le chocolatier CANTALOU CEMOI, leader national des tablettes de chocolat "1^{er} prix", a engagé fin 2007

la création d'un nouveau site à Rivesaltes (Pyrénées-Orientales) pour y transférer ses fabrications espagnoles.

Des établissements plus petits implantés dans les Pyrénées-Orientales et l'Aude se sont spécialisés dans une production de confiseries ou de biscuits de terroir. Dans le domaine des crèmes glacées, quelques entreprises remportent un certain succès sur des marchés de niche.

Région maraîchère, le Languedoc-Roussillon possède des plate-formes de conditionnement et de distribution, dont Saint-Charles à Perpignan est la plus importante. La **transformation des fruits et légumes** est effectuée près des bassins de production, à Vauvert près de Nîmes où CONSERVES

Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie agro-alimentaire



Source : INSEE - CLAP

FRANCE met en conserves les fruits sous la marque SAINT-MAMET.

La préparation de produits frais, avec les changements de mode de consommation alimentaire a été investie par les industriels, notamment dans le conditionnement de salades, crudités, fruits,.... Dans les Pyrénées-Orientales, les deux plus gros établissements sont CRUDI et CŒUR DE FRUITS. En revanche, la maison mère POMONA a relocalisé en Espagne l'usine catalane française des CRUDETTEs.

La filière **viande** est présente notamment dans le secteur aval de la préparation de viandes et plats cuisinés, avec SPANGHERO dans l'Aude qui fabrique de la charcuterie fraîche et le cassoulet de Castelnaudary.

Répartition des effectifs salariés des industries agro-alimentaires par sous-secteur

Sous secteurs	Effectifs	Répartition en % des salariés	
		Languedoc-Roussillon	France
Industrie des viandes	2 250	14	26
Industrie du lait	580	4	10
Industrie des boissons	3 280	21	7
Travail du grain, fab d'aliments pour animaux	810	5	6
Industries alimentaires diverses	8 780	56	51
Total des industries agro-alimentaires	15 700	100	100

Source : INSEE - CLAP 2005

L'industrie agro-alimentaire

L'entreprise leader au niveau régional est concurrencée par d'autres entreprises audoises comme les CONSERVIERES DU LANGUEDOC (La belle Chaurienne) et RIVIÈRE qui fournissent également leurs cassoulets à la grande distribution. Dans l'abattage et la commercialisation des poulets sont présentes les entreprises DUC dans le Gard et AUDECOOP dans l'Aude.

Sur le thème des **produits de la mer**, l'activité revient à de petites entreprises gardoises ou audoises qui connaissent une notoriété certaine dans leur domaine: SOGAMA pour les poissons frais, RAYMOND GEOFFROY et COUDENE pour la brandade de morue, LA MAREE TRAITEUR pour les plats cuisinés et THIERRY BEURON dans le mareyage.

Dans l'**alimentation pour animaux domestiques**, le groupe à capitaux américains ROYAL CANIN constitue l'entreprise majeur du secteur suite à la fermeture de la société SESA dans le Gard fin 2006. L'établissement, implanté sur le campus d'Aimargues dans le Gard, offre une vitrine technologique sur les aliments secs pour chiens et chats et connaît une croissance à deux chiffres. Les groupes français sont aussi représentés avec la société VIRBAC Nutrition, filiale du groupe pharmaceutique vétérinaire VIRBAC ou encore les établissements BOULET en Lozère.

Le **sel** est, de nos jours, une activité très concurrentielle. La compagnie des SALINS DU MIDI, basée à Aigues Mortes dans le Gard, s'est peu à peu étoffée pour devenir le cœur du groupe privé international des SALINS, un des principaux saliniers européens, à capitaux majoritairement français. Les SALINS DU MIDI produisent 2,5 millions de tonnes de sel de tous types, commercialisés dans le monde entier.

Le dynamisme marqué des acteurs face aux contraintes

Le succès de certaines petites entreprises repose souvent sur le charisme et la créativité du dirigeant. L'orientation des productions sur des niches, notamment produits haut de gamme ou de terroir, s'avère profitable. Des entreprises de taille moyenne ont émergé et se sont développées, gérant parfois la saisonnalité de leur production par la mise en place de groupements d'employeurs. Cependant, la transmission de ces entreprises familiales pose souvent la question de leur pérennité. Les grands groupes présents restent actuellement attachés à l'image régionale, synonyme de produits traditionnels de qualité et d'alimentation méditerranéenne. Ceci est un facteur de maintien de leurs unités de production dans la région, qui bénéficie sur le plan logistique d'infrastructures ferroviaires, routières et fluviales intéressantes.

Le marché est cependant de plus en plus exigeant en matière de produits, de procédures de sécurité alimentaire, de traçabilité et d'organisation et l'innovation doit impérativement être au cœur de la stratégie des entreprises. Pour continuer à exister sur le marché, les entreprises doivent intégrer les trois composantes du développement durable: social, environnement et économie.



Le pôle Q@LIMEDiterranée, pôle de compétitivité auquel sont rattachés le centre de recherche Agropolis et la plate forme Saint-Charles, traduit la volonté de progresser par le partage et la mutualisation des compétences, des connaissances et des projets. Le renforcement de la recherche et du développement permettra par exemple de mettre au point de nouveaux produits et de nouveaux modes de transformation (conservation, procédés de cuisson, emballages).

Répartition des établissements et des salariés de l'industrie agro-alimentaire

Tranches d'effectifs	Répartition des établissements			Répartition des salariés		
	Nombre	Part dans le secteur en %	Part dans l'industrie en %	Nombre	Part dans le secteur en %	Part dans l'industrie en %
0 à 9 salariés	4 039	95	91	5 860	37	23
10 à 49 salariés	191	5	8	3 720	24	32
50 à 249 salariés	32	1	1	3 170	20	25
250 à 499 salariés	4	0	-	1 530	10	8
500 salariés et plus	1	-	-	1 420	9	12
Ensemble	4 267	100	100	15 700	100	100

Source : INSEE - CLAP 2005

Chimie caoutchouc plastique

L'industrie de la chimie, du caoutchouc et des matières plastiques occupe une place stratégique au sein de l'économie française et au niveau mondial. Plus précisément, le sous-secteur de la chimie est au deuxième rang européen en terme de chiffre d'affaires derrière l'Allemagne, et au cinquième rang mondial, la Chine ayant supplanté la France depuis l'an 2000. L'activité chimique est liée à toutes les industries de production de matières premières. Elle fournit des secteurs d'activités aussi variés que l'alimentation, la santé, l'hygiène, les transports.

En Languedoc-Roussillon, le secteur regroupe plus de 200 établissements employant environ 4000 salariés. En quinze ans, l'emploi salarié a diminué de 13 % en région, soit à un rythme équivalent au niveau national (14 %). Bien que modeste à l'échelle nationale en matière de production ou d'effectifs (2 % des effectifs nationaux), la région est bien placée en terme de dépenses investies dans la recherche publique dans ce secteur.

L'industrie chimique régionale se concentre principalement dans les départements du Gard et de l'Hérault. Le secteur est composé de grands groupes notamment dans la chimie fine, voire la parachimie qui nécessitent des investissements conséquents. Les petites et moyennes industries (PMI) et les très petites (TPI) du secteur n'ont pas de lien direct avec les grands groupes et couvrent une multitude de sous-filières. Elles sont majoritaires en nombre (75 % employent moins de 20 salariés) mais n'emploient que 14 % des effectifs totaux.

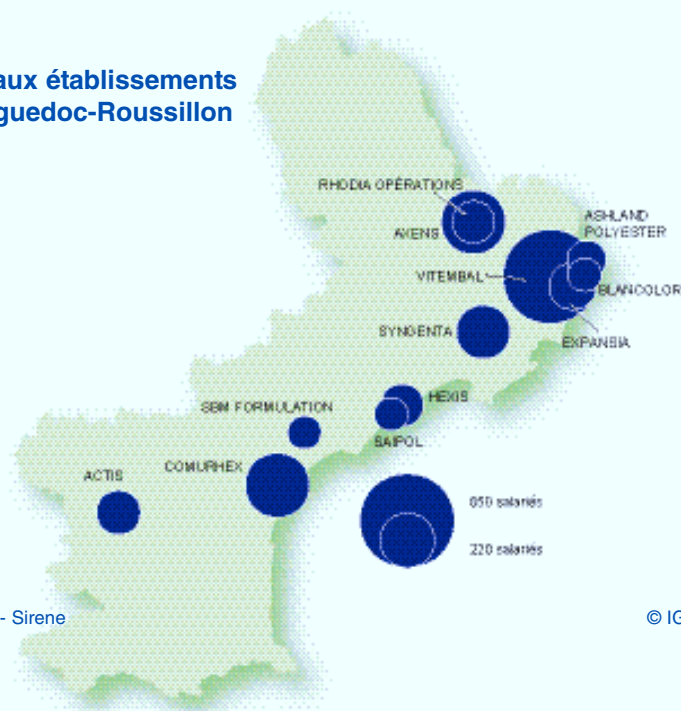
Une activité chimique diversifiée

Historiquement, la chimie s'est développée essentiellement dans quatre bassins d'emplois. Le premier est celui d'Alès dans le département du Gard où la plate-forme chimique de Salindres a été créée au milieu du XIX^{ème} siècle grâce à la présence de matières premières comme le charbon ou des substances minérales. Cette plate-forme, berceau de la société PECHINEY, est aujourd'hui concernée par les activités de RHODIA OPERATIONS (chimie du fluor) et d'AXENS (catalyseurs et supports de catalyseurs pour l'industrie des hydrocarbures).

Le deuxième bassin d'emploi, toujours dans le Gard, se situe dans la Vallée du Rhône en raison de la présence abondante d'eau. Il comprend notamment les établissements EXPANSIA et SANOFI (*) à Aramon qui fabriquent des principes actifs à usage pharmaceutique et ASHLAND à Pujaut (fabrication de résines).

(*) SANOFI est une entreprise de Recherche & Développement dans le domaine de la pharmacie mais également de production de principes actifs relevant de la chimie. Statistiquement, l'établissement d'Aramon dans le Gard relève du secteur pharmaceutique.

Principaux établissements en Languedoc-Roussillon



Chimie caoutchouc plastique



pour leurs performances, aussi bien dans la vie courante que dans les secteurs de pointe. L'activité la plus importante est celle de la fabrication d'emballages en plastique (800 salariés) notamment pour l'agroalimentaire, avec une entreprise d'importance, la société VITEMBAL à Remoulins dans le Gard.

Le troisième bassin est concentré autour du port de Sète avec FLEXYS (soufre insoluble pour la production de pneumatiques), SUD FERTILISANTS (fabrication de produits fertilisants) et SAIPOL (*) (carburants diesters). Enfin, le quatrième est celui de Narbonne/Port la Nouvelle dans le département de l'Aude avec COMURHEX-AREVA (**) (traitement chimique de minerai avant utilisation dans les réacteurs) et SOFT (fabrication de produits agrochimiques).

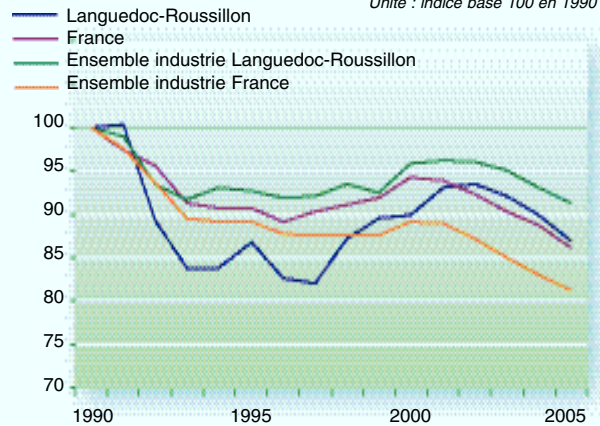
Au-delà de ces implantations géographiques marquées, la parachimie est représentée par des unités implantées principalement dans le Gard et l'Hérault pour la fabrication de peintures et vernis et de produits agrochimiques, et dans le secteur d'Alès pour la fabrication d'encres de sérigraphie. La fabrication de parfums, d'huiles essentielles et de produits cosmétiques est, pour sa part, répartie sur l'ensemble de la région.

L'activité de la plasturgie en croissance

Le secteur de la **plasturgie** qui comprend plus de 2 000 emplois en Languedoc-Roussillon est, à l'image de l'industrie régionale, composé de nombreuses PMI. La plasturgie permet de fabriquer des produits utilisés

Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie chimie caoutchouc plastique

Unité : indice base 100 en 1990



Source : INSEE - CLAP

Dans la fabrication d'éléments en matière plastique pour la construction, deux types de production emploient près de 700 personnes: la production d'isolants qui bénéficie d'une bonne conjoncture à laquelle participe la société ACTIS dans l'Aude, et la fabrication de piscines ou de cuves. La production de films plastiques est également présente avec notamment HEXIS à Frontignan dans l'Hérault.

Le secteur de la transformation du **caoutchouc** est peu présent en région. Seules deux PME gardoises fabriquant des pneumatiques pour karting et des appareils gonflables pour l'industrie et l'environnement y sont répertoriées.

Des règlements contraignants mais un potentiel de recherche important

Plusieurs règlements européens (directive REACH (**), directive sur les produits biocides...) vont impacter d'une manière importante ces activités. Ils imposent en effet aux entreprises d'une part, de connaître les dangers des substances chimiques employées et les risques liés à leur usage et d'autre part, de mettre en place des analyses certifiant l'innocuité de ces substances.

(*) SAIPOL relève statistiquement des secteurs des IAA

(**) COMURHEX relève du secteur de l'énergie

(***) La directive REACH a été adoptée le 18 décembre 2006 et fixe la nouvelle réglementation européenne sur les substances chimiques.

Répartition des effectifs salariés des industries de la chimie, du caoutchouc et des matières plastiques par sous-secteur

Sous secteurs	Effectifs	Répartition en % des salariés	
		Languedoc-Roussillon	France
Industrie chimique minérale	550	13,1	7,1
Industrie chimique organique	500	12,0	10,4
Parachimie	800	19,1	16,4
Industrie du caoutchouc	120	2,9	19,0
Transformation des matières plastiques	2 210	52,9	46,6
Chimie caoutchouc plastiques	4 180	100	100

Source : INSEE - CLAP 2005

À l'avenir, trois enjeux majeurs se dégagent pour les entreprises de ces secteurs :

- un effort de recherche et d'innovation à intensifier sur les procédés mais aussi sur la définition de nouveaux produits incluant par exemple l'utilisation de matières premières renouvelables, une production à coût énergétique moindre...

- une action envers les sous-traitants, pour élever le niveau de leurs prestations et appuyer leur diversification.

- une amélioration de l'image de l'activité chimique auprès du grand public.

Pour faire face aux enjeux de compétitivité et environnementaux, l'innovation est une voie à explorer, d'autant plus dans cette région qui possède un potentiel de recherche et développement important. La région accueille en effet des structures de recherche reconnues dans ce domaine (Universités de Montpellier, École Supérieure de

Chimie de Montpellier, CEA, Ecole des Mines d'Alès, CNRS...) et vient de voir la naissance d'une Chaire Européenne de Chimie Nouvelle pour un Développement Durable. De plus, le pôle de compétitivité TRIMATEC (Tricastin Marcoule Technologies) devrait contribuer à accroître ce potentiel de recherche.

Avec sa force en matière de recherche, d'innovation et de transfert de technologie, l'industrie chimique régionale a des atouts pour se développer ou se maintenir dans un contexte économique, réglementaire et environnemental difficile.

Répartition des établissements et des salariés des industries de la chimie, du caoutchouc et des matières plastiques

Tranches d'effectifs	Répartition des établissements			Répartition des salariés		
	Nombre	Part dans le secteur en %	Part dans l'industrie en %	Nombre	Part dans le secteur en %	Part dans l'industrie en %
0 à 9 salariés	213	70,1	90,0	460	11,0	23,3
10 à 49 salariés	78	25,7	8,0	1 670	40,0	31,6
50 à 249 salariés	11	3,6	1,0	1 240	29,6	24,8
250 à 499 salariés	1	0,3	-	280	6,7	8,2
500 salariés et plus	1	0,3	-	530	12,7	12,2
Ensemble	304	100	100	4 180	100	100

Source: INSEE - CLAP 2005

Pharmacie, parfumerie et produits d'entretien

Le secteur de la pharmacie, parfumerie, produits d'entretien, avec environ 1 800 salariés, occupe en Languedoc-Roussillon 2,7 % de l'emploi industriel, soit moins qu'au niveau national (environ 4 %). Cependant, entre 1990 et 2005, l'emploi y a progressé fortement (+ 26,6 %) beaucoup plus vite qu'au niveau national (+ 4 %) faisant de ce secteur, le secteur le plus dynamique de la région. Parallèlement à la production pharmaceutique, le niveau important de recherche et développement (R&D), la présence du pôle de compétitivité ORPHEME (pathologies émergentes et maladies orphelines) ainsi que la diversité des activités confirment le dynamisme du secteur. La région Languedoc-Roussillon est ainsi positionnée au 5^{ème} rang national en terme de dépenses ou de nombre de chercheurs pour la recherche privée dans le secteur de la pharmacie grâce notamment à la présence du centre de recherche de SANOFI FI à Montpellier.

Des secteurs en croissance

Le secteur de la **pharmacie**, dispose en effet en région de toutes les étapes de la chaîne du médicament : recherche, développement, production des principes actifs et des médicaments, distribution, commercialisation. Très concentré et hautement concurrentiel au niveau international, le secteur reste marqué par la présence d'unités de fabrication de médicaments installées dans la vallée du Rhône, sur le département du Gard.

On y trouve notamment les leaders des activités pharmaceutiques comme SANOFI (*) dont la fusion avec AVENTIS a renforcé l'assise internationale.

L'établissement d'Aramon fort d'une technologie de pointe pour l'extraction végétale, les synthèses chimiques et les biotechnologies, mise sur ses produits phares dans les domaines de l'hypertension artérielle et de la cardiologie. À proximité, EXPANSIA (*), racheté par le groupe chimique français PCAS en 2001, se positionne sur la fabrication de génériques.

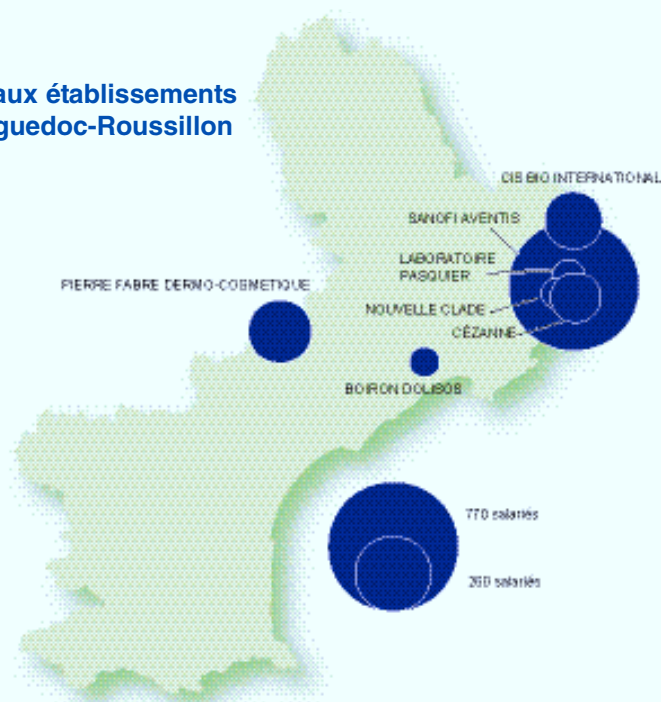
Toujours dans le Gard, des entreprises se développent dans le domaine du diagnostic médical comme CEZANNE et CIS BIO INTERNATIONAL (groupe RADIO PHARMA PARTNERS). La société MABGène, spécialisée dans le développement et la production en unité GMP (Bonnes Pratiques de Production) de protéines recombinantes et d'anticorps monoclonaux destinées au diagnostic et

à la réalisation d'essais cliniques va doubler ses capacités de production en profitant de son intégration dans le groupe LFB. La fabrication de produits nutritionnels se développe également avec un certain nombre d'entités moyennes comme LES LABORATOIRES PASQUIER.

En dehors de la production pharmaceutique significative du département du Gard, l'homéopathie est représentée dans l'Hérault grâce à la présence du

(*) L'établissement SANOFI d'Aramon relève statistiquement du secteur de la pharmacie alors que celui d'EXPANSIA de celui de la chimie. Ils sont tous deux producteurs à la fois de principes actifs (relevant de la chimie) et de produits pharmaceutiques.

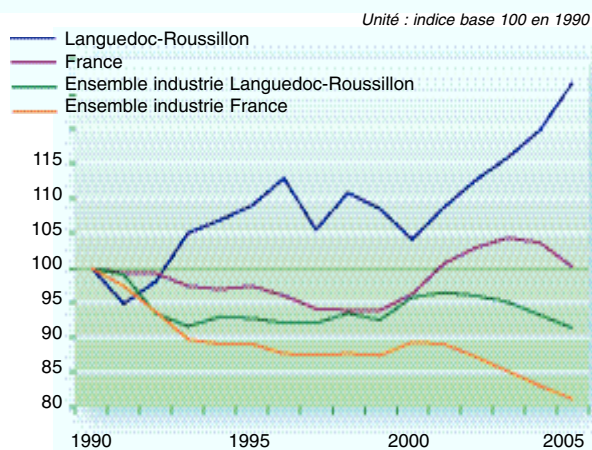
Principaux établissements en Languedoc-Roussillon



Source : INSEE - Sirene

© IGN 2008

Évolution de l'emploi salarié des industries de la pharmacie, parfumerie et produits d'entretien



Source : INSEE - CLAP



groupe international BOIRON confortée par le regroupement des deux laboratoires (BOIRON et DOLISOS) en 2005. Il dispose d'une antenne de préparation/distribution.

La métropole régionale a attiré le centre de recherche de SANOFI qui continue à bénéficier de lourds investissements à Montpellier avec des recherches centrées sur des blockbusters (*) notamment en cardiologie, mais aussi en maladies tropicales ou dans le domaine des maladies orphelines.

Le groupe BAUSCH ET LOMB spécialisé dans le soin des yeux (produits ophtalmologiques) dispose d'un centre de R&D et d'une plateforme administrative et commerciale internationale. Ses établissements producteurs sont basés en Ardèche et à Toulouse.

Entreprises de recherche, les entreprises de biotechnologies sont essentiellement implantées dans les départements du Gard et de l'Hérault. Fortes d'une vingtaine de sociétés de création récente, leurs activités vont prioritairement vers la synthèse peptidique, la production de réactifs en immunologie, la découverte et la production de nouvelles molécules.

(**) médicaments générant un chiffre d'affaire supérieur à un milliard de dollars par an

Même si ces sociétés souffrent en général de la frilosité des sociétés de capital risque, des réussites sont en voie comme MEDINCELL qui travaille à des recherches contre les virus de la Dengue et du West Nile d'une part et investit en R&D sur les hépatites B et C et le sida d'autre part. PROTEUS à Nîmes, spécialisée dans la production de protéines, a pour sa part créé en 2006 une filiale commune avec PCAS. IDENIX est un exemple de réussite de partenariat recherche académique - entreprises issues d'un système de "laboratoire coopératif".

Le pôle ORPHEME ambitionne de créer une véritable filière professionnelle dans la santé et les sciences du vivant, en mobilisant le potentiel d'innovation des deux régions Languedoc-Roussillon et Provence-Alpes-Côtes d'Azur sur des axes scientifiques comme les maladies infectieuses et

maladies tropicales, les dispositifs médicaux, la bio-ingénierie, et les cancers rares ou agressifs.

Dans la **parfumerie**, avec moins de 400 emplois, le sous-secteur cosmétique est essentiellement constitué de structures de moins de 30 personnes souvent implantées dans l'Hérault. La seule grande entreprise est la société PIERRE FABRE DERMOCOSMETIQUE implantée à Avène dans le piémont héraultais, lieu renommé par son eau thermale bénéfique aux affections cutanées. Le groupe PIERRE FABRE produit dans cet établissement une gamme de soins dermatologiques (Cold-Cream, spray d'eau thermale, lignes solaires et pour peaux intolérantes) destinée à 70 % à l'exportation.

Répartition par sous-secteur des effectifs salariés des industries de la pharmacie, parfumerie et produits d'entretien

Sous secteurs	Effectifs	Répartition en % des salariés	
		Languedoc-Roussillon	France
Industrie pharmaceutique	1 380	75,4	65
Fabrication de savons, parfum, produits d'entretien	450	24,6	35
Total Industrie pharmacie parfumerie produits d'entretien	1 830	100	100

Source : INSEE - CLAP 2005

Pharmacie parfumerie produits d'entretien



L'activité cosmétique - soin se développe également dans les services avec les établissements de cure qui s'adaptent à une nouvelle clientèle et les établissements de thalassothérapie.

Le sous-secteur **entretien** inclut les produits détergents et les savons. Les quelques établissements régionaux sont indépendants et parfois partenaires au sein de regroupements de petites entités.

De fortes contraintes réglementaires influent sur l'avenir du secteur

Dans la pharmacie, les filiales de groupes multinationaux font l'objet de redéploiements d'activité au niveau mondial avec des conséquences immédiates positives ou négatives sur l'emploi local. Les coûts de développement de nouvelles molécules sont très élevés et la répartition des coûts selon les phases de développement entre les grands laboratoires et les sociétés de biotechnologie n'est pas figée. Ainsi, la phase de R&D, en amont dans la mise au point de médicaments, est de plus en plus transférée vers les start-up innovantes.

L'organisation du système de soins, le modèle économique lié à l'innovation ont une influence sur l'évolution du secteur. Des créneaux existent dans la recherche comme dans la fabrication des génériques. Par exemple, la demande de produits pharmaceutiques génériques existe dans les pays du Maghreb mais ce marché n'est pas pour autant acquis en raison d'une fabrication possible des produits génériques sur place à coût plus bas.

Dans la parfumerie, comme dans l'ensemble de la chimie, le règlement

Reach (règlement européen destiné à améliorer la connaissance des dangers des substances chimiques et des risques liés à leur usage) va induire des surcoûts et les pouvoirs publics incitent les entreprises à mettre en place rapidement l'évaluation des conséquences de l'application de ce règlement par le biais d'actions collectives.

Les contraintes environnementales peuvent également avoir des répercussions sensibles en terme économique en contribuant à l'émergence de production d'huiles essentielles dans des

pays tiers, à plus faibles coûts de production. Pour l'instant limitée à des produits de qualité moindre, cette concurrence proposera à terme des compositions à bas prix pour des applications où les prix sont tendus (détergents...). Le septième amendement à la directive cosmétique (arrêt des tests sur animaux) aura aussi des répercussions sur les méthodes de tests tout comme la montée en puissance de la réglementation européenne dans ce domaine, notamment les exigences nouvelles liées aux bonnes pratiques de laboratoire.

Répartition des établissements et des salariés de l'industrie des industries de la pharmacie parfumerie produits d'entretien

Tranches d'effectifs	Répartition des établissements			Répartition des salariés		
	Nombre	Part dans le secteur en %	Part dans l'industrie en %	Nombre	Part dans le secteur en %	Part dans l'industrie en %
0 à 9 salariés	72	77,4	90	140	7,6	23,3
10 à 49 salariés	17	18,3	8	400	21,8	31,6
50 à 249 salariés	3	3,2	1	560	30,6	24,8
250 à 499 salariés	-	-	-	-	-	8,2
500 salariés et plus	1	1,1	-	730	40,0	12,2
Ensemble	93	100	100	1 830	100	100

Source: INSEE - CLAP 2005

Composants et équipements électriques et électroniques

Le secteur des équipements et composants électriques et électroniques, avec 7500 personnes, représente près de 11 % de l'effectif salarié industriel régional contre 10 % au niveau national. En quinze ans, l'emploi dans le secteur a très fortement diminué en Languedoc-Roussillon (plus de 20 %) en raison notamment de l'impact de la baisse des effectifs d'IBM au début des années 90. Par la suite, la réduction des effectifs a été beaucoup moins prononcée. Au niveau national, la baisse est moins vive (de l'ordre de 11 %).

Un secteur dominé par le matériel médical et de mesure

Avec 40 % des effectifs, l'activité liée à la fabrication de matériel médical et de mesure renouvelle fortement le paysage régional du secteur des équipements et composants électriques et électroniques. Les entreprises de taille significative sont de création plutôt récente et quasi toutes tournées vers le marché international. De facture plus ancienne, le matériel et les composants électriques, avec de grands noms de l'industrie française, reste une activité non négligeable au niveau des effectifs du secteur (30 %). La fabrication régionale d'ordinateurs régresse avec la tertiarisation de l'activité d'IBM à Montpellier.

Le sous-secteur du **matériel médical et de mesure** devient numériquement un poids lourd de l'industrie régionale, en raison du nombre important d'entreprises créées ces vingt dernières années. Ainsi, près de 400 entreprises emploient 3000 salariés notamment

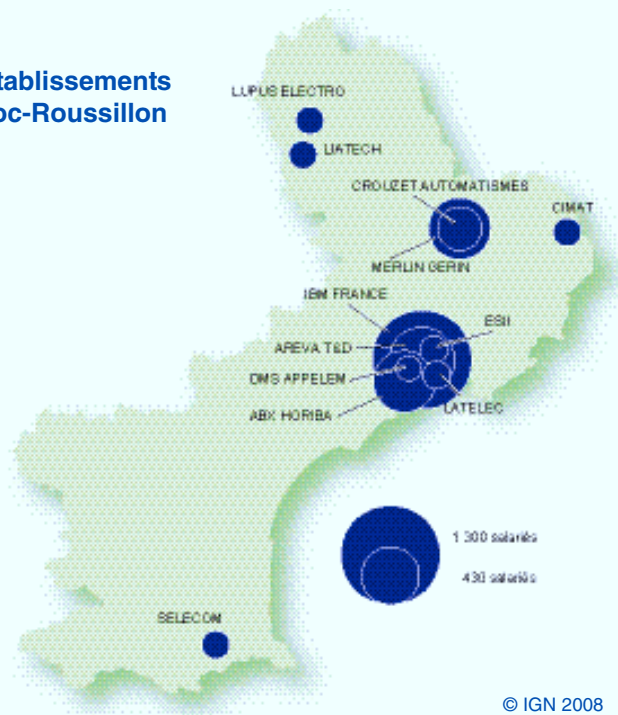
autour de Montpellier et dans une moindre mesure Nîmes. Elles sont souvent positionnées sur des marchés de niche. L'activité se caractérise par une grande hétérogénéité de produits technologiques demandant des niveaux de R&D différents allant du diagnostic (appareils et kits) à l'orthopédie (prothèses, orthèses, implants...) en passant par l'imagerie médicale, l'optique et l'informatique médicale.

Dans le diagnostic, la plus importante entreprise est ABX, reprise il y a une dizaine d'années par le groupe japonais HORIBA. ABX est en pleine expansion

avec une croissance à deux chiffres de son chiffre d'affaires. Groupe leader mondial dans la conception d'analyseurs en hématologie avec 25 % du marché, l'établissement montpellierain investit de manière importante sur le site pour doubler sa production en 5 ans. Dans l'imagerie médicale, la société DMS - APELEM apparaît après la fusion des deux établissements, comme une " success story " locale.

Exception faite de DEDIENNE SANTÉ, la conception et la fabrication de prothèses et implants internes (implants cardiaques) sont très peu développées sur

Principaux établissements en Languedoc-Roussillon



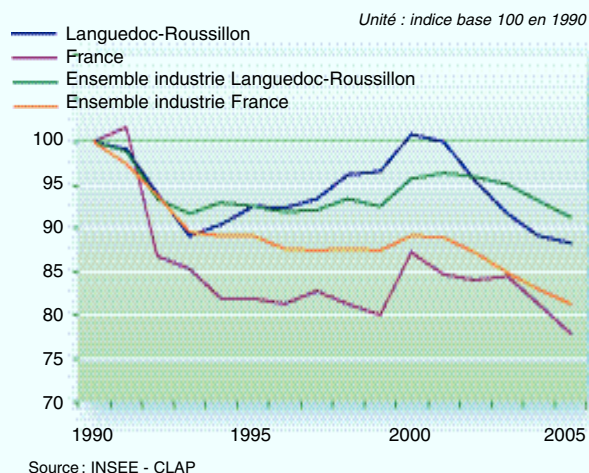
Source : INSEE - Sirene

© IGN 2008

Composants et équipements électriques et électroniques



Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie des équipements et composants, électriques et électroniques



le territoire. Ce secteur, qui exige des coûts de développement très élevés (comparables à ceux des biotechnologies) est en effet très risqué.

En dehors de la santé, le **matériel de mesure et de contrôle** regroupe quelques dizaines de petites entreprises. Toujours basée sur la mise au point et l'utilisation de capteurs en tout genre, les applications régionales se développent notamment dans les domaines de la traçabilité des produits, de la gestion des processus industriels ou de services, de la robotique et des automatismes ou de la vision industrielle. FOGALE NANOTECH, spécialisée dans l'instrumentation de mesure dimensionnelle sans contact, CORONIS SYSTEM, reconnue dans le domaine des appareils de mesure sans fil, ou SI AUTOMATION spécialisée dans l'appareillage de contrôle qualité dans les unités de production de puces électroniques font partie des réussites régionales tout comme ESII l'est dans la gestion des accueils. Certaines entreprises régionales choisissent le rachat par un groupe étranger pour parvenir à une taille critique et intégrer de grands programmes de R&D collaboratives comme CORONIS SYSTEM ou SI AUTOMATION.

L'industrie des **composants électroniques** est peu représentée en région. Cette activité, pour des raisons de coûts, peut difficilement conserver en région comme en France des productions en série longue. Les entreprises choisissent donc de fabriquer des prototypes en séries courtes ou moyennes. C'est le cas d'entreprises qui peuvent atteindre une petite centaine de salariés comme OMICRON - HARDTECH, LATELEC, COFIDUR ELECTRONIQUE ou MATTHELEC dans l'Hérault. Basé en Lozère et dans le Gard, le groupe LUPUS CERVUS s'est développé par croissance interne et externe.

D'autres PMI portées par des produits très innovants font une percée sur des marchés souvent très segmentés

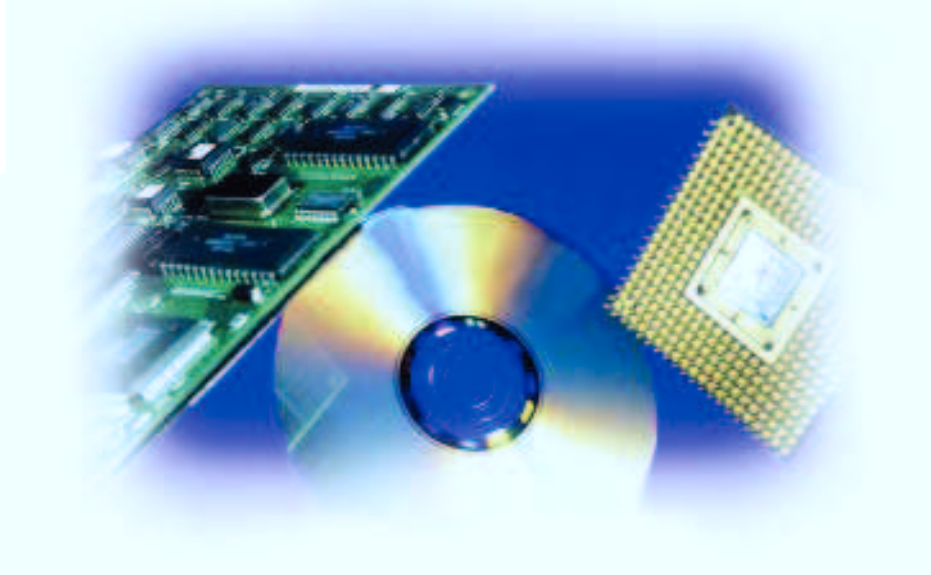
comme celui du photovoltaïque. Une filière du silicium semble émerger à partir d'entreprises productrices de la matière première, d'entreprises utilisatrices pour produire les plaques photovoltaïques, et d'autres pour créer des produits finis innovants (menuiserie industrielle) ainsi que des spécialistes du conseil et de l'installation de systèmes solaires. C'est le cas d'APEX du groupe BP et de la société SEMCO ENGINEERING qui a commencé par la réparation de fours pour semi conducteurs et la fabrication de semelles pour la cuisson des plaques de silicium avant de se diversifier aujourd'hui sur la production de composants pour le photovoltaïque.

Répartition des effectifs salariés des industries des équipements et composants, électriques et électroniques

Sous secteurs	Effectifs	Répartition en % des salariés	
		Languedoc-Roussillon	France
Fabrication d'ordinateurs et autres matériels informatiques	1 630	21,6	6,6
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	140	1,9	8,1
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	350	4,7	13,9
Fabrication de matériel médico-chirurgical et d'orthopédie	1 510	20,1	12,9
Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	1 340	17,8	23,0
Fabrication de matériel électrique	1 950	25,9	35,4
Fabrication de composants électroniques	600	8,0	16,8
Total Industries des équipements et Composants électriques et électroniques	7 530	100	100

Source : INSEE - CLAP 2005

Composants et équipements électriques et électroniques



La **fabrication de matériels électriques** occupe plus de 2400 personnes en région, soit plus de 30 % de l'effectif du secteur, principalement sur la fabrication de boîtiers d'assemblage pour le compte de grands donneurs d'ordre. Cette activité est fortement liée à la mondialisation des marchés qui génère la cartographie des implantations.

Plus de la moitié des effectifs régionaux du secteur sont répartis dans des établissements des groupes nationaux tels que SCHNEIDER ELECTRIC ou AREVA. Le groupe SCHNEIDER ELECTRIC est implanté à Alès dans le Gard avec d'une part une unité de MERLIN GERIN pour la production automatisée de disjoncteurs miniatures et d'autre part une unité de CROUZET AUTOMATISMES spécialisée depuis plusieurs années dans la conception, la fabrication et la commercialisation de moteurs et moto réducteurs de 100 jusqu'à 500 watts pour des applications industrielles et tertiaires. Dans l'Hérault, les établissements AREVA comptent environ 500 personnes. Plus régional, COMECA SYSTEM emploie lui aussi une centaine de salariés.

L'industrie informatique est fortement liée à la présence d'IBM à Montpellier. La production de grands systèmes pourvoyeuse d'emplois, qui demandait une main d'œuvre importante, a évolué à partir du début des années 90 et IBM a diversifié son activité dans les services, notamment l'infogérance. L'essaimage, après la forte réduction d'effectifs au début des années 90 a permis à un certain nombre d'entreprises de se créer puis de pérenniser leur activité. Quelques petits assembleurs

locaux de " pc " et d'entreprises de recyclage de cartouches d'encre complètent la physionomie du secteur. La présence de DELL (*), dans le domaine de la vente et de la hot line, génère elle aussi une activité importante. Les services informatiques (software), avec près de 6000 salariés en Languedoc-Roussillon, sont en forte croissance notamment dans l'édition de logiciels.

Déplacer la compétition sur les capacités à innover

La concurrence sur la production de masse dans la microélectronique est très vivace avec les pays à bas coût et il paraît illusoire de concurrencer les producteurs du Sud-Est asiatique. C'est par l'innovation technologique et l'innovation services, par le développement

d'applications variées, par le partenariat en grappes d'entreprises très spécialisées, que le secteur participe à la prise de parts de marchés. Les entreprises peuvent prendre appui sur le Grid Innovation Center d'IBM en partenariat avec un grand nombre d'établissements publics tels que le CNRS, le CINES (calcul numérique), le LIRMM (informatique, robotique et micro-électronique), l'Université Montpellier-II/CEM2 (optoélectronique), le LAIN (nanophysique et interfaces), le LEM (électronique de puissance), le LGI2P (informatique et ingénierie de production).

(*) Statistiquement DELL relève de l'activité services

Répartition des établissements et des salariés des industries des équipements et composants. électriques et électroniques

Tranches d'effectifs	Répartition des établissements			Répartition des salariés		
	Nombre	Part dans le secteur en %	Part dans l'industrie en %	Nombre	Part dans le secteur en %	Part dans l'industrie en %
0 à 9 salariés	777	86,8	90	1370	18,2	23,3
10 à 49 salariés	101	11,3	8	2150	28,6	31,6
50 à 249 salariés	13	1,5	1	1290	17,1	24,8
250 à 499 salariés	1	0,1	0	270	3,6	8,2
500 salariés et plus	3	0,3	0	2450	32,5	12,2
Ensemble	895	100,0	100	7530	100	100

Source : INSEE - CLAP 2005

Métallurgie et mécanique

Le secteur de la métallurgie et de la mécanique est le second employeur industriel de la région Languedoc-Roussillon avec 11 000 personnes, soit 16 % de l'effectif salarié industriel régional. Le poids du secteur est cependant plus faible qu'au niveau national (22 %). L'emploi est quasiment stable depuis 1990 (- 2 %), alors qu'il a baissé fortement au niveau national (- 15 %). L'activité métallurgique a plus souffert en région que celle de la mécanique qui a pu bénéficier pour un certain nombre d'entreprises, d'un effet de marché lié à la croissance démographique.

Un secteur diversifié qui résiste

Le secteur de la métallurgie et des équipements mécaniques est composé de sous-secteurs de poids très différents. Alors que l'activité amont " production de métaux " est peu implantée en Languedoc-Roussillon pour des raisons historiques, l'activité mécanique est relativement mieux représentée.

En amont du secteur représenté par la **production de métaux**, les restructurations des groupes internationaux modifient la cartographie des installations industrielles en France et dans le monde. La fusion USINOR-ARCELOR a été suivie de la fermeture en 2004 du site d'UGINE dans le Gard. Le rachat d'ARCELOR par MITTAL ne semble pas pour le moment mettre en péril l'établissement implanté en Lozère où des investissements importants sont prévus. L'établissement lozérien, bien que géographiquement enclavé, a pour atout d'être le seul producteur français de bobines de tôles électriques

à grains non orientés. Le site gardois de la société FERRO-PEM, appartenant au groupe espagnol FERRO ATLANTICA, assure la production de ferrosilicium et de ses dérivés pour la sidérurgie.

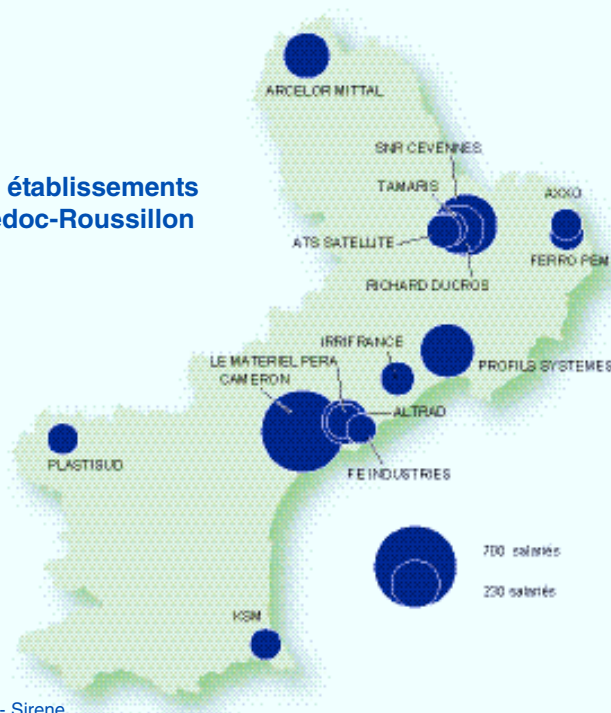
Deux fonderies implantées à Alès complètent la physionomie de ce sous-secteur. ATS STELLITE avec son savoir-faire dans la fonderie de précision à la cire perdue, détient ainsi 70 % du marché français des prothèses médicales coulées. La fonderie TAMARIS, filiale du groupe DELACHAUX, travaille pour les grands donneurs d'ordre de l'automobile ou de l'hydraulique.

Les PME des secteurs de **la fabrication d'équipements mécaniques ou d'éléments en métal pour la construction et la chaudronnerie** pro-

duisent essentiellement en sous-traitance pour une clientèle de proximité. La présence de quelques grands établissements industriels notamment dans le nucléaire expliquent l'apparition de sous-traitants près de Bagnols-sur-Cèze.

L'activité **structures métalliques** est négligeable en terme de poids national. Cependant, des entreprises leaders dans leur domaine se sont développées en Languedoc-Roussillon. C'est le cas

Principaux établissements en Languedoc-Roussillon

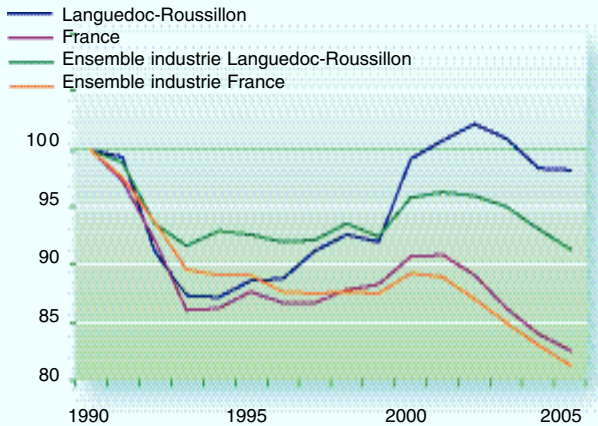


Source: INSEE - Sirene

© IGN 2008

Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie métallurgique et mécanique

Unité : indice base 100 en 1990



Source : INSEE - CLAP

d'ALTRAD à Florensac pour la production d'échafaudages, groupe devenu dominant en Europe dans plusieurs activités. C'est aussi le cas de la société FE INDUSTRIE, filiale du groupe bordelais OXYMETAL, qui s'est diversifiée dans la fabrication de foyers de cheminées et de bateaux en aluminium.

Plusieurs PME du bassin alsien sont spécialisées dans la fabrication d'équipements de TP, d'éléments de stations d'épuration ou encore d'équipements de carrières.

L'activité menuiserie et fermeture en aluminium est en croissance. Les marchés de ces entreprises sont nationaux même si le boom de l'immobilier régional a pu être un facteur de croissance. La société PROFIL SYSTEMS dans l'Hérault fabrique par extrusion des profilés en aluminium destinés à la menuiserie. La fabrication de portails en aluminium est également en croissance, notamment avec KSM dans les Pyrénées-Orientales.

Dans la **tôlerie fine**, un ensemble de PME effectuent de la tôlerie mécanique de précision soit à façon soit en petites séries pour des appareillages de haute technologie tels que les robots et appareils médicaux ou destinés aux milieux

hostiles. Cette sous-traitance de proximité souffre d'un manque de visibilité et de compétitivité malgré la compétence recherchée par les donneurs d'ordres.

Leader du secteur, RICHARD DUCROS dans le Gard, consacre une partie de son activité à la fabrication de baies informatiques pour des donneurs d'ordre comme IBM.

Le sous-secteur **Machines et équipements professionnels** se structure autour d'entreprises phares et d'une sous-traitance de spécialité. Tournée vers l'international, la fabrication d'équi-

pements de production et de transport de pétrole revêt une importance capitale en raison de la présence dans l'Hérault de la filiale française de la firme américaine CAMERON. Le groupe a restructuré ses unités en Europe au profit de l'établissement biterrois en y développant une production de " risers " (colonnes qui relient la plate-forme aux puits de pétrole). Pour sa part, SNR CEVENNES dans le Gard fabrique des roulements pour l'industrie automobile européenne. Son rachat par le groupe Japonais NTN n'a pas eu d'impact pour l'instant sur l'activité. PLASTISUD dans l'Aude est leader national dans la conception et la fabrication de moules de plasturgie très hautes cadences.

Répartition des effectifs salariés dans l'industrie métallurgique et mécanique

Sous secteurs	Effectifs	Répartition en % des salariés	
		Languedoc-Roussillon	France
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	1950	17,7	7,1
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières	1290	11,7	9,8
Fabrication d'équipements mécaniques	1080	9,8	7,7
Fabrication de machines d'usage général	1670	15,2	12,5
Fabrication de machines agricoles	820	7,4	3,1
Fabrication de machines-outils	50	0,4	1,6
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	540	4,9	7,1
Fabrication d'armes et de munitions	0	0,0	1,4
Sidérurgie et première transformation de l'acier	430	3,9	6,5
Production de métaux non ferreux	120	1,1	2,4
Fonderie	260	2,4	4,1
Services industriels du travail des métaux	1290	11,7	22,3
Fabrication de produits métalliques	780	7,1	10,9
Récupération	740	6,7	3,5
Industrie métallurgie et mécanique	11 020	100,0	100,0

Source : INSEE - CLAP 2005

Métallurgie et mécanique



La fabrication de matériels pour l'agriculture, notamment la viticulture, et pour l'agro-alimentaire, est encore liée à l'activité régionale. Les entreprises du secteur tentent de sortir du marché régional pour développer leur activité à l'image de MATERIEL PERA dans l'Hérault. Fort de la diversité de leurs métiers, les sous-traitants et fournisseurs de la filière vitivinicole se sont regroupés au sein de l'association VINSEO pour faire face aux difficultés du secteur.

D'autres sous-traitants sont positionnés sur des marchés spécifiques comme les dispositifs médicaux, les robots et les machines spéciales. Issue de la croissance urbaine, la maintenance d'escaliers roulants et d'ascenseurs par exemple s'avère en développement.

Jouer la carte de la synergie et de l'innovation

L'avenir de ce secteur industriel, toujours significatif en Languedoc-Roussillon, est lié en grande partie à l'organisation des relations entre donneurs d'ordre et sous-traitants. En effet, les gains de productivité de la filière métallurgique et mécanique sont liés à la délocalisation d'une certaine partie de la production. Pour maintenir une

activité locale, les entreprises doivent améliorer la chaîne logistique, créer des innovations partenariales (par exemple avec les métiers de la plasturgie) et surtout entre donneurs d'ordre et sous-traitants. Le pôle de compétitivité Viameca devrait ainsi générer des innovations communes pour les entreprises cève- noles.

Le regroupement d'entreprises en Système Productif Localisé comme celui du Pôle Mécanique à Alès ou CAM-DIB à Béziers facilite la mise en commun de ressources comme des accès à des pistes automobiles pour les essais, une plate-forme équipée pour la formation à la soudure... La structuration du secteur permettra également d'améliorer sa visibilité au plan national et inter- national.

Dans les activités à mettre en valeur en Languedoc-Roussillon, on peut citer :

- la fabrication et la maintenance d'éléments en métal pour la construction, l'habitat ou le mobilier urbain dont le développement est lié à la croissance démographique
- la fabrication et la maintenance d'équipements mécaniques liées à la sous-traitance spécialisée (robotique, industrie agroalimentaire, industrie extractive, nucléaire, viticulture,...)
- la fabrication et maintenance de machines d'usage général (domotique...)
- la fabrication d'éléments mécano-soudés (énergie renouvelables, nucléaire...)
- les services associés à ces activités qui mériteraient d'être renforcés.

Répartition des établissements et des salariés dans l'industrie métallurgique et mécanique

Tranches d'effectifs	Répartition des établissements			Répartition des salariés		
	Nombre	Part dans le secteur en %	Part dans l'industrie en %	Nombre	Part dans le secteur en %	Part dans l'industrie en %
0 à 9 salariés	1 488	84,8	90	2 690	24,4	23,3
10 à 49 salariés	236	13,4	8	4 660	42,3	31,6
50 à 249 salariés	28	1,6	1	2 550	23,1	24,8
250 à 499 salariés	3	0	0	1 120	10,2	8,2
500 salariés et plus	0	0	0	0	0	12,2
Ensemble	1 755	100	100	11 020	100	100

Source : INSEE - CLAP 2005

Édition, Imprimerie, Reproduction

Le secteur de l'Édition Imprimerie Reproduction compte, en région Languedoc-Roussillon, près de 4 000 salariés. En légère baisse depuis 2001, cet effectif est stable par rapport à ce qu'il était au début des années 90 ce qui n'est pas le cas dans les autres régions françaises où la baisse est en moyenne de 20 % sur la même période.

Une grande variété de métiers en forte évolution

Ce secteur d'activité comprend les arts graphiques (imprimerie de labeur, pré-presse, reliure et finition ainsi que diverses autres activités graphiques), l'édition, l'impression de journaux et la reproduction d'enregistrements (sonores, vidéo et informatiques).

Les métiers de production de textes, d'images et de son traversent une révolution continue liée à l'irruption du numérique qui génère de nombreux entrants comme les agences de communication positionnées notamment dans le segment du pré-presse.

Un secteur globalement sous-représenté en région

Au niveau national, les arts graphiques représentent la moitié des effectifs du secteur. Depuis 15 ans, les effectifs sont en forte baisse. La contraction est très sensible notamment pour les entreprises de 10 salariés et plus. Au sein des arts graphiques, l'imprimerie de labeur représente les trois quarts de l'activité. En dépit d'une amorce de concentration du secteur, l'imprimerie de labeur demeure très majoritairement composée de PMI. Ainsi, seulement 24 entreprises ont plus de 250 salariés

pour un chiffre d'affaires de 1 650 millions d'euros.

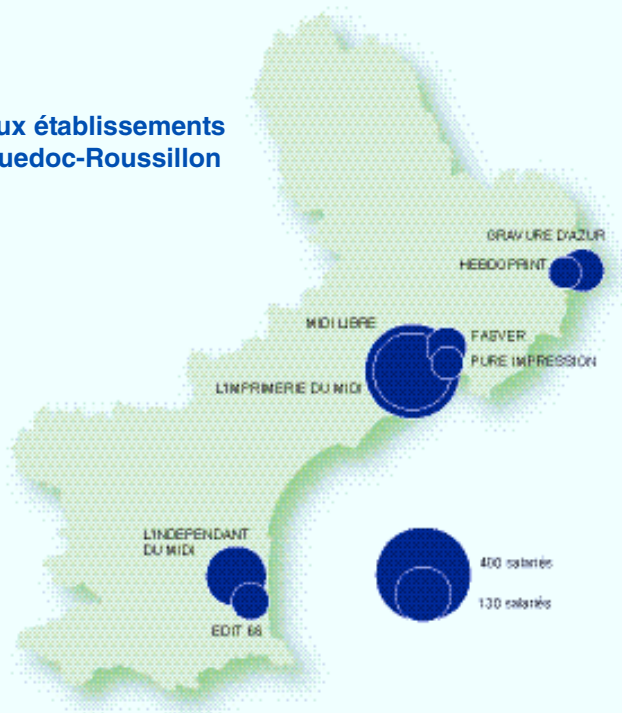
Le Languedoc-Roussillon se place en 8^{ème} position en nombre d'entreprises des activités Édition, Imprimerie et reproduction avec un peu plus de 500 établissements (soit 3,2 % du nombre des établissements au plan national), loin derrière l'Île de France (45 %), suivie de Rhône Alpes (9 %) et Provence Alpes Côte d'Azur (7 %). Région de très petites entreprises, le Languedoc-Roussillon est situé à la 14^{ème} place en termes d'effectifs avec seulement 2 % de l'effectif national et en 12^{ème} position en terme de Chiffre d'Affaires (1,5 % du CA national). Les trois régions leaders réalisent pour leur part les deux tiers du CA national (431 m).

Les éditions de journaux et périodiques sont fortement représentées en région

Avec près de 1 500 salariés, les établissements de l'édition et de l'imprimerie de journaux regroupent près de 40 % des effectifs (20 % au niveau national). D'autre part, les imprimeries de labeur (travail à façon) regroupent environ 1 300 salariés, soit 35 % des effectifs du secteur.

Dans l'édition, les journaux constituent l'activité majeure de la région avec le groupe Les JOURNAUX DU MIDI composé de 2 filiales principales en région :

Principaux établissements en Languedoc-Roussillon



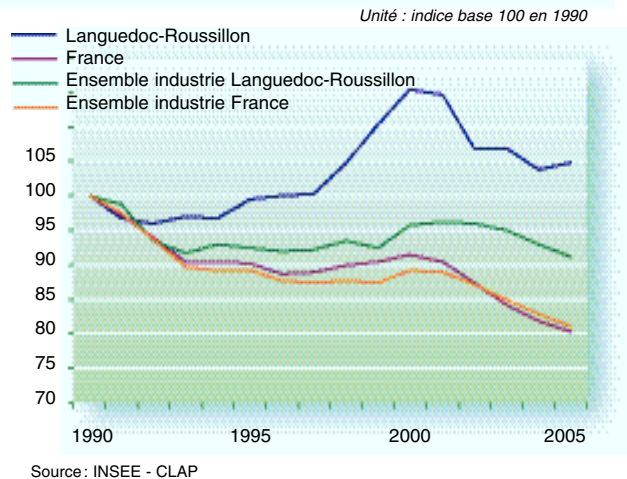
Source : INSEE - Sirene

© IGN 2008

Édition, imprimerie, reproduction



Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie de l'édition, imprimerie, reproduction



MIDI LIBRE à Montpellier et l'INDÉPENDANT à Perpignan. Ce groupe vient d'être cédé par LE MONDE à SUD OUEST. Le partage du lectorat de la presse régionale s'effectue dans un contexte de croissance démographique et MIDI LIBRE a anticipé la concurrence organisée par les gratuits en zone urbaine en éditant le quotidien gratuit MONTPELLIER PLUS. L'édition de gazettes locales souvent hebdomadaires reçoit un accueil favorable auprès des nouveaux arrivants dans la région.

L'édition de magazines est également présente avec quelques petites sociétés répondant à une clientèle ciblée régionale, voire nationale comme BIP qui publie BATIRAMA pour les professionnels du bâtiment ou L'ÉDITION SÉCURITÉ ROUTIÈRE dans l'Hérault. D'autres maisons d'éditions sont actives sur le territoire comme ÉDIT 66, spécialisé dans le faire-part, mais aussi littéraires avec une vingtaine de professionnels.

L'imprimerie de journaux est fortement présente en région notamment avec le groupe JOURNAUX DU MIDI dont l'outil de production (IMPRIMERIE DU MIDI)

est situé à St Jean de Védas et à Rivesaltes. Le site le plus important, celui de Saint Jean de Védas, comprend trois rotatives en ligne. Un deuxième noyau d'imprimeries de journaux s'est constitué à partir de l'édition d'hebdomadaires locaux comme HEBDOPRINT (COMAREG) implanté dans les principales villes.

L'imprimerie de labeur, c'est à dire la réalisation à façon des documents de type imprimés ou brochures comprend 190 établissements dont seulement 35 emploient 10 salariés ou plus. Ces derniers concentrent 60 % de l'emploi de cette activité. Ces leaders ont globalement intégré les activités de pré-presses et de finition et travaillent en lien étroit avec les agences de communication qui sont de plus en plus organisées au niveau européen.

Les imprimeurs généralistes (qui impriment toutes sortes de documents) s'appuient sur un marché local tourné vers les clients publics et les entreprises notamment dans le secteur du commerce.

Parmi les plus dynamiques on peut citer PURE IMPRESSION, JF IMPRESSION et IMPACT IMPRIMERIE dans l'Hérault qui ont fortement investi dans du matériel performant (Offset 8 couleurs), avec pour certains d'entre eux, l'engagement sur une démarche développement durable. D'autres établissements significatifs de l'activité régionale comme KROMA et AZEMARD dans le Gard, CIAM, ANTOLI (ex MAVIT-SIVAL), PHENIX dans l'Aude sont répartis sur l'ensemble des départements.

Les imprimeurs spécialistes s'adressent à une clientèle spécifique tels que les fabricants d'étiquettes, notamment pour les Industries Agroalimentaires comme ADESA, CODEL DENA et QRT GRAPHIQUE dans le Gard, CHALAGUIER et ESTRABOLS dans l'Hérault, ASET et D3 dans l'Aude ou tels les fabricants de cartons d'emballages comme TOUT'EMBAL et SMURFIT dans le Gard.

D'autres entreprises sont spécialisées sur des productions artistiques comme MARAVAL ou sur des productions très sécurisées de documents officiels d'identité comme FASVER.



Le bouleversement numérique se poursuit

Les éditeurs et imprimeurs sont confrontés à une concurrence forte et multiple en provenance des nouveaux entrants liés aux nouveaux outils et produits de substitution (internet). Ils se heurtent par ailleurs au pouvoir de négociation de leurs fournisseurs, notamment des papetiers, et de leurs donneurs d'ordres majeurs.

Au plan international, la France subit la pression concurrentielle de l'Allemagne, premier producteur et premier exportateur sur un marché essentiellement de proximité.

Aux plans technique et organisation du travail, des mutations profondes rendent les frontières anciennes moins pertinentes entre édition et impression, avec une évolution des métiers de l'imprimerie de labour qui intègre de plus en plus le pré-presse et la finition. Cette évolution s'explique en partie par l'utilisation de nouvelles technologies comme le CTP (computer to plate) le Ct-press (computer to press) et le Ctprint (computer to print); on passe donc de l'ordinateur à l'imprimé sans phase intermédiaire.

Ce secteur est confronté également aux évolutions sociales en matière de développement durable qui se traduisent par une réduction de consommation de papier imprimé. Ainsi la hausse du coût de l'énergie, la dénonciation du gaspillage en papiers, le coût de l'affranchissement et de la logistique, le coût de la gestion des déchets et les pressions réglementaires pèsent sur le secteur.

Une stratégie industrielle pour une profession initiée par l'État

Pour dynamiser la profession, le Ministère de l'économie a mis en place en 2007, avec le concours des trois principales organisations professionnelles du secteur, une série de mesures visant à inciter les entreprises à se moderniser dans le cadre d'une stratégie de développement durable. Avec le Grenelle de l'environnement, les problématiques environnementales sont de plus en plus présentes dans les processus de production avec la création notamment du label " Print environne-

ment ". De même, des regroupements d'entreprises se développent pour partager, à l'instar d'Impri Club qui associe une cinquantaine d'imprimeurs (dont 4 en Languedoc-Roussillon), une stratégie de communication, d'achats, de gestion et de services dont la promotion du label Imprim'vert.

Lexique

Imprimerie de labour: impression à façon d'imprimés divers (brochures, plaquettes, publicités...)

Imprimerie de journaux: impression dédiée aux quotidiens (rotatives pour grand format...). Les imprimeries de journaux appartiennent en général à un groupe de presse

Édition de journaux: comprend la phase d'élaboration des journaux (textes, images...) et l'aspect commercial

Préresse: désigne tout ce qui se passe en amont de l'impression (saisie de textes, mise en page, photogravure...)

CTP (computer to plate): supprime l'étape du film

Ct-press (computer to press): intègre la gravure des plaques sur la presse

Ctprint (computer to print): génère l'image directement à chaque tour de presse

Répartition des établissements et des salariés des industries de l'édition, imprimerie, reproduction

Tranches d'effectifs	Répartition des établissements			Répartition des salariés		
	Nombre	Part dans le secteur en %	Part dans l'industrie en %	Nombre	Part dans le secteur en %	Part dans l'industrie en %
0 à 9 salariés	1 181	93,3	90	1 320	33,7	23,3
10 à 49 salariés	77	6,1	8	1 460	37,2	31,6
50 à 249 salariés	6	0,5	1	490	12,5	24,8
250 à 499 salariés	2	0,2	0	650	16,6	8,2
500 salariés et plus	-	-	-	-	-	12,2
Ensemble	1 266	100	100	3 921	100	100

Source: INSEE - CLAP 2005

Textile, habillement, cuir

Le secteur Textile Habillement Cuir, autrefois important en Languedoc-Roussillon, ne représente plus que 3 % des effectifs de l'industrie régionale. Le secteur THC emploie maintenant moins de 3000 salariés dans la région, majoritairement localisés dans le Gard. Depuis 1990, la baisse des effectifs en région est forte et constante. Elle correspond à une chute des effectifs de l'ordre des deux tiers (- 60 % au plan national).

Un secteur en restructuration

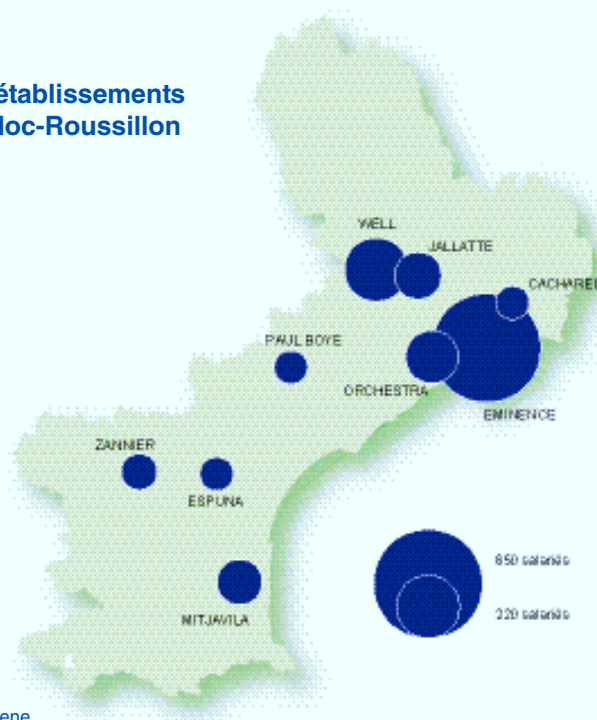
Le THC a fait la richesse des industriels cévenols durant trois siècles avec notamment le plein essor de la culture de la soie au XVIII^e siècle. L'industrie régionale a acquis une notoriété internationale dès le XIX^e siècle avec les exportations des tissus " serges " de Nîmes et d'Uzès vers les États Unis qui ont permis de confectionner les mythiques blue-jeans " denim " ou encore la production de près de 160 000 châles en cachemire. De cette période faste, ne restent que trois grandes marques pour le secteur textile - habillement, ÉMINENCE, WELL et CACHAREL, cette dernière ayant déménagé son siège social à Paris; pour le secteur du cuir, une seule marque, JALLATTE, fabricant de chaussures de sécurité.

Des grandes entreprises de niveau international aux petites unités, toutes subissent de plein fouet l'ouverture des frontières et la concurrence des pays de main d'œuvre à bas coût. Toutes ces entreprises ont délocalisé une grande partie de leur fabrication. En perte de vitesse, le secteur dans son ensemble peine à se restructurer. Les fila-

tures n'existent plus en Cévennes et les entreprises d'ennoblissement ont également quasiment disparu. Restent de rares façonniers qui tentent une diversification tous azimuts pour maintenir un savoir-faire ancestral.

La **maille** domine ce secteur, principalement le chaussant (les collants) dans le bassin de Ganges-Le Vigan, avec WELL et une dizaine de petites entreprises qui innovent et se diversifient pour convaincre une clientèle avide de nouveautés. En dépit des efforts de tous les acteurs sociaux économiques régionaux pour tenter de redynamiser un bassin mono sectoriel, les plans sociaux successifs de WELL, société détenue majoritairement par des sociétés de capital risque, affectent durablement l'économie locale.

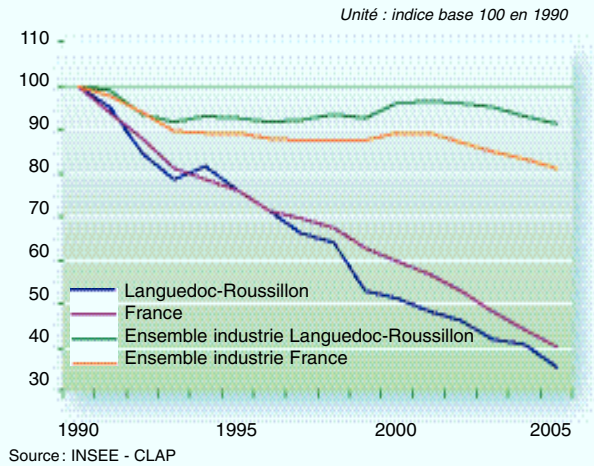
Principaux établissements en Languedoc-Roussillon



Source: INSEE - Sirene

© IGN 2008

Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie textile, habillement, cuir



des enfants sont conçus à Montpellier par ORCHESTRA, plus connue cependant par son réseau de distribution de franchisés. Ce groupe poursuit son développement en tablant, comme CACHAREL, sur le "sourcing^(*)", le travail à façon et les deux extrémités de la chaîne de valeur : style et création d'une part, marketing et distribution d'autre part. Plus techniques, mais répondant à une demande souvent publique (armées, pompiers...) et faisant appel à des tissus dits intelligents, PAUL BOYE maintient son établissement dans les hauts cantons de l'Hérault après avoir fermé celui de Sète. Dans l'Aude, toute l'industrie textile et habillement a disparu, à l'exception du groupe ZANNIER (Marque CHIPIE) qui maintient ses services création et commercial à Carcassonne.

Dans le cuir, une petite trentaine d'entreprises subsistent. JALLATTE, longtemps implantée sur 2 sites dans le Gard, a connu des difficultés importantes et a fermé celui d'Alès en 2007. Le siège social de l'entreprise, situé à Saint Hippolyte du Fort, est désormais fragilisé par une stratégie d'entreprise confrontée à une concurrence exacerbée et par la recherche de gains de compétitivité.

Une petite centaine d'emplois est concentrée sur la fabrication de blousons ou de gants, notamment pour les motards avec des entreprises installées à Nîmes, comme JACQUES' S, commercialisant dans le monde entier la marque FURYGAN et les gants ESPUNA dans l'Aude.

Spécialisation et fédération, deux enjeux pour la filière

L'année 2005 a été marquée par la fin de l'accord multifibres (AMF) et l'entrée de la Chine dans l'Organisation Mondiale du Commerce, avec comme effet immédiat une concurrence accrue sur les produits de basse et moyenne gamme. Le maintien de la filière passe par le développement de produits à

forte valeur ajoutée ou de niches (vêtements à usages professionnels ou médicaux, vêtements de sport,...) et innovants (textiles techniques).

Les structures régionales d'accompagnement tentent de dynamiser la profession, notamment autour des créateurs, des façonniers et des quelques très petites entreprises qui résistent. Ainsi, l'association TISS regroupe au sein d'un Système Productif Local une quinzaine de petites entreprises pour mutualiser les ressources, échanger, exporter leurs produits et tenter de répondre aux défis de la mondialisation.

(*) méthode qui vise à réduire le coût général des achats, en automatisant les processus concernés

Répartition des effectifs salariés dans l'industrie textile, habillement, cuir

Sous secteurs	Effectifs	Répartition en % des salariés	
		Languedoc-Roussillon	France
Industrie de l'habillement et des fourrures	1 290	47,0	33,8
Industrie du cuir et de la chaussure	360	13,1	17,8
Filature et tissage	140	5,1	18,2
Fabrication de produits textiles	480	17,4	23,7
Fabrication d'étoffe et de produits en maille	480	17,4	6,5
Textile Habillement Cuir	2 745	100	100

Source : INSEE - CLAP 2005

Textile, habillement, cuir



Répartition des établissements et des salariés dans l'industrie textile, habillement, cuir

Tranches d'effectifs	Répartition des établissements			Répartition des salariés		
	Nombre	Part dans le secteur en %	Part dans l'industrie en %	Nombre	Part dans le secteur en %	Part dans l'industrie en %
0 à 9 salariés	440	90,5	90	390	14,2	23,3
10 à 49 salariés	36	7,4	8	710	25,8	31,6
50 à 249 salariés	8	1,6	1	730	26,5	24,8
250 à 499 salariés	1	0,2		410	14,9	8,2
500 salariés et plus	1	0,2	0	510	18,6	12,2
Ensemble	486	100	100	2745	100	100

Source : INSEE - CLAP 2005



Bois, papier, carton

Les secteurs du bois, du papier et du carton emploient 3200 salariés en 2005 en Languedoc-Roussillon. L'emploi y est globalement en recul depuis 1990 (- 12 %) mais de manière moins prononcée qu'au niveau national (- 25 %), avec des fluctuations marquées relativement cycliques. C'est toutefois un secteur qui présente des potentialités au niveau régional.

Un secteur localisé sur les départements forestiers

La forêt en Languedoc-Roussillon couvre plus du tiers du territoire (près d'un million d'hectares) avec deux départements fortement boisés, la Lozère et le Gard dont le taux de couverture est de 45 %. Les trois autres départements ont des taux de boisement supérieurs à la moyenne nationale proche de 30 %. Même si cette forêt reste morcelée et difficile à exploiter, avec une productivité faible liée à la présence importante de taillis, le bois constitue une ressource régionale notable. Elle draine une activité importante dans l'ensemble des départements, notamment en Lozère et dans l'Aude, qui concentrent la majorité du bois d'œuvre.

Tous les métiers de la filière bois industrielle sont représentés en région Languedoc-Roussillon. On y distingue les activités amont de la première transformation (sciage, panneaux et pâtes) et les activités aval de la seconde transformation (papier et carton, emballage, industries du bois construction), jusqu'au secteur bois du bâtiment. La fabrication de meubles est également présente en région.

Les utilisations de bois d'œuvre reculent, sauf dans le bâtiment

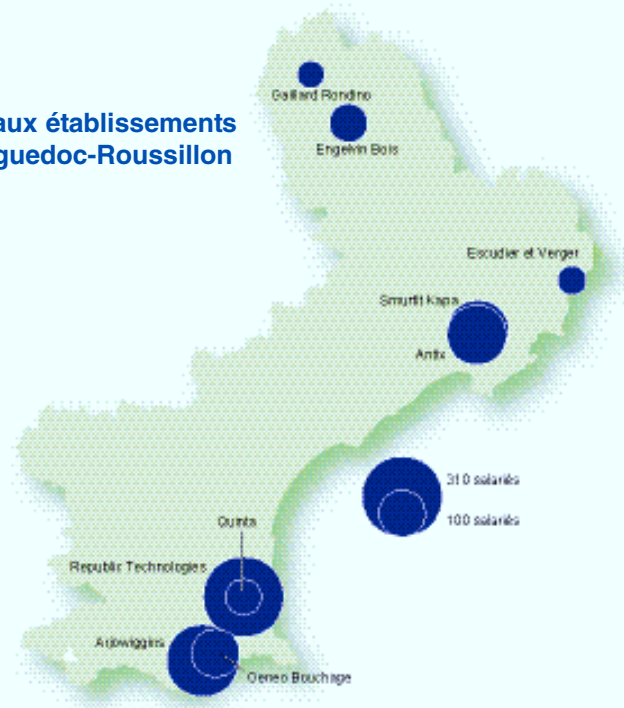
Le bois d'œuvre correspond aux qualités utilisées dans le secteur de la construction (charpente, bois de sciage...), la fabrication de palettes, les emballages, les caisseries et la fabrication des meubles. Le bois d'œuvre représente plus de la moitié du bois collecté en région (900 000 m³ de bois en 2005), soit un peu moins de 2,5 % de la production nationale avec la 14^{ème} place au niveau des régions. Pour 70 %, la récolte provient de la Lozère et de l'Aude.

La filière bois d'œuvre a investi ces dix dernières années dans des outils de production automatisés, mais ses investissements restent limités compte tenu de la taille des structures et de leurs capacités financières.



Dans le domaine de la **première transformation**, le nombre d'entreprises industrielles et l'emploi ne cessent de chuter. Les marges des entreprises décroissent en raison du prix du bois scié qui n'a pas augmenté ces dix dernières années. De plus, le coût du transport augmente tout comme le prix d'achat du bois sur pied, du fait de la concurrence du secteur bois-énergie. Les entreprises tendent à se regrouper car plus de la moitié des scieries de la région sont des petites unités de moins de 20 personnes réalisant moins de 2000 m³ de sciages par an. Les dix pre-

Principaux établissements en Languedoc-Roussillon



Source: INSEE - Sirene

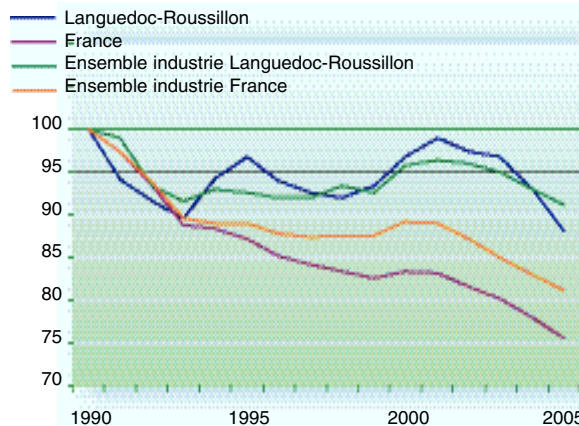
© IGN 2008

Bois, papier, carton



Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie du bois, papier, carton

Unité : indice base 100 en 1990



Source : INSEE - CLAP

mières scieries fournissent près de la moitié de la production totale en produisant individuellement plus de 10 000 m³ par an.

Dans la **deuxième transformation**, des mutations économiques s'amorcent essentiellement dans les secteurs traditionnels tels que l'ameublement qui souffrent de la concurrence mondiale. Le secteur du traitement des bois, important en région, est dynamisé par les exportations vers les pays méditerranéens dont l'Espagne dans le domaine des piquets d'agriculture. Il est cependant affaibli par la diminution des commandes publiques de poteaux.

Les entreprises du secteur de l'**emballage bois**, souvent de petite taille, sont principalement situées en Lozère, dans le Gard et les Pyrénées-Orientales. La fabrication d'éléments de palettes, caisses, cagettes, résiste relativement bien dans un contexte concurrentiel tendu mais souffre du manque de bois scié disponible sur le marché. Une partie de la production est destinée à l'export, notamment vers l'Espagne et l'Italie. La production de bouchons en liège, longtemps spécifique des Pyrénées-Orientales, est en retrait et laisse progressivement la place aux bou-

chons synthétiques. OENEO BOUCHAGE, à Céret dans les Pyrénées-Orientales reste le n° 2 mondial.

L'activité **bois-construction** bénéficie du dynamisme du bâtiment en région et de l'engouement pour ce matériau écologique. Cependant, la filière accuse un certain retard par rapport aux autres régions, en terme de capacité, de qualité, de diversité. Des actions de la profession visent à promouvoir et à structurer ce secteur notamment au travers de la formation ou par la mise en place d'une charte régionale "bois-construction environnement". La construction de charpentes est relativement présente en Lozère ainsi que la construction de chalets dans le Gard.

Dans la filière **bois d'œuvre tropicaux**, le port de Sète s'impose avec un transit de 130 000 tonnes de produits forestiers

importés depuis l'Afrique, les Amériques ou l'Asie; les deux tiers se présentent sous forme de grumes et le reste sous forme de bois. Le site concentre importateurs, scieries, négociants en import-export structurés en PME/PMI ou appartenant à des groupes internationaux du bois tels que DLH ou WIJMA.

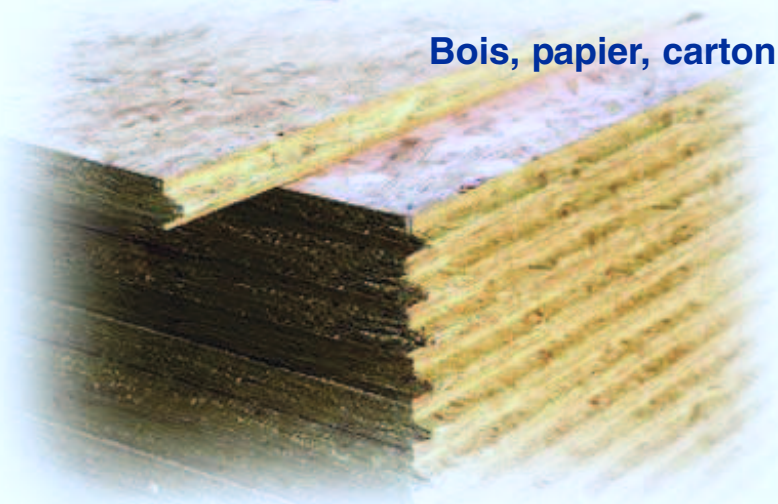
Le bois énergie en pleine croissance

Le bois énergie est en pleine expansion, impulsé par la flambée des prix des énergies fossiles et par les réductions d'impôts sur les équipements des particuliers. Les fabricants de combustibles à partir des produits connexes de l'industrie du bois ou à partir de plaquettes forestières se multiplient également comme le fabricant de granulés COGRA 48 à Mende qui a créé une deuxième

Répartition des effectifs salariés des industries bois, papier, carton

Sous secteurs	Effectifs	Répartition en % des salariés	
		Languedoc-Roussillon	France
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	1 660	52,0	48,0
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	590	18,5	16,1
Fabrication d'articles en papier et en carton	940	29,5	35,9
Industrie du bois et du papier	3 190	100	100

Source : INSEE - CLAP 2005 (hors ameublement)



unité en Haute-Loire en 2006. Le développement des producteurs industriels d'énergie se dessine ainsi avec par exemple la mise en place d'une unité de co-génération de 45 MW à Mende par la SAS BIO ENERGIE LOZÈRE.

Les filières du bois de trituration dans un contexte mondial tendu

Plus du tiers du bois collecté en région est utilisé comme bois de trituration ou bois d'industrie (fabrication de panneaux, papier, carton...) dans quelques entreprises locales mais surtout dans les territoires limitrophes, principalement dans les Bouches du Rhône, le Tarn et dans les Hautes-Pyrénées.

Les fabricants de panneaux ou d'objets à partir de bois triturés sont peu présents en région. Seule l'entreprise ENGELVIN BOIS MOULE à Mende, dont l'activité a redémarré dans une usine neuve fin 2006, est de taille significative.

Les filières du papier et du carton, autres utilisatrices du bois trituré, constituent les plus gros employeurs régionaux de la filière bois-carton-papier. Deux établissements dans les Pyrénées-Orientales appartiennent à

des groupes internationaux et leur activité est diversifiée : fabrication de papier à usage médical pour ARJO WIGGINS à Amélie-Les-Bains, fabrication de papier à cigarette à rouler par l'établissement leader sur le marché national et numéro deux mondial, REPUBLIC TECHNOLOGIES à Perpignan.

Les entreprises de l'emballage utilisent le carton ondulé issu des bobines de papier kraft pour façonner les boîtes, caisses tous formats avec des procédés technologiques sophistiqués. Le leader mondial, SMURFIT KAPA, a fermé récemment une unité sur les deux qu'il possédait dans le Gard. Pour répondre aux lois du marché, la stratégie du leader comme celle des petites entreprises régionales passe par la réduction des coûts de production tout en suivant les réglementations européennes, notamment sur le recyclage du papier carton. Les stratégies sont différenciées selon les modes d'organisation choisis mais

toutes les entreprises doivent innover, par la technologie, le marketing, les services ou le design. Les entreprises régionales se sont regroupées au sein de l'association MIDI PACK qui les fédère dans le réseau national de FRANCE EMBALLAGE. D'autre part le laboratoire national d'essais (LNE SUD) basé à Nîmes assure une expertise régionale dans le domaine.

Le secteur papier-carton est dynamique en Languedoc-Roussillon mais la rentabilité est faible en raison notamment de l'augmentation du coût de la matière première et des transports, qui pèse sur ces établissements. Le maintien des entreprises régionales nécessite la mise en place d'une maîtrise complète de ces coûts, à l'image d'ARJO WIGGINS qui a recours à la géothermie dans le cadre d'un projet d'économies d'énergie.

Répartition des établissements et des salariés des industries bois, papier, carton

Tranches d'effectifs	Répartition des établissements			Répartition des salariés		
	Nombre	Part dans le secteur en %	Part dans l'industrie en %	Nombre	Part dans le secteur en %	Part dans l'industrie en %
0 à 9 salariés	395	84,8	90,0	650	20,4	23,3
10 à 49 salariés	65	13,9	8,0	1 430	44,8	31,6
50 à 249 salariés	5	1,1	1,0	810	25,4	24,8
50 à 499 salariés	1	0,2	-	300	9,4	8,2
500 salariés et plus	-	-	-	-	-	12,2
Ensemble	466	100	100	3 186	100	100

Source : INSEE - CLAP 2005

Construction de matériels de transport



En Languedoc-Roussillon, les entreprises industrielles liées à la production de moyens de transport sont très diverses. Si le secteur a globalement augmenté ses effectifs depuis 15 ans, contrairement à l'évolution nationale, il reste de petite taille avec 2 000 salariés. Les nouvelles productions navales de plaisance ou celles de l'habitat de loisir ont dopé l'activité.

Le secteur de la **construction navale**, en Languedoc-Roussillon, est fortement lié au tourisme. Les activités nautiques engendrent une fabrication, mais aussi une maintenance de proximité. La fabrication s'oriente principalement sur la navigation de plaisance avec une quinzaine d'entreprises et près de 500 salariés. Le plus grand chantier CATANA dans les Pyrénées-Orientales, filiale du groupe rochelais PONCIN, produit des catamarans à voile et à moteur de moyenne gamme et alimente une quinzaine de sous-traitants locaux. La fabrication de bateaux de pêche se raréfie en raison de la politique des quotas européens sur la pêche au profit du nautisme de plaisance.

Dans les Pyrénées-Orientales, le Pôle Nautique de Canet-en-Roussillon espère voir enfin ses récents aménagements portuaires attirer des chantiers internationaux prestigieux, comme HANSE et MONACO MARINE, en particulier pour des opérations d'équipement, de mise à l'eau et de maintenance.

Le secteur de l'**aéronautique** ne comprend pas de site de production en région. Cependant, plusieurs sous-traitants de la mécanique travaillent pour l'aéronautique, notamment

pour EUROCOPTER et LATECOERE; atypique du secteur, la société MINILAMPE dans l'Aude fabrique des lampes spéciales pour les flottes aériennes civiles du monde entier et l'aviation militaire.

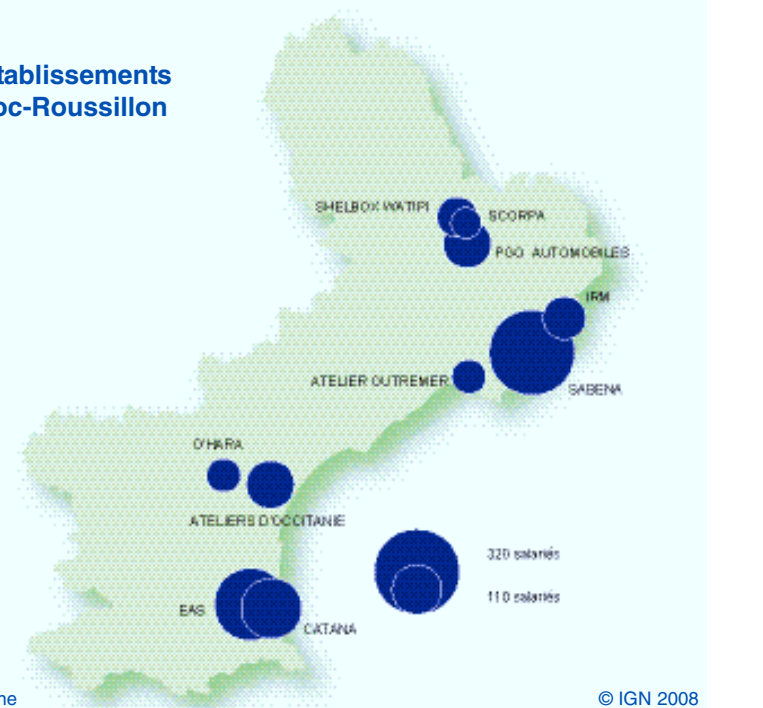
En revanche, les activités de **maintenance aéronautique** se sont développées près des aéroports, notamment avec EAS INDUSTRIES à Perpignan, filiale du groupe COHEN et SABENA TECHNICS FNI, filiale de la compagnie aérienne belge SABENA. Cette dernière est spécialisée dans les visites d'avions commerciaux et la maintenance hivernale des avions Canadair.

Le **secteur ferroviaire** est peu présent dans la région. Trois sociétés seulement sont implantées dans l'Hérault et l'Aude, elles sont spécialisées dans la

réparation de wagons. Parmi celles-ci, les ATELIERS D'OCCITANIE conçoivent et fabriquent aussi quelques wagons spéciaux. Mais la politique SNCF priviliégiant l'acheminement de trains entiers va obliger ces entreprises à recourir à des opérateurs privés et/ou à s'équiper de motrices pour rester compétitives.

Dans l'**automobile**, l'unique constructeur en marque propre de voitures de tourisme, PGO AUTOMOBILES dans le Gard, a su trouver un créneau porteur avec la fabrication de roadsters de type haut de gamme. La filière automobile est cependant présente par le biais de fournisseurs mécaniciens ou électriciens comme SNR CEVENNES dans le Gard, racheté par le japonais NTN, qui

Principaux établissements en Languedoc-Roussillon

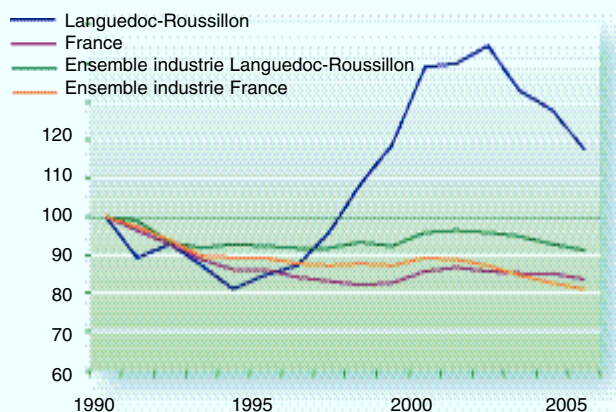


Source : INSEE - Sirene

© IGN 2008

Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie de la construction de matériels de transport

Unité : indice base 100 en 1990



Source : INSEE - CLAP



fabrique des roulements ou CROUZET dans le Gard qui réalise des petites motorisations pour RENAULT ou PEUGEOT-CITROËN. De même, le plasturgiste SASPLAS dans les Pyrénées-Orientales, filiale du groupe Tn'B, injecte des éléments d'éclairage auto-moto. Le centre d'essais de véhicules pour les constructeurs CERM dans l'Aude, récemment racheté par le groupe allemand DEKRA, peut aussi constituer une ressource importante pour l'activité.

Dans les **motocycles**, le Gard est devenu le premier département producteur de motocycles en France grâce au développement de quelques sociétés comme SCORPA, ARIETE PRODUCTION et SHERCO. SCORPA a ainsi intégré «le top 5» des constructeurs mondiaux

pour la fabrication de motos trial, de quads et de motos électriques avec un objectif de 5000 véhicules/an. L'activité " sports mécaniques " est en pleine expansion dans le Gard avec plusieurs entreprises qui constituent un système productif localisé à Alès.

Dans le domaine de la **carrosserie automobile**, en dehors de l'entreprise NARBONNE ACCESSOIRES qui aménage les véhicules en camping-cars et détient le premier réseau national d'équipements et vente de camping-cars, l'activité se restreint à la fabrication de bennes basculantes pour le Bâtiment - Travaux publics (BTP) ou à l'aménagement de véhicules frigorifi-

Le Languedoc Roussillon, second producteur français de mobil'homes

Depuis une dizaine d'années, l'activité de construction de mobil'homes a pris une ampleur significative dans la région. Elle est liée au tourisme balnéaire et de plein air, les campings devant répondre à une demande croissante de confort et réserver des emplacements équipés de plus en plus nombreux à leurs clients. D'autre part, le coût du transport incite les constructeurs à rapprocher leurs sites de fabrication des lieux d'implantation et des grandes voies de transport autoroutières. Avec environ 300 salariés, le Languedoc-Roussillon est la deuxième région productrice de ce type d'habitations, derrière la région Pays de Loire. Le premier

Répartition des effectifs salariés dans l'industrie de la construction de matériels de transport

Sous secteurs	Effectifs	Répartition en % des salariés	
		Languedoc-Roussillon	France
Fabrication d'automobiles, mobil'homes	720	35,3	44,2
Fabrication d'équipements automobiles	80	3,9	22,1
Construction navale	460	22,5	7,9
Construction de matériel ferroviaire roulant	150	7,4	2,7
Construction et maintenance aéronautique et spatiale	520	25,4	21,7
Fabrication de cycles, motocycles et de matériels de transport	110	5,2	1,5
Matériels de transport	2040	100	100

Source : INSEE - CLAP 2005

Construction de matériels de transport

constructeur français, le groupe BENE-TEAU, dont le siège est en Vendée, détient deux établissements en région : IRM dans le Gard et O'HARA dans l'Aude. Cette double implantation permet au groupe d'alimenter sa clientèle du sud de la France et d'Espagne. Deux autres constructeurs sont présents notamment dans le Gard : l'italien SHEL-BOX qui a récemment racheté WATIPI, et CEVENHOME.



**Répartition des établissements et des salariés
dans l'industrie de la construction de matériels de transport**

Tranches d'effectifs	Répartition des établissements			Répartition des salariés		
	Nombre	Part dans le secteur en %	Part dans l'industrie en %	Nombre	Part dans le secteur en %	Part dans l'industrie en %
0 à 9 salariés	271	87,7	90	420	20,4	23,3
10 à 49 salariés	29	9,4	8	600	29,6	31,6
50 à 249 salariés	8	2,6	1	710	34,6	24,8
250 à 499 salariés	1	0,3	1	310	15,4	8,2
500 salariés et plus	-	0,0	0	-	0,0	12,2
Ensemble	309	100	100	2040	100	100

Source : INSEE - CLAP 2005

Énergie, carburants et eau

Le secteur Énergie, Carburants et Eau est par nature capitalistique avec un fort taux de valeur ajoutée et d'investissement. La majorité des établissements en Languedoc-Roussillon sont des filiales de groupes nationaux ou internationaux avec des centres de décision extérieurs à la région. L'emploi régional est de 9000 salariés en 2005 dont près de 3000 dans l'activité nucléaire. Il a baissé de 14 % depuis 1995, évolution identique à la moyenne nationale. La diminution des emplois se ralentit toutefois depuis le début des années 2000 en raison du dynamisme du secteur de la production de combustibles et de carburants.

Une région fortement dépendante au plan énergétique

La région représente 3 % de la consommation nationale d'énergie alors qu'elle contribue pour moins de 1 % à la production nationale. Un tiers de la production est d'origine hydroélectrique et un autre tiers d'origine biomasse sous forme thermique, essentiellement produite par les particuliers. Le panel énergétique de la région est diversifié et les énergies nouvelles sont en croissance.

La région ne produit plus de combustibles d'origine fossile

Au début des années 2000, l'activité minière a définitivement cessé; charbon à Alès et Graissessac, uranium à Lodève et en Lozère.

La région ne dispose plus de raffinerie de pétrole depuis 1985, et seuls les dépôts de Port la Nouvelle dans l'Aude,

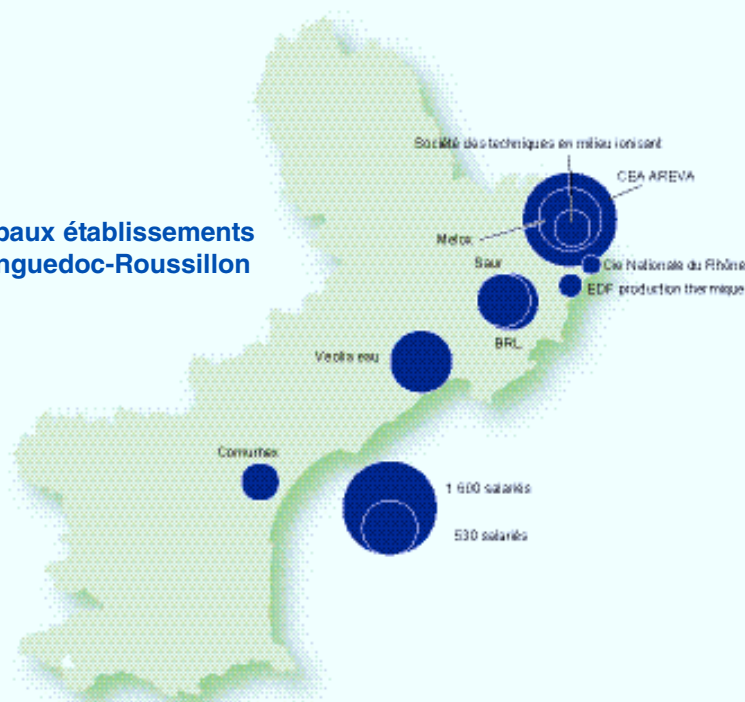
Sète et Frontignan dans l'Hérault subsistent. Ce dernier est le plus important avec une capacité de stockage de 900 000 m³. Les produits raffinés importés ou cabotés depuis Fos dans les Bouches-du-Rhône sont déchargés à Port la Nouvelle ou à Sète. Le trafic du port de Sète a fortement baissé, et depuis l'arrêt de la raffinerie, il représente 1,1 million de tonnes (Mt) de produits raffinés auxquelles s'ajoutent 350 000 tonnes de charbon et 285 000 tonnes de coke de pétrole. Port la Nouvelle reçoit près de 1,5 Mt de produits pétroliers raffinés et de gaz. Les dépôts alimentent le Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées et l'Auvergne.

La production de combustibles d'origine non fossile se développe en région avec la production d'agrocarburants à partir de tourteaux de Colza à Sète. Les installations du groupe SAIPOL, ouvertes mi-2006, ont produit l'équivalent de 1 318 GWh^(*) sous forme de Diester. Ce biocarburant est transporté par navire jusqu'à Fos dans les Bouches-du-Rhône, où il est incorporé au gazole dans les raffineries et les dépôts pétroliers.

Le réseau de transport de gaz présente la particularité d'être partagé

(*) GWh: un milliard de watts-heure, représente une quantité d'énergie

Principaux établissements en Languedoc-Roussillon



Source : Insee - répertoire sirene actualisé Drire

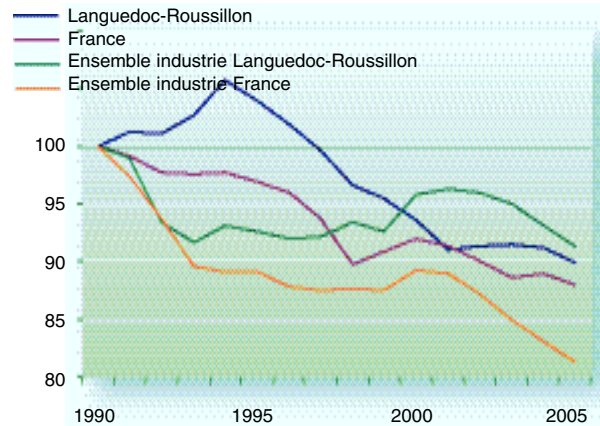
© IGN 2008

Énergie, carburants et eau



Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie de l'énergie, carburants et eau

Unité : indice base 100 en 1990



Source : INSEE - CLAP

entre deux grands opérateurs, GRT GAZ d'une part pour les départements du Gard et de l'Hérault et TIGF (Total Infrastructures Gaz) pour l'Aude et les Pyrénées Orientales. Le réseau représente près de 700 km de canalisations de transport et 150 postes sur la zone de desserte. L'artère du Midi constituée principalement d'une canalisation de 800 mm de diamètre et de 375 km de longueur constitue la colonne vertébrale du réseau et assure un bouclage national en reliant la vallée du Rhône et la zone de production de Lacq dans les Pyrénées Atlantiques. 80 % de la population bénéficie actuellement d'une desserte en gaz naturel.

La production d'électricité est d'environ 4350 GWh dont 57 % provient de l'hydroélectricité avec une puissance totale installée de l'ordre de 700 MW (**), classant ainsi la région en cinquième position nationale pour la production d'hydroélectricité. Mais cette valeur peut varier sensiblement en fonction de la pluviométrie. Les barrages et usines de production hydro-électriques sont

situés en Lozère, dans l'Hérault et dans les Pyrénées-Orientales pour les hautes chutes et dans le Gard pour les basses chutes du Rhône, essentiellement exploitées par la COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE (300 MW installés). EDF exploite 17 centrales hydrauliques, soit une puissance installée de 364 MW. Les petits producteurs autonomes représentent 7 % de la puissance installée.

La production d'électricité d'origine thermique est d'environ 805 GWh. La centrale EDF d'Aramon dans le Gard y contribue à hauteur de 47 % (375 GWh). Cependant, cette centrale fonctionnant au fuel lourd n'est sollicitée qu'en cas de pointe de consommation. La remise en service de l'unité de production N° 1 (700 MW) programmée pour l'hiver 2008, permettra de retrou-

ver la capacité de production initiale (1400 MW). La production issue d'unités de co-génération (***) représente 30 % de l'électricité d'origine thermique. La co-génération gaz en représente 98 % et le fuel 2 %. Enfin, les usines d'incinération d'ordures ménagères ont contribué à cette production à hauteur de 23 % (187 GWh).

La filière nucléaire emploie 3000 personnes en Languedoc-Roussillon, essentiellement au sein d'EDF, du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) et d'AREVA, principalement sur le site de Marcoule (30). Le surgénérateur Phénix est le seul réacteur nucléaire de la région. Sa vocation est à la fois de fournir de l'électricité et de procéder à l'étude de la transmutation des déchets radioactifs à vie longue.

Répartition des effectifs salariés des industries de l'énergie, carburants et eau

Sous secteurs	Effectifs	Répartition en % des salariés	
		Languedoc-Roussillon	France
Industrie nucléaire	2 910	32,6	4,9
Production et distribution d'électricité de gaz et de chaleur	3 930	44,0	71,8
Captage, traitement et distribution d'eau	2 090	23,4	23,1
Energie	8 930	100	100

Source : INSEE - CLAP 2005

(**) MW : un million de watts représente une puissance, quantité d'énergie produite par unité de temps

(***) La co-génération consiste à produire en même temps et dans la même installation de l'énergie thermique (vapeur) et de l'énergie mécanique utilisée pour produire de l'électricité.



La biomasse se développe notamment sous forme de cogénération électricité-chaaleur. Ainsi, l'entreprise BIO ENERGIE LOZERE devrait produire 51 GWh fin 2008 à Mende à partir de plaquettes forestières.

Le développement du **solaire thermique et du photovoltaïque**, dont le potentiel est important en région compte tenu de son ensoleillement, s'accélère depuis l'adoption du Programme d'Orientation de la Politique Énergétique (Loi POPE du 13 juillet 2005). Contrairement aux autres énergies renouvelables, peu d'industriels sont présents dans la production d'énergie solaire. Ils sont toutefois de plus en plus nombreux notamment au stade de la conception, de l'installation, de la maintenance avec une structure permettant le développement de la filière autour de l'innovation, le pôle de compétitivité DERBI (Développement des Énergies Renouvelables dans le Bâtiment et l'Industrie).

Dans le domaine de l'**énergie éolienne**, avec 258 MW de puissance installée fin 2007, la région conserve une place de premier plan au niveau national. Malgré la mise en place des Zones de Développement de l'Éolien introduites par la loi POPE, son essor est confronté à des difficultés, notamment environnementales. En effet, la puissance correspondante à l'ensemble des permis délivrés étaient de 581 MW fin 2007. Les parcs les plus importants sont exploités par des filiales de groupe telles que LA COMPAGNIE DU VENT, SIIF ENERGIES (EDF), VSB ENERGIES NOUVELLES, VALECO, EOLE RES, essentiellement dans l'Aude (plus de 50 % du parc) et l'Hérault (environ 30 % du parc).

L'eau, un élément essentiel pour l'industrie régionale

L'eau était naguère une commodité servant à la production d'énergie, au transport de matières premières, à certains processus industriels, au refroidissement des installations industrielles, etc.

Aujourd'hui avec la raréfaction de cette ressource, l'eau est devenue le cœur de métier de nombreuses entreprises régionales. La constitution d'un pôle d'excellence en région dans les domaines de la gestion concertée de la ressource en eau et de l'exploitation des aquifères complexes s'est traduite en 2007 par une demande de labellisation " pôle de compétitivité ". La région dispose, en effet, d'un potentiel de recherche et développement (R&D) publique et d'enseignement supérieur dédié à l'eau unique au plan national avec plus d'un millier de chercheurs et de docteurs. Elle dispose également d'un tissu

industriel dans le secteur de l'eau composé de très petites entreprises (TPE) et moyennes entreprises (PME) mais aussi de grands groupes industriels tels que VEOLIA EAU, BRL ou SCHLUMBERGER WATER SERVICES rassemblés au sein de l'association régionale SWELIA (37 entreprises, 3 700 personnes, 500 millions d'euros de chiffre d'affaires).

Le groupe BRL conçoit et exploite des ouvrages hydrauliques en tant que concessionnaire, pour l'acheminement et la gestion de la ressource eau. Au cours des 50 dernières années, BRL a sécurisé l'alimentation en eau potable de la plupart des grandes agglomérations et stations balnéaires du Languedoc-Roussillon (plus de 700 000 personnes) et a participé à l'irrigation de plus de 130 000 hectares. Son actionariat est majoritairement détenu par les collectivités locales.

Répartition des établissements et des salariés des industries de l'énergie, carburants et eau

Tranches d'effectifs	Répartition des établissements			Répartition des salariés		
	Nombre	Part dans le secteur en %	Part dans l'industrie en %	Nombre	Part dans le secteur en %	Part dans l'industrie en %
0 à 9 salariés	654	83	90	620	7,0	23,3
10 à 49 salariés	96	12,2	8	2 070	23,2	31,6
50 à 249 salariés	34	4,3	1	3 400	38,1	24,8
250 à 499 salariés	2	0	0	540	6,0	8,2
500 salariés et plus	2	0	0	2 300	25,7	12,2
Ensemble	788	100	99	8 930	100	100

Source : INSEE - CLAP 2005

La maîtrise de la consommation s'impose

Au rythme actuel, les besoins supplémentaires en eau potable dus à l'augmentation de la population pourraient entraîner une hausse de 20 % de la consommation actuelle en région qui s'élève à 300 millions de m³ par an. Le Conseil régional et les cinq Conseils généraux du Languedoc-Roussillon ont lancé la démarche prospective Aqua 2020. Les objectifs sont de garantir l'accès à une ressource en eau suffisante pour tous et de préserver la qualité des milieux aquatiques. Cette démarche vise à encourager les comportements économes en eau, à réduire les fuites sur les réseaux existants à réaliser de nouveaux équipements pour sécuriser les ressources.





Les produits minéraux

Les secteurs de l'extraction et de la fabrication de matériaux emploient plus de 6 300 salariés en Languedoc-Roussillon, soit 9 % des effectifs salariés de l'industrie régionale. L'emploi dans ce secteur est en recul certain dans la région depuis 1990 (- 13 %), mais de manière moins prononcée qu'au niveau national (- 25 %). La dynamique du secteur de la construction en Languedoc-Roussillon, liée à la forte croissance démographique et aux besoins d'infrastructures nouvelles, a permis à ce secteur de mieux résister en termes d'emplois et d'accroître sa production.

L'exploitation des produits minéraux engendre des activités industrielles comme celles de la fabrication de briques et tuiles, ciment et chaux, béton, verre, céramiques ainsi que toutes les activités liées à la construction de bâtiments et d'infrastructures routières. Elle génère aussi des activités artisanales comme la taille de la pierre ornementale, la poterie, ou la fabrication de sables spéciaux pour enduits.

Un secteur déterminé par la géologie régionale

La richesse géologique de la région Languedoc-Roussillon lui permet de disposer d'une grande diversité de substances minérales réparties sur l'ensemble de son territoire. Granulats d'origine alluvionnaire, calcaire, quartzites, granites, basalte, pouzzolane, schistes, sables siliceux, dolomie, feldspaths, argiles, marbres, gypse, sont autant de ressources qui confèrent aux industries d'exploitation des matériaux de carrières un rôle clé dans l'économie

régionale. La production régionale de substances minérales a atteint 28 millions de tonnes en 2006, soit une progression de 20 % en 10 ans. Les granulats représentent 80 % de cette production avec 21,8 millions de tonnes produites en 2006.

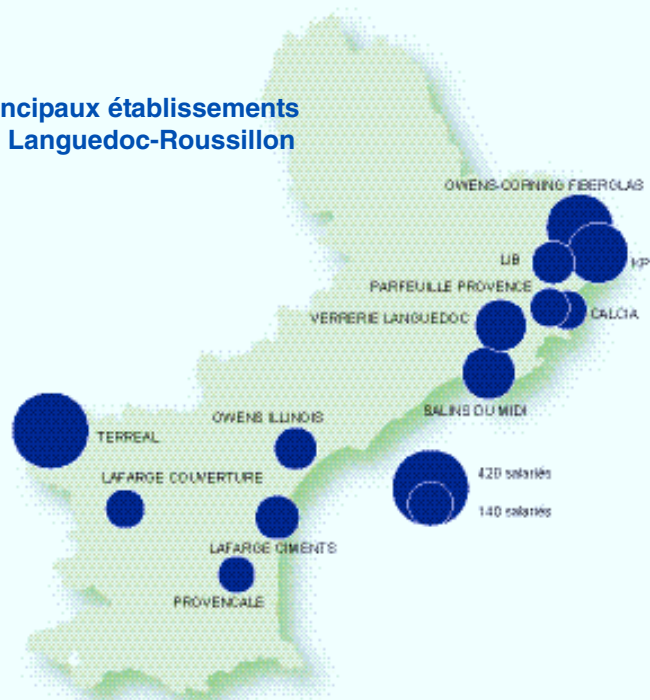
Une production liée à la croissance démographique

Les granulats proviennent en grande majorité de l'exploitation de gisements de roches massives et de moins en moins d'extraction d'alluvions. L'industrie régionale des granulats se caractérise par un tissu industriel

concentré près des grandes zones consommatrices, à forte population. Elle compte une centaine d'entreprises (pour environ 150 sites d'extraction), de tailles très diverses, et répond majoritairement aux besoins du secteur du BTP.

Les granulats comme les calcaires et les argiles participent à la fabrication du ciment. La fabrication de ciment, de béton et d'éléments de construction en béton (pour beaucoup les parpaings) regroupe près du quart des emplois du secteur, dont la croissance est liée au dynamisme de la construction en région.

Principaux établissements en Languedoc-Roussillon

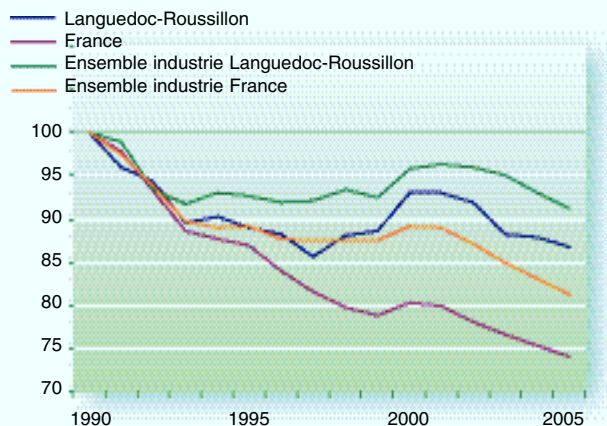


Source : Insee - répertoire sirene actualisé Drire

Les produits minéraux

Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie des produits minéraux

Unité : indice base 100 en 1990

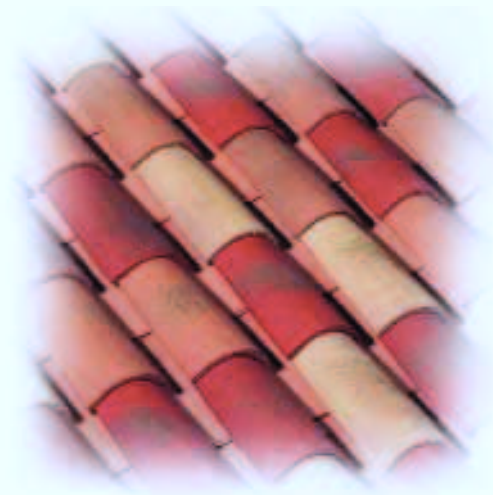


Source : INSEE - CLAP

La croissance de la production régionale de ciment est régulière et dépasse, en 2007, 1,5 million de tonnes. Deux cimenteries sont implantées en Languedoc-Roussillon : LAFARGE à Port-la-Nouvelle dans l'Aude et ITALCIMENTI CALCIA à Beaucaire dans le Gard. Le groupe LAFARGE dispose en plus d'un centre de broyage de clinker(*) à Frontignan dans l'Hérault qui est en cours de transfert sur le port de Sète. Il sera alimenté en clinker à partir d'un approvisionnement par mer depuis Port la Nouvelle. Un deuxième centre de broyage avec du clinker importé pourrait voir le jour à Sète.

Si la production de ciment occupe environ 250 personnes, la production de béton ou d'éléments en béton regroupe plus de 1 500 salariés. Les établissements sont généralement de taille plus réduite sauf pour quelques-uns comme l'entreprise KP1 dans le Gard et l'Hérault. Ils font partie de groupes régionaux sinon internationaux qui détiennent les deux tiers des effectifs du secteur. La fabrication est proche des lieux de consommation en raison de la nature pondéreuse de la production et du coût du transport.

(*) Le clinker est le mélange de base de tout ciment. Il est composé de calcaire et d'argile que l'on chauffe à 1 450 °C avant de le refroidir brutalement



La fabrication de briques et de tuiles occupe une place privilégiée en région. Les entreprises TERREAL et LAFARGE COUVERTURE emploient ainsi près de 600 salariés dans l'Aude où elles ont installé leurs unités de production de tuiles à proximité de leurs carrières d'argiles. Dans la production de carreaux en céramique, un seul établissement est implanté dans la région, l'entreprise PAREFEUILLE PROVENCE qui s'approvisionne auprès de sa carrière de Fournès dans le Gard.

La production de pierres ornementales et de pierres de taille a été de 24 000 tonnes environ en 2006 pour 60 entreprises sur l'ensemble de la filière. Le Languedoc-Roussillon est la première région française productrice de pierres de taille calcaire et de marbres. Associées au patrimoine de la région depuis des millénaires, les pierres dites

ornementales, comme celles du Pont du Gard, ont des utilisations variées : restauration de monuments historiques, revêtement de places publiques (dalles, pavés...) décoration intérieure (salle de bain, cheminées...) et monuments funéraires. Depuis quelques années, certaines pierres de taille réapparaissent également dans la construction immobilière.

Une production également tournée vers les entreprises industrielles

Certains composants essentiels pour l'industrie sont fabriqués à partir de matériaux comme la dolomie et le calcaire. Ces charges minérales sont utilisées dans l'élaboration des plastiques, enduits, caoutchoucs, papiers, peintures... Les matériaux exploités en Languedoc-Roussillon sont destinés au marché régional mais aussi aux marchés national et international.

Répartition des effectifs salariés des industries des produits minéraux par sous-secteur

Sous secteurs	Effectifs	Répartition en % des salariés	
		Languedoc-Roussillon	France
Extraction de minerais métalliques	60	1,0	0,4
Extraction de produits de carrières et minéraux divers	1 570	25,1	17
Fabrication de verre et d'articles en verre	1 080	17,3	28,4
Fabrication de produits en céramique et de matériaux de construction	3 550	56,7	54,2
Total Industrie des produits minéraux	6 260	100	100

Source : INSEE - CLAP 2005

La production totale est de l'ordre de 760 000 tonnes en 2006. Elle est principalement assurée par les sociétés OMYA (Pyrénées-Orientales et Gard), YMERIS (Aude), LA PROVENÇALE (Pyrénées-Orientales et Gard), CARMEUSE (Gard) et SAMIN en Lozère.

Première région française productrice de feldspaths avec 60 % de la production nationale, le Languedoc-Roussillon fournit des verreries comme VDL (Gard) et OWENS (Hérault) et des fabriques de céramiques comme PAREFEUILLE PROVENCE (Gard).

Les sables industriels sont utilisés dans le Gard en verreries, mais aussi par l'industrie métallurgique (fonderie) et les fabricants d'enduits. Les quartzites ou grès siliceux exploités principalement par la société FERROPEM contribuent à la fabrication des ferro-siliciums de haute pureté destinés à la sidérurgie. L'argile est, quant à elle, utilisée dans la production de poteries, principalement sur les secteurs d'Anduze et d'Uzès.

Vers une meilleure intégration dans l'environnement

L'activité extractive est consommatrice d'espaces et induit des nuisances (aspect visuel, bruit, poussière, trafic de véhicules...). S'insérant dans une logique de développement durable, le renforcement de la réglementation permet de mieux encadrer cette activité notam-

ment au niveau des obligations en matière de protection de l'environnement et des personnes. Les schémas départementaux des carrières instaurés depuis de nombreuses années permettent désormais de mieux assurer l'approvisionnement de l'industrie tout en préservant le patrimoine. Ils s'inscrivent dans cette démarche.

Répartition des établissements et des salariés de l'industrie des produits minéraux

Tranches d'effectifs	Répartition des établissements			Répartition des salariés		
	Nombre	Part dans le secteur en %	Part dans l'industrie en %	Nombre	Part dans le secteur en %	Part dans l'industrie en %
0 à 9 salariés	802	84,6	90	1 280	20,4	23,3
10 à 49 salariés	126	13,3	8	2 420	38,7	31,6
50 à 249 salariés	18	1,9	1	1 800	28,7	24,8
250 à 499 salariés	1	0,1	0	260	4,2	8,2
500 salariés et plus	1	0,1	0	500	8,1	12,2
Ensemble	948	100	100	6 260	100	100

Source: INSEE - CLAP 2005



Aude : une industrie agroalimentaire diversifiée

La troisième industrie de la région

Peuplé de 339 500 habitants au 1^{er} janvier 2006, le département de l'Aude, avec une superficie de 6 140 km², a une densité de 54 habitants au km² bien inférieure à la moyenne régionale (92 hab./km²). Le département est en expansion démographique grâce aux migrations. En effet, le solde naturel est négatif et le nombre des décès est supérieur à celui des naissances depuis plus de trente ans. De plus, ce déficit s'aggraverait encore dans les années à venir, en raison du vieillissement de la population. Toutefois, l'excédent migratoire compense largement la faiblesse du solde naturel et garantit un taux de croissance démographique supérieur à la moyenne nationale.

L'agriculture, notamment la viticulture, occupe une place importante dans l'économie et dans les paysages. Elle utilise 38 % de la surface du département, contre seulement 31 % pour le Gard et moins de 30 % pour tous les autres départements. Les zones artificielles sont réduites (5 % des sols, contre 10,5 % pour l'Hérault). Le tourisme et les services occupent également une place de premier plan dans l'économie audoise.

Les infrastructures sont marquées par le bipolarisme du département, qui côtoie le pôle urbain de Toulouse en direction de l'ouest, et de Montpellier et Perpignan en direction de l'est. L'Aude possède un aéroport situé à Carcassonne, spécialisé dans certaines destinations européennes, et le département possède un port (Port-la-Nouvelle). Celui-ci est un port de com-

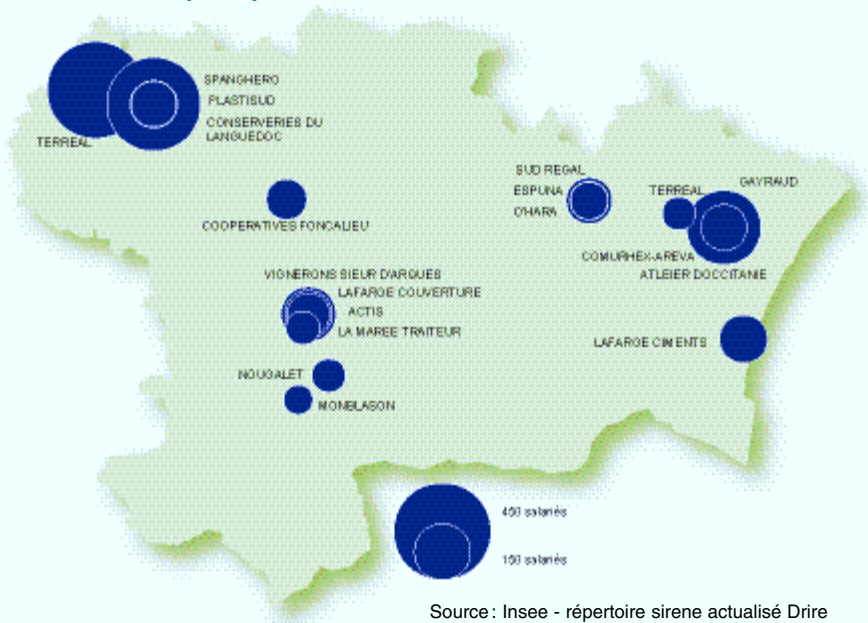
merce (2,7 millions de tonnes de marchandises en 2006), un port de pêche (4 000 tonnes/an) et un petit port de plaisance de 150 anneaux. C'est le 3^{ème} port français en Méditerranée, le 6^{ème} pour les céréales (sorties) et le 9^{ème} pour les produits pétroliers et gaziers (entrées). Des investissements importants sont en cours pour accroître les capacités de trafic tout en limitant les risques environnementaux.

Poids des groupes et degré de dépendance de l'industrie dans l'Aude

Part des effectifs contrôlés par un groupe	59 %
Taux de dépendance ⁽¹⁾ globale	43 %
dont dépendance Ile-de-France	25 %
dont dépendance autre région française	8 %
dont dépendance de l'étranger	10 %

Source : Insee, CLAP 2004, LIFI 2004, DIANE 2004
 (1) Le taux de dépendance est défini comme la part des salariés dépendant d'un centre de décision extérieur.

Les principaux établissements industriels dans l'Aude



Source : Insee - répertoire sirene actualisé Drire





La recherche audoise est pour sa part essentiellement axée sur la valorisation de l'agriculture et de l'environnement. Le laboratoire des technologies de l'environnement (LBE) expérimente des méthodes du traitement biologique des effluents d'origine domestique et agricole et de transformation en biogaz. L'institut technologique de l'environnement (ITE) propose des services de transfert de technologies aux entreprises. Il s'appuie sur un réseau d'experts publics et dispose d'une plate-forme technique et de moyens pour favoriser

les partenariats. Il s'insère dans le programme du parc technologique de la zone de La Coupe à Narbonne, qui comprend par ailleurs un institut universitaire et une pépinière d'entreprises. Les chercheurs de l'INRA en œnologie disposent de l'unité expérimentale Pech Rouge, dont l'activité porte sur la mesure de la qualité du raisin, les procédés de vinification et la valorisation des innovations et des produits nouveaux.

Structure sectorielle de l'emploi salarié industriel (en %)

	Aude	Languedoc-Roussillon
Industries agricoles et alimentaires	36,2	24,7
Habillement, cuir	3,6	2,4
Édition, imprimerie, reproduction	5,1	5,7
Pharmacie, parfumerie et entretien	1,6	4,0
Industries des équipements du foyer	1,2	2,6
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	1,1	1,6
Industries des équipements mécaniques	7,5	10,7
Industries des équipements électriques et électroniques	2,3	6,5
Industries des produits minéraux	14,2	8,7
Industrie textile	1,2	1,4
Industries du bois et du papier	4,0	4,5
Chimie, caoutchouc, plastiques	4,7	5,8
Métallurgie et transformation des métaux	3,3	5,3
Industrie des composants électriques et électroniques	0,7	3,2
Production de combustibles et de carburants	3,0	3,7
Eau, gaz, électricité	8,6	8,3
Industrie automobile	1,7	0,9
Total	100,0	100,0

Source : Insee, estimations régionales et départementales d'emploi

L'effet d'entraînement de l'industrie agroalimentaire

L'industrie, qui emploie 9 500 salariés et 1 000 non-salariés, est la troisième de la région, alors que le département est le quatrième par sa population. Le passé industriel de l'Aude reposait entre autres sur l'industrie du textile, de l'habillement et de la chaussure, industries qui ont quasiment disparu ces vingt dernières années, tout comme celle des mines d'or à Salsigne. La viticulture reste vivace, mais elle est en pleine mutation. Les deux grandes AOC du département, Corbières et Minervois, se partagent à peu près équitablement entre le Carcassonnais et le Narbonnais, les autres appellations (Cabardès, Malepère, Blanquette de Limoux) sont toutes situées dans l'orbite de Carcassonne.

L'industrie agroalimentaire audoise, forte d'environ 3 000 salariés, dont la moitié dans des entreprises de 20 salariés et plus, se caractérise par une production de spécialités alimentaires locales comme le cassoulet. Ce symbole du terroir chaurien est mis en boîte dans les conserveries de Castelnaudary comme SPANGHERO et LA BELLE CHAURIENNE. Les industriels chauriens ont par ailleurs commencé à diversifier leur gamme avec des plats rivalisant de créativité marketing et/ou packaging. Les entreprises régionales plus modestes fournissent les enseignes spécialisées, traiteurs, points de vente locaux et cherchent à se démarquer par la qualité et l'innovation culinaire.

Avec des spécialités moins répandues, quelques entreprises occupent des segments haut de gamme qui s'avèrent payants. Le succès de ces entreprises repose le plus souvent sur le charisme et la créativité du dirigeant. C'est le cas

de SUD REGAL (crèmes glacées), NOUGALET (chocolats), THIERRY BEURON (mareyage). La pérennité de ces entreprises souvent familiales est cependant liée à la question de leur reprise, question qui se pose avec moins d'acuité pour les établissements rachetés par des groupes, comme GAYRAUD (jambon), BONCOLAC (spécialités glacées), EAUX D'ALET (eau minérale).

L'industrie agroalimentaire favorise le développement d'un certain nombre de ses fournisseurs industriels. C'est le cas des machines spéciales, mais aussi de l'emballage dont les usages renouvelés et le marketing favorisent l'innovation. Ainsi, l'entreprise CGFCI fabrique des plaques aluminisées pour la charcuterie et le poisson fumé. Les sociétés ANTO-LI et ASET ont peu à peu investi le marché des étiquettes, comme la plupart des imprimeurs audois qui trouvent dans ce marché un débouché concurrentiel, mais stable.

Une filière bâtiment dynamique

L'ensemble de la filière du bâtiment est représentée à travers les entreprises de l'Aude. En effet, les ressources minérales sont largement exploitées et les entreprises audoises fabriquent la quasi totalité des fournitures nécessaires à cette construction. Le gros œuvre regroupe de grands établissements dépendant de groupes nationaux. Il est bien pourvu, notamment dans le domaine de la briqueterie, de la tuilerie et du béton, avec les deux groupes industriels TERREAL et LAFARGE. De taille plus modeste, les usines de planchers précontraints de SAVERDUN TERRE CUITE et d'accessoires de toiture de LANGUEDOC CERAMIQUES complètent les gammes. Dans le béton, CARAYON

et GOUZE proposent des parpaings, le groupe LAROSA produit des armatures métalliques et DACA des regards et boîtiers de raccordement. Pour les charpentes, les composants bois sont fabriqués par BOSC et LRC, tandis que les composants métal le sont par CHARPENTE et COURCIERES. Enfin, avec 80 % du marché des isolants minces, ACTIS est le 1^{er} fabricant français pour la rénovation (les isolants minces n'étant pas agréés pour la construction neuve) et le n° 10 européen des isolants, derrière des fabricants de laine de verre comme KNAUFF, ISOVER, etc...

Les équipementiers et les aménageurs fabricants d'équipements sont aussi solidement implantés sur le départe-

ment, à l'instar d'ESTEVE qui fabrique des portes, volets et portails en bois, PVC et aluminium. AUDEBAIE et ISOPLAST se sont pour leur part spécialisées dans les fenêtres PVC et PRIMALU dans les huisseries aluminium. Production plus rare, l'élaboration de vitrages feuilletés de sécurité et d'isolation acoustique et thermique est réalisée par V2S. De son côté, NGSO conçoit et fabrique sur sa chaîne de production automatisée unique en France des pieuvres électriques pour ses équipes de pose.

Autre activité départementale, la fabrication de meubles de cuisines et salles de bain pour ensembles résidentiels avec TIQUET qui connaît une forte crois-

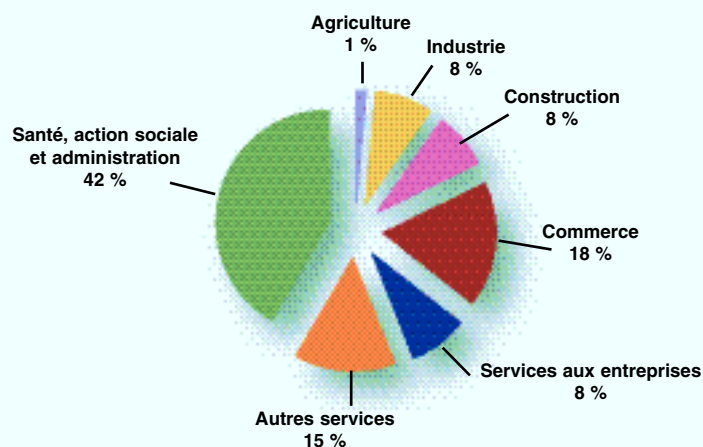
Principales caractéristiques des salariés de l'industrie dans l'Aude

Unité : en % de l'ensemble des salariés de l'industrie

Catégorie socioprofessionnelle	Sexe	Part des moins de 30 ans	Part des plus de 50 ans	Part des salariés à temps partiel	Part des salariés permanents
Ensemble	Hommes	20	19	9	75
	Femmes	21	18	25	69
Cadres	Hommes	8	27	5	70
	Femmes	17	14	17	66
Professions intermédiaires	Hommes	14	23	10	81
	Femmes	19	19	21	72
Employés	Hommes	22	21	10	67
	Femmes	22	16	31	71
Ouvriers	Hommes	18	18	8	79
	Femmes	14	24	24	81

Source : INSEE, DADS 2005

Structure sectorielle de l'emploi salarié dans l'économie de l'Aude



Source : INSEE, CLAP 2005

Répartition (en %) des salariés de l'industrie par catégorie socioprofessionnelle

	Aude	Languedoc-Roussillon
Cadres	10	14
Professions intermédiaires	26	30
Employés	13	12
Ouvriers	50	44
Total	100	100

Source : Insee, estimations régionales et départementales d'emploi

sance de son marché. Les produits de luxe sont l'apanage de DEL BANO qui travaille la pierre et le marbre pour les cuisines et salles de bain, tout comme AUDABRAM pour les cheminées et les arts de la table

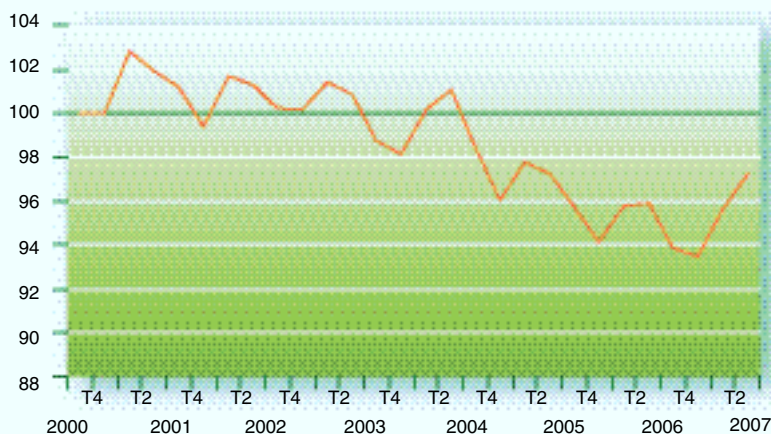
Des territoires industriels inégalement développés

Proche de Toulouse et de la région Midi-Pyrénées, le bassin de Carcassonne-Castelnaudary, compte 3 500 emplois dans l'industrie, hors énergie. Castelnaudary se positionne comme la première ville industrielle de l'Aude. Elle s'appuie sur sa Zone d'Aménagement Économique dont le pôle agroalimentaire emploie 1 200 salariés. Elle compte un tissu de gros établissements dont les plus emblématiques sont SPANGHERO ou le GROUPE COOPERATIF OCCITAN dans l'agroalimentaire, ainsi que le mouliste PLASTISUD et les quatre tuileries TERREAL.

Les entreprises industrielles du bassin de Narbonne emploient quant à elles 2 400 salariés. Elles sont relativement diversifiées, avec un secteur agroalimentaire développé, mais également d'autres domaines d'activité qui vont de la mécanique à la production de combustible, en passant par la fabrication de produits minéraux. Des grands groupes y sont installés, comme AREVA ou LAFARGE et le potentiel de recherche très présent à travers des laboratoi-

Évolution de l'emploi salarié industriel dans l'Aude

(base 100 au 4^e trimestre 2000)



Source : INSEE-URSSAF

res (notamment de l'INRA), des IUT et la pépinière d'entreprises EOLE spécialisée dans le secteur des TIC et des technologies de l'environnement.

Par rapport aux deux premières zones, le bassin d'emploi de Limoux apparaît plus en retrait avec 1 200 emplois industriels salariés. Néanmoins, un certain nombre de PME ayant opté pour des stratégies de niche sont en forte

croissance à l'image de NOUGALET. Un pôle axé sur les isolants minces est en progrès, entraîné par l'entreprise ACTIS, leader européen du secteur.



Gard : une industrie riche et diversifiée

Le département le plus industrialisé de la région

Avec 685 000 habitants au 1^{er} janvier 2006, le Gard est un département en forte croissance démographique. Sa population a crû de 1,4 % par an sur la période 1999-2006. La richesse géologique et la diversité de la population y ont influencé des paysages contrastés, avec une partie importante de plaine et de littoral et l'arrière pays montagneux des Cévennes. Le département est inégalement pourvu en infrastructures : si les réseaux de communication sont très bons à l'est et au sud, ils le sont moins à l'ouest et au nord.

L'économie du Gard est dynamique mais la pauvreté est relativement importante dans ce département. Ainsi, le nombre de créations d'entreprises, en

augmentation depuis plusieurs années, atteint 4 300 entreprises en 2007 mais le taux de chômage reste élevé (10,5 % au 2^{ème} trimestre 2008).

Le Gard compte le plus grand nombre d'emplois industriels des cinq départements de la région (29 000, soit 14 % des salariés du Gard). Il accueille 38 % des effectifs industriels régionaux. Les établissements industriels y sont plus souvent de grande taille que dans les départements voisins et plus souvent contrôlés par des entreprises ou des groupes étrangers. Ainsi, 67 % des salariés dépendent d'un centre de décision situé hors du département et 24 % dépendent d'un centre de décision étranger.

Dans les secteurs industriels anciens comme le textile et l'industrie lourde, qui ont connu un essor important aux dix-neuvième et vingtième siècles, les

Poids des groupes et degré de dépendance de l'industrie dans le Gard

Part des effectifs contrôlés par un groupe	72 %
Taux de dépendance ⁽¹⁾ globale	67 %
dont dépendance Ile-de-France	35 %
dont dépendance autre région française	8 %
dont dépendance de l'étranger	24 %

Source : Insee, CLAP 2004, LIFI 2004, DIANE 2004
 (1) Le taux de dépendance est défini comme la part des salariés dépendant d'un centre de décision extérieur.

restructurations ont été nombreuses, en particulier à la suite de la fermeture des houillères. Ces activités ont subi de plein fouet la concurrence mondiale et les plus touchées ont quelquefois été remplacées par des entreprises de production nouvelles liées à la mécanique sportive, à l'environnement, au tourisme et aux nouvelles technologies.

Plusieurs pôles de compétitivité contribuent au développement de l'industrie gardoise. Ainsi, le pôle interrégional TRIMATEC a pour vocation de valoriser les technologies innovantes, procédés

Les principaux établissements industriels dans le Gard



Source : Insee - répertoire sirene actualisé Drire





Du textile à la chimie via l'agroalimentaire

L'agroalimentaire est le premier secteur industriel dans le Gard avec 5 000 salariés. L'industrie agroalimentaire gardoise est composée d'entreprises de renom, positionnées sur des segments originaux, qui dynamisent l'activité industrielle et rendent le secteur attractif. Beaucoup d'entre elles sont détenues majoritairement par des capitaux étrangers. Nombreuses sont les entreprises qui sont en première place sur leur marché, comme ROYAL CANIN pour le "pet food", NESTLE-PERRIER pour l'eau ou HARIBO pour les bonbons. D'autres entreprises sont liées au terroir comme LES SALINS DU MIDI. C'est également le cas des conserveries de fruits et légumes, très attachées à la production locale. Les produits de la mer sont exploités par des entreprises comme la SOGAMA, qui conditionne les produits de la pêche locale et les sociétés RAYMOND GEOFFROY ou COUDÈNE pour la brandade.

L'industrie du textile, de l'habillement et du cuir poursuit quant à elle son déclin depuis une décennie, après avoir fait la richesse d'industriels cévenols durant trois siècles, à l'image du denim, toile de jean exportée alors aux États-Unis. Plusieurs entreprises témoignent encore de ce passé prestigieux, comme CACHAREL, EMINENCE ou WELL. Mais la concurrence des pays à bas coûts les oblige à modifier leur stratégie et à délocaliser une majeure partie de leur production, sous peine de disparaître.

Assez diversifiée, l'industrie gardoise n'en conserve pas moins des spécificités marquées. En témoigne la place prise par la Chimie-Pharmacie qui emploie 2 500 salariés, soit 60 % des effectifs régionaux du secteur. Son implantation dans le Gard trouve son

et savoir-faire développés et mis en œuvre par le CEA, dans de nombreux secteurs industriels tels que l'agro-alimentaire, la pharmacie, la cosmétique, l'électronique, le traitement des effluents industriels et des déchets ou la maîtrise des risques. Le fort positionnement de l'École des Mines d'Alès dans le domaine des risques industriels explique par ailleurs l'implication du département au sein du pôle interrégional "Gestion des risques et vulnérabilité des territoires". Le pôle Viameca, également interrégional, est pour sa part spécialisé dans les procédés de la mécanique et de l'ingénierie.

Le département possède par ailleurs des centres de recherche d'excellence dans les domaines appliqués. Avec un millier de personnes travaillant dans la recherche et le développement, le site de Marcoule a développé des compé-

tences de premier ordre dans les domaines de la chimie nucléaire, des actinides, de la biochimie et du traitement des matières radioactives. Ces compétences devraient donner lieu à la création d'unités de recherche dans les années à venir comme l'Institut de chimie séparative en cours de construction. La recherche biomédicale est en pointe avec le cyclotron de Nîmes et l'environnement avec le Laboratoire de Géochimie Isotopique Environnementale. L'école d'ingénieurs des Mines d'Alès héberge quant à elle trois centres de recherche de haut niveau dans les domaines des sciences des matériaux et de l'environnement industriel sur Alès et des sciences de l'informatique-productique sur Nîmes. Elle permet au sein de son incubateur (un des plus anciens de France), d'accompagner des porteurs d'idées à la création de nouvelles entreprises.

Structure sectorielle de l'emploi salarié industriel (en %)

	Gard	Languedoc-Roussillon
Industries agricoles et alimentaires	22,4	24,7
Habillement, cuir	4,1	2,4
Édition, imprimerie, reproduction	3,5	5,7
Pharmacie, parfumerie et entretien	4,5	4,0
Industries des équipements du foyer	3,2	2,6
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	1,3	1,6
Industries des équipements mécaniques	9,8	10,7
Industries des équipements électriques et électroniques	3,3	6,5
Industries des produits minéraux	9,9	8,7
Industrie textile	2,0	1,4
Industries du bois et du papier	3,6	4,5
Chimie, caoutchouc, plastiques	7,7	5,8
Métallurgie et transformation des métaux	5,2	5,3
Industrie des composants électriques et électroniques	3,1	3,2
Production de combustibles et de carburants	8,9	3,7
Eau, gaz, électricité	6,4	8,3
Industrie automobile	1,1	0,9
Total	100,0	100,0

Source : Insee, estimations régionales et départementales d'emploi

origine dans la richesse des matières premières du secteur cévenol, ayant conduit en particulier à la création au milieu du XIX^e siècle de la plate-forme chimique de Salindres, berceau de la société PECHINEY, leader mondial de la production d'aluminium. La proximité du couloir rhodanien, bassin historique de l'industrie chimique, a également joué un rôle moteur dans le développement de cette industrie. Elle couvre désormais de multiples activités, de la parachimie à l'agrochimie ou la chimie de spécialité. La chimie-pharmacie est par exemple représentée par des entreprises telles que SANOFI-AVENTIS ou EXPANSIA implantées à Aramon.

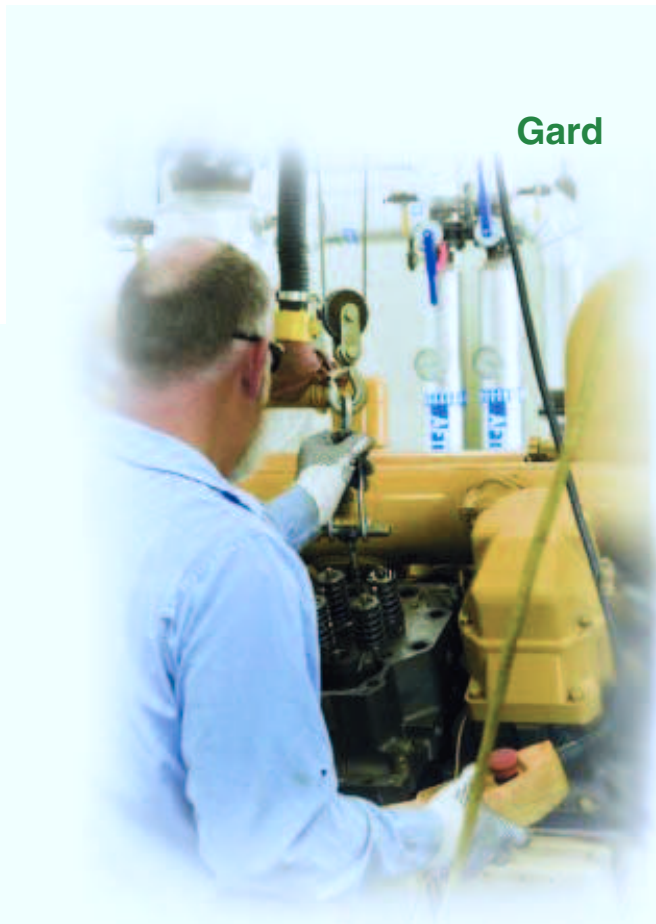
Le nucléaire, premier employeur du Gard

Autre spécialité de la vallée du Rhône, le pôle nucléaire gardois s'est construit autour du centre CEA VALRHO de Marcoule, à partir de 1956, sur les communes de Chusclan et Codolet. Orienté sur le traitement des déchets ou l'étude de réacteurs de quatrième génération, il constitue un enjeu majeur pour le département.

C'est un site important qui compte 1 500 prestataires. Il regroupe aujourd'hui, autour du CEA et d'AREVA, des établissements comme MELOX, CISBIO INTERNATIONAL et SOCODEI ou encore SGN. Ce site industriel a vu naître les applications industrielles et militaires du plutonium en France. L'arrivée en fin de vie de certaines installations se traduit par la mise en place de chantiers de démantèlement et le lancement de nouveaux projets.

C'est également un acteur clef de la recherche, du développement et de l'innovation en matière d'énergie, de défense et sécurité, qui s'appuie sur

une recherche fondamentale d'excellence. Avec environ un millier de personnes travaillant dans la recherche et le développement, le site de Marcoule a développé des compétences mondialement reconnues dans les domaines de la chimie nucléaire, de la biochimie et de l'entreposage des matières radioactives.



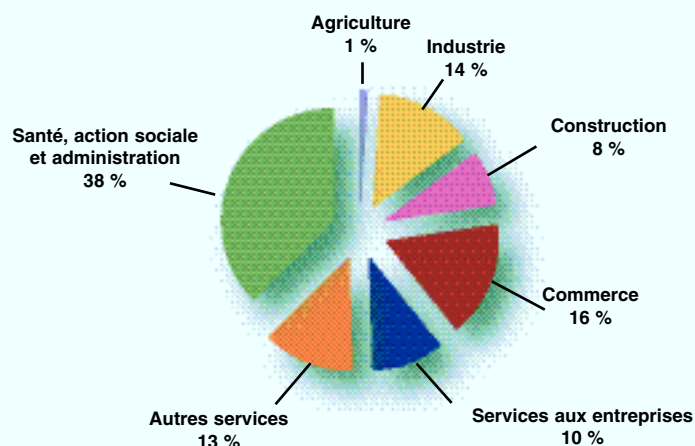
Principales caractéristiques des salariés de l'industrie dans le Gard

Unité : en % de l'ensemble des salariés de l'industrie

Catégorie socioprofessionnelle	Sexe	Part des moins de 30 ans	Part des plus de 50 ans	Part des salariés à temps partiel	Part des salariés permanents
Ensemble	Hommes	17	22	9	80
	Femmes	19	22	23	73
Cadres	Hommes	9	32	9	82
	Femmes	21	15	17	77
Professions intermédiaires	Hommes	12	24	7	85
	Femmes	18	19	23	80
Employés	Hommes	17	22	9	76
	Femmes	22	18	29	74
Ouvriers	Hommes	18	20	8	81
	Femmes	12	32	22	76

Source : INSEE, DADS 2005

Structure sectorielle de l'emploi salarié dans l'économie du Gard



Source : INSEE, CLAP 2005

Répartition (en %) des salariés de l'industrie par catégorie socioprofessionnelle

	Gard	Languedoc-Roussillon
Cadres	12	14
Professions intermédiaires	32	30
Employés	10	12
Ouvriers	46	44
Total	100	100

Source : Insee, estimations régionales et départementales d'emploi

Des dynamiques locales diverses

Le bassin de Nîmes-Beaucaire avec un effectif de 15 000 salariés dans l'industrie connaît une stabilité de son effectif industriel. Si les industries agroalimentaires y emploient 4 500 personnes, ce bassin accueille tout un panel d'industries qui vont de la production et la transformation de produits minéraux à l'imprimerie en passant par l'industrie des biens de consommation. Les plus grandes entreprises dépendent de groupes étrangers et opèrent sur les marchés mondiaux, comme PERRIER (groupe NESTLÉ WATERS, Suisse), SAINT-MAMET (groupe CONSERVE FRANCE, Italie), HARIBO (Allemagne) et ROYAL CANIN (groupe MARS, États-Unis).

Le secteur pharmaceutique est en pleine croissance, avec des majors comme SANOFI-AVENTIS à Aramon, mais également des entreprises de biotechnologie de taille plus modeste telles que PROTEUS, CIS BIO et IVAGEN, ainsi qu'une quinzaine d'entreprises avec lesquelles elles forment le pôle biotechnologique nîmois. L'innovation est très présente autour de Nîmes et le parc Georges Besse, un pôle économique et scientifique important qui accueille une soixantaine d'entreprises et des centres de recherche comme le cyclotron. Le secteur de Beaucaire comprend la cimenterie CALCIA, une centrale thermique EDF, des entreprises variées sur les zones industrielles, et une implantation

Évolution de l'emploi salarié industriel dans le Gard

(base 100 au 4^{ème} trimestre 2000)



Source : INSEE-URSSAF

récente d'éoliennes en bordure du Rhône.

Le bassin de Bagnols-sur-Cèze, avec 6 000 personnes dans l'industrie, est très actif dans la filière nucléaire, dans les domaines de la mécanique, de la maintenance et du démantèlement. Des unités industrielles non liées au nucléaire s'y sont aussi développées dans les matériaux (OWENS CORNING et KP1), la chimie (ASHLAND et BLANCOLOR) ou la sidérurgie (FERROPEM).

Le bassin d'Alès-la-Grand-Combe compte 6 000 emplois industriels. Cet ancien bassin minier bénéficie d'une politique de reconversion afin de lutter contre un chômage élevé. Plusieurs entreprises importantes, fleurons de cette reconversion du début des années soixante-dix, ont cependant fermé, comme FURNON ou JALLATTE dans le textile-habillement-cuir, ALSTOM dans la mécanique et ALCATEL CABLES. L'activité industrielle est dominée par le secteur des équipements mécaniques avec un effectif d'environ 1 500 salariés. La société SNR CEVENNES y a implanté un de ses sites de fabrication de roulements pour l'automobile, tandis que TAMARIS INDUSTRIE et ATS SATELLITE se positionnent dans la fonderie et RICHARD DUCROS dans la métallurgie.

Le secteur de la fabrication de matériel électrique est représenté par MERLIN GERIN, CROUZET AUTOMATISMES, celui de la chimie minérale à Salindres par RHODIA OPÉRATIONS et AXENS, filiale de l'IFP, leader mondial des catalyseurs pour l'industrie pétrolière. Deux Systèmes Locaux de Production (un autour du Pôle mécanique d'Alès et un autour des Eco-Industries) s'appuyant notamment sur les compétences des deux centres de recherche de l'École des Mines, ont été labellisés par la DIACT.

Le bassin de Ganges-Le-Vigan, durement touché par les difficultés de l'industrie textile, emploie encore 1 500 personnes. Les effectifs de ce secteur ont fondu d'un tiers en une dizaine d'années et certaines entreprises, comme WELL et JALLATTE, ont été réduites à la portion congrue. La société WELL, spécialisée dans la maille (collants et lingerie) a ainsi vu ses effectifs passer de 1 000 à 170 en dix ans. La société JALLATTE dispose encore de l'établissement de Saint Hippolyte du Fort. Un embryon de reconversion vers les nouvelles technologies existe malgré tout avec des sociétés telles que LA FABRIQUE, spécialisée dans la réalisation de films animés.

Hérault : un département au cœur de l'innovation

Le centre économique de la région

Avec 992 500 habitants au 1^{er} janvier 2006, l'Hérault regroupe 40 % de la population du Languedoc-Roussillon. La croissance démographique y est forte et le nombre d'habitants s'accroît de 15 000 personnes par an, essentiellement grâce à l'apport migratoire des autres régions françaises. C'est le département le plus urbanisé du Languedoc-Roussillon, les zones artificielles ^(*) y représentant 10,5 % de la surface du territoire. Le département bénéficie d'un taux de création d'entreprises particulièrement dynamique mais conserve un taux de chômage important (11 % au 2^{ème} trimestre 2008). Le réseau de transport y est dense : il comprend des infrastructures routières, portuaires (port de Sète) et ferroviaires et accueille également des projets logistiques.

L'Hérault occupe une place stratégique dans l'industrie régionale. Certes, ce n'est pas le département le plus industrialisé du Languedoc-Roussillon : son industrie compte 27 000 emplois en 2006, contre 29 000 dans le Gard et son économie est dominée par le secteur tertiaire. Celui-ci représente 83 % de l'emploi salarié, contre 7 % pour l'industrie. En revanche, il centralise une grande part des compétences et des acteurs économiques, tant départementaux que régionaux et regroupe un grand nombre de centres de décision.

Ces acteurs sont fédérés autour d'actions qui réunissent les groupements professionnels, les associations et chambres consulaires sur des thèmes tels que l'innovation, le transfert technologique, la mise en place de plates-formes technologiques, le développement durable, l'adaptation des ressources

Poids des groupes et degré de dépendance de l'industrie dans l'Hérault

Part des effectifs contrôlés par un groupe	60 %
Taux de dépendance ⁽¹⁾ globale	49 %
dont dépendance Ile-de-France	21 %
dont dépendance autre région française	7 %
dont dépendance de l'étranger	21 %

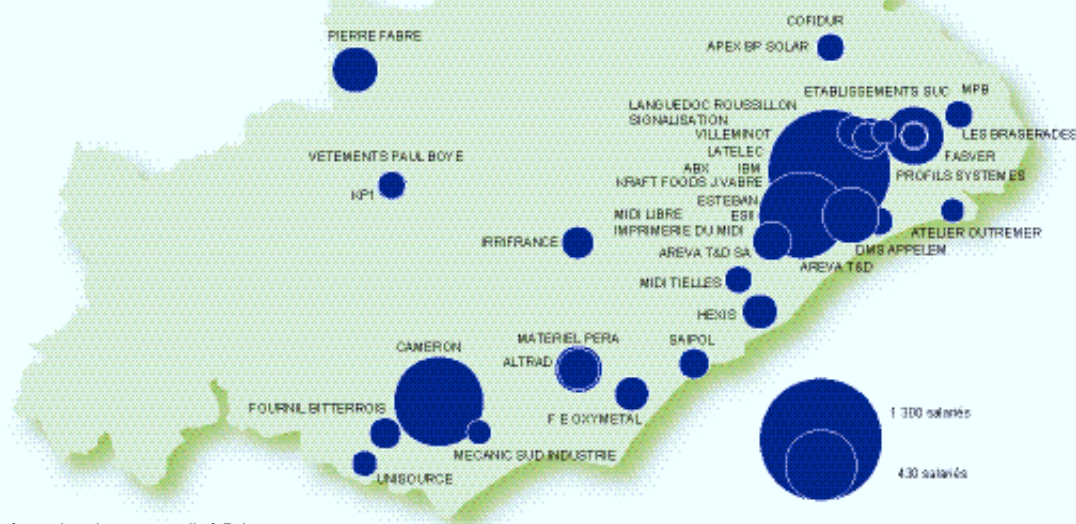
Source : Insee, CLAP 2004, LIFI 2004, DIANE 2004
 (1) Le taux de dépendance est défini comme la part des salariés dépendant d'un centre de décision extérieur.

humaines dans les PME. Ils s'intéressent également à la problématique de l'accompagnement et du développement des PME au travers des incubateurs et pépinières d'entreprises.

Les entreprises industrielles de l'Hérault bénéficient, de plus, d'une large indépendance décisionnelle puisque 49 % des salariés de l'industrie dépendent de centres de décision situés à l'extérieur du département, ce qui est relativement faible et 21 % dépendent d'un centre de décision étranger.

(*) L'occupation du sol est généralement divisée en zones naturelles, zones agricoles, zones artificielles et zones interdites. Les zones artificielles regroupent pour l'essentiel les zones artificielles bâties et non bâties, les routes et les parkings.

Les principaux établissements industriels dans l'Hérault



Source : Insee - répertoire sirene actualisé Dire

L'industrie tirée par l'innovation

La recherche et l'innovation sont des atouts majeurs du département, qui bénéficie de nombreux pôles d'excellence. Ceux-ci se situent surtout à Montpellier et aux alentours, avec 9 établissements d'enseignement supérieur groupés autour de six pôles thématiques qui vont de l'agronomie aux mathématiques en passant par la chimie et la biologie et qui collaborent par ailleurs avec les huit organismes de recherche nationaux. Ainsi, le centre hospitalier universitaire de Montpellier, qui occupe le cinquième rang national, est à la pointe de la recherche dans plusieurs domaines comme la médecine régénératrice, la génétique moléculaire ou les maladies neurodégénératives. La recherche agronomique est représentée quant à elle par le pôle universitaire international Agropolis. La recherche privée est également dynamique, notamment dans les entreprises de la santé (SANOFI AVENTIS, ABX...) et des biotechnologies mais aussi celles travaillant à l'interface entre l'industrie électronique et l'informatique.

Le développement est animé par des acteurs économiques et financiers qui confèrent au département un rôle moteur dans l'innovation et la recherche. Un réseau d'aides à l'innovation et de transferts technologiques s'est mis en place sous l'impulsion de l'État et des collectivités territoriales. Plusieurs pôles de compétitivité sont présents dans le département, comme QALIMEDITERRANÉE (agroalimentaire et qualité de vie) et ORPHEME spécialisé

dans les pathologies émergentes et les maladies orphelines.

La filière santé, un atout

Fortes de ce savoir-faire historique et de ce potentiel d'innovation, les entreprises héraultaises ont investi plusieurs secteurs de pointe. Elles sont positionnées sur des créneaux en forte croissance du marché de la santé. C'est le cas par exemple de SANOFI AVENTIS dont un centre de recherche est basé à Montpellier. Travaillant sur toutes les phases de recherche, de l'amont à la mise au point du médicament, les équipes projets du site de Montpellier développent leur activité notamment sur la médecine interne et sur le traitement de la thrombose.

Dans le domaine des dispositifs médicaux, le Languedoc Roussillon, grâce à la position dominante de l'Hérault, fait partie des quatre régions françaises les plus en pointe. Ces quatre régions regroupent à elles seules 90 % des effectifs de ce secteur dont le marché croît au rythme de 7 % à 10 % par an, avec un avenir prometteur en raison du vieillissement de la population et du



Structure sectorielle de l'emploi salarié industriel (en %)

	Hérault	Languedoc-Roussillon
Industries agricoles et alimentaires	19,8	24,7
Habillement, cuir	0,9	2,4
Édition, imprimerie, reproduction	8,5	5,7
Pharmacie, parfumerie et entretien	5,2	4,0
Industries des équipements du foyer	2,3	2,6
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	0,6	1,6
Industries des équipements mécaniques	12,7	10,7
Industries des équipements électriques et électroniques	13,4	6,5
Industries des produits minéraux	6,3	8,7
Industrie textile	0,8	1,4
Industries du bois et du papier	3,3	4,5
Chimie, caoutchouc, plastiques	4,5	5,8
Métallurgie et transformation des métaux	5,9	5,3
Industrie des composants électriques et électroniques	4,7	3,2
Production de combustibles et de carburants	0,0	3,7
Eau, gaz, électricité	10,7	8,3
Industrie automobile	0,3	0,9
Total	100,0	100,0

Source : Insee, estimations régionales et départementales d'emploi

développement parallèle de la prévention. Les fabricants de dispositifs médicaux emploient 2200 personnes dans la région dont 70 % dans l'Hérault (28 000 au niveau national) dans une centaine d'entreprises de tailles très différentes. La plupart d'entre elles comptent moins de 100 salariés et sont localisées dans l'agglomération de Montpellier et dans une moindre mesure dans celle de Nîmes. Une dizaine d'entre elles emploie plus de 100 salariés et représentent les trois quarts de l'emploi du secteur. Les activités vont de la fabrication d'appareils et de kits de diagnostic à l'imagerie médicale, en passant par l'orthopédie et le mobilier médical.

Toujours dans la mouvance de l'électronique et de l'informatique, le segment du matériel de mesure et de contrôle a acquis une taille significative puisqu'il représente 9 % des effectifs industriels de l'Hérault. Sur ce marché d'envergure mondiale, très compétitif, les produits se perfectionnent et se renouvellent sans cesse.

Les entreprises des technologies de l'information et de la communication comptent également plusieurs poids lourds dans l'Hérault, qui, avec 11 000 emplois, accueille les deux tiers des effectifs régionaux du secteur. Plus de la moitié des effectifs dépendent d'un centre de décision situé hors de la région, comme FRANCE TELECOM ou IBM. La concurrence est vive et les entreprises y connaissent des fortunes diverses. Point fort régional, le marché de l'édition et de la réalisation de logiciels croît à un rythme supérieur à 10 % par an, grâce à la création et au développement de nombreuses petites entreprises, alors que la fabrication



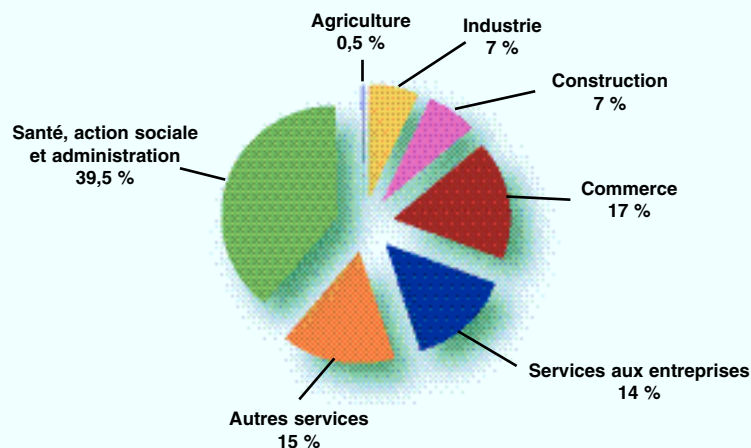
Principales caractéristiques des salariés de l'industrie dans l'Hérault

Unité : en % de l'ensemble des salariés de l'industrie

Catégorie socioprofessionnelle	Sexe	Part des moins de 30 ans	Part des plus de 50 ans	Part des salariés à temps partiel	Part des salariés permanents
Ensemble	Hommes	22	19	9	73
	Femmes	23	17	25	70
Cadres	Hommes	9	31	11	81
	Femmes	18	15	21	74
Professions intermédiaires	Hommes	20	19	8	74
	Femmes	22	16	25	74
Employés	Hommes	28	26	15	68
	Femmes	25	17	30	66
Ouvriers	Hommes	23	16	8	73
	Femmes	20	19	23	71

Source : INSEE, DADS 2005

Structure sectorielle de l'emploi salarié dans l'économie de l'Hérault



Source : INSEE, CLAP 2005

Répartition (en %) des salariés de l'industrie par catégorie socio-professionnelle

	Hérault	Languedoc-Roussillon
Cadres	19	14
Professions intermédiaires	29	30
Employés	13	12
Ouvriers	39	44
Total	100	100

Source : Insee, estimations régionales et départementales d'emploi

d'ordinateurs et d'équipements connaît un tassement des effectifs.

De plus en plus lié aux TIC, le secteur de l'édition imprimée emploie 1 800 salariés dans l'Hérault, soit environ la moitié de l'effectif régional. Ce secteur en mutation bascule progressivement vers les technologies numériques, sous peine de disparaître. Il est essentiellement composé de petites entreprises. Moins d'une quinzaine d'entre elles comptent plus de 20 salariés et elles représentent à elles seules la moitié du chiffre d'affaires du secteur. Le groupe MIDI LIBRE, spécialisé dans l'édition de la presse quotidienne, emploie à lui seul environ 1 000 salariés à Saint-Jean de Védas.



Évolution de l'emploi salarié industriel dans l'Hérault

(base 100 au 4^{ème} trimestre 2000)



Source : INSEE-URSSAF

Plus traditionnelles, les activités mécanique-métaux et l'industrie extractive de matériaux sont également bien représentées dans l'Hérault comme dans le reste de la région

Des spécialisations géographiques

Trois bassins d'emploi, aux spécialités bien marquées, structurent le département de l'Hérault. Celui de Montpellier (16 000 salariés industriels) offre le plus fort potentiel de recherche et développement, tant dans le secteur public qu'au sein de sociétés privées possédant des centres de recherche, comme SANOFI AVENTIS et HORIBA ABX dans le domaine médical. Outre les secteurs technologiques, l'industrie y compte des entreprises placées sur des marchés traditionnels tels que les industries agricoles et agroalimentaires (IAA), les biens d'équipements ou les biens intermédiaires.

Dans le bassin d'emploi de Béziers (6 000 personnes), l'industrie est très liée au secteur des équipements mécaniques, qui emploie 1 500 salariés. La société CAMERON fabrique du matériel pour l'exploration pétrolière et ALTRAD des équipements pour la construction. Contrairement à Montpellier, le Bittérois

ne possède pas de pépinière d'entreprises, mais des associations d'entrepreneurs proposent des actions commerciales et de formation à leurs adhérents comme le Club Alliance des Métaux des Industriels du Bittérois (CAMDIB), ou du transfert technologique entre entreprises comme le dispositif de mise en réseau des entreprises PLATO.

Moins industrialisé que les deux premières zones, le bassin d'emploi de Sète-Frontignan compte surtout des activités traditionnelles, comme la construction. L'industrie se présente plutôt comme un complément aux autres activités du bassin. Les IAA s'appuient ainsi sur l'activité de transformation des produits de la mer et les industries des biens intermédiaires sont surtout représentées par les ciments en appui de la construction et les fertilisants pour l'agriculture.

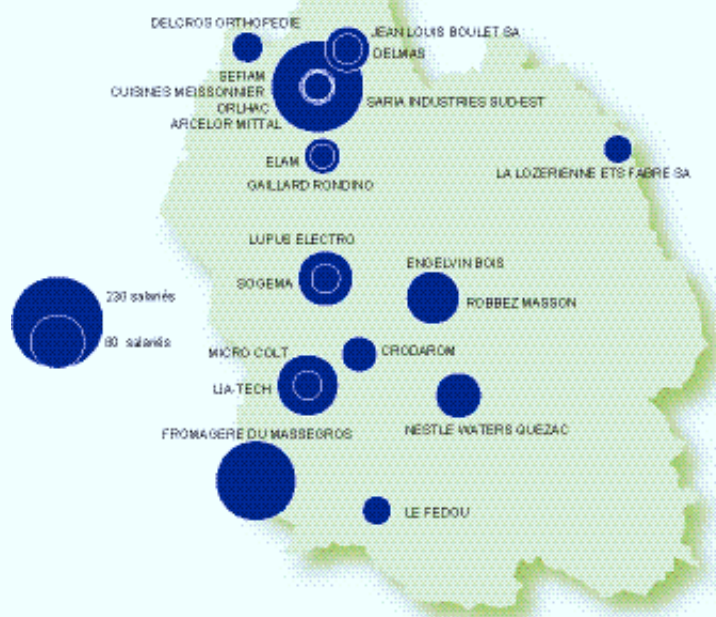
Lozère : un département faiblement industrialisé

Un territoire au dynamisme économique freiné par son enclavement

L'économie de la Lozère est atypique en Languedoc-Roussillon mais elle est relativement caractéristique des départements ruraux et de montagne. La Lozère regroupe à peine plus de 3 % de la population régionale avec près de 77 500 habitants au 1^{er} janvier 2006. Depuis les années quatre-vingt-dix, le département prend part à la croissance démographique régionale même si sa progression reste modeste (+ 0,7 % par an en moyenne sur la période 1999-2006) au regard de celle de la région (+ 1,4 % par an). L'apport migratoire compense l'excès des décès sur les naissances.

Le taux de chômage de 3,7 % au 2^{ème} trimestre 2008 est le plus faible des départements du Languedoc-Roussillon. Il ne reflète cependant pas toute la réalité de l'économie lozérienne et les difficultés auxquelles elle est confrontée. L'activité économique du département est basée d'une part sur le secteur tertiaire (qui représente 70 %

Les principaux établissements industriels en Lozère



Source : Insee - répertoire sirene actualisé Drire

des emplois salariés) dont le tourisme constitue une part importante, d'autre part l'agriculture dont le poids (2 %) semble faible car exprimé en nombre de salariés, mais il dépasse 12 % dès qu'on prend en compte les emplois agricoles non salariés très majoritaires. Le secteur industriel ne vient qu'en troisième position. Il représente 8 % des sala-

riés du département mais seulement 3 % des effectifs industriels de la région avec 2 500 emplois répertoriés.

Le département se caractérise par un pôle économique central, Mende et un développement transversal suivant l'axe de l'autoroute A75 décalé à l'Ouest du département avec comme villes majeures sur le plan économique et démographique Saint-Chély d'Apcher, Aumont-Aubrac, Marvejols, La Canourgue, Le Massegros. A l'Est, seule la ville de Langogne concentre des activités économiques notables

Poids des groupes et degré de dépendance de l'industrie de la Lozère

Part des effectifs contrôlés par un groupe	52 %
Taux de dépendance ⁽¹⁾ globale	39 %
dont dépendance Ile-de-France	15 %
dont dépendance autre région française	9 %
dont dépendance de l'étranger	16 %

Source : Insee, CLAP 2004, LIFI 2004, DIANE 2004
 (1) Le taux de dépendance est défini comme la part des salariés dépendant d'un centre de décision extérieur.



Lozère

mais sa croissance reste faible malgré les perspectives de développement de l'axe Lyon-Toulouse (RN 88) en 2x2 voies. Au sud du département, Florac, sous-préfecture du département située aux portes des Cévennes, reste trop enclavée pour voir son activité économique croître.

La géographie de ce département de montagne et de façon induite, l'enclavement du département constituent ses handicaps principaux. Atout pour la Lozère, l'autoroute A75 constitue l'axe principal du développement économique et industriel du département. Il ne suffit pas toujours pour attirer les nouveaux entrepreneurs ni pour retenir les industriels en quête de développement. En effet, les départements voisins de la Haute-Loire, du Cantal et de l'Aveyron présentent les mêmes avantages positionnels par rapport à l'A75 mais avec des possibilités d'échanges plus favorables et avec des concentrations d'acteurs économiques également plus attractives.

La nécessité de compenser l'absence de certaines prestations ou de certains acteurs (notamment la sous-traitance dans le secteur industriel) par l'amélioration des voies de communication structurantes, N88 et N106 et leurs connexions avec l'autoroute A75, ainsi que les infrastructures liées aux technologies de l'information et de la communication (TIC), est une priorité pour le département pour permettre le maintien de la compétitivité des entreprises existantes et pour permettre la diversification de l'économie départementale.

Un petit nombre d'acteurs accompagnent le développement économique. Le Conseil Général de la Lozère en est le principal appui. Plus spécialisé, le Parc National des Cévennes, dont une grande partie est situé en Lozère, joue un rôle important en matière de préservation de l'environnement et d'aménagement du territoire. C'est également le cas des trois principales structures d'économie mixtes, la Société d'équipement de la Lozère, le syndicat départemental d'électrification et d'équipement, dont le champ d'intervention s'étend à la distribution de l'eau et traitement des déchets et le syndicat mixte de l'A75. Parallèlement à l'implantation des infrastructures numériques, qui accuse encore un certain retard, le développement des usages TIC par les entreprises est animé par le pôle lozérien d'économie numérique, en lien avec les territoires du Massif Central qui partagent la même problématique. Outre les chambres consulaires, le rôle d'accompagnement des entreprises est endossé par la mission d'implantation et de développement des entreprises en Lozère (MIDEL) et plus localement par la pépinière d'entreprises de la haute vallée d'Olt et la plate-forme technologique 48, dont l'activité est orientée vers le transfert technologique.

Structure sectorielle de l'emploi salarié industriel (en %)

	Lozère	Languedoc-Roussillon
Industries agricoles et alimentaires	29,5	24,7
Habillement, cuir	0,8	2,4
Édition, imprimerie, reproduction	5,0	5,7
Pharmacie, parfumerie et entretien	0,0	4,0
Industries des équipements du foyer	7,2	2,6
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	0,0	1,6
Industries des équipements mécaniques	7,4	10,7
Industries des équipements électriques et électroniques	3,1	6,5
Industries des produits minéraux	7,3	8,7
Industrie textile	0,0	1,4
Industries du bois et du papier	8,2	4,5
Chimie, caoutchouc, plastiques	4,6	5,8
Métallurgie et transformation des métaux	15,4	5,3
Industrie des composants électriques et électroniques	5,1	3,2
Production de combustibles et de carburants	0,2	3,7
Eau, gaz, électricité	5,5	8,3
Industrie automobile	0,5	0,9
Total	100,0	100,0

Source : Insee, estimations régionales et départementales d'emploi

Une industrie qui fait mieux que résister

Le tissu économique du département ne repose pas sur une tradition industrielle marquée. Les activités minières ont rythmé l'industrie du XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècle, essentiellement dans la partie cévenole et sur le secteur du Mont Lozère. La dernière exploitation, celle des mines d'uranium de Saint Jean la Fouillouse et des Bondons, sur laquelle travaillèrent jusqu'à 280 personnes (de 1978 à 1980), a cessé son activité en 1992. La métallurgie est un secteur également historique avec l'usine de Saint-Chély d'Apcher, créée en 1916 par les ACIÉRIES ET FORGES FIRMINY (aujourd'hui ARCELORMITTAL MÉDITERRANÉE) qui ont connu près de 1 000 emplois dans les années soixante contre un peu moins de 250 aujourd'hui. L'industrie du bois a généré des emplois en nombre important pendant ce dernier siècle. Au début des années cinquante, la Lozère comptait plus de 90 scieries contre 15 aujourd'hui, mais avec une stabilité des volumes produits pendant cette période.

Toutefois, l'activité industrielle progresse. En effet, contrairement aux tendances nationales et régionales, les effectifs industriels en Lozère ont augmenté entre 2000 et 2007, tirés par le secteur agroalimentaire, l'industrie du bois, les activités mécaniques et métallurgiques. Les grands groupes nationaux ou internationaux sont peu présents mais ils constituent les plus gros employeurs du secteur industriel et totalisent 22 % de l'emploi industriel. Ils constituent l'essentiel des activités de production : Arcelor Mittal, Lactalis, Nestlé Waters Croda (UK), International Flavor & Fragrance (USA), etc.

Le domaine médico-social est une des composantes importantes de la Lozère et le travail protégé des personnes handicapées représente une part significative de l'emploi industriel avec 535 places d'accueil sur cinq établissements et services d'aide par le travail (ESAT) encadrées par une centaine de personnes, essentiellement dans le domaine du bois.

Des industries agroalimentaires à la mécanique de précision

Le tissu industriel lozérien est composé essentiellement de petites entreprises, l'effectif moyen étant de 4 personnes. Seules sept entreprises ont plus de 50 salariés. Mais elles concentrent à elles seules près de 60 % des effectifs. Les

2 500 salariés actuels de l'industrie, sont répartis en majorité dans les industries agroalimentaires (IAA) avec 37 % des salariés privés de l'industrie départementale, dans l'industrie du bois (28 %) et dans le secteur de la métallurgie et de la transformation des métaux (22 %).

Le secteur des IAA est lié à l'agriculture départementale, principalement la filière lait et la filière viande, ainsi que celles liées à la fabrication des aliments pour le bétail. Un établissement se distingue, l'usine de QUEZAC qui conditionne de l'eau minérale gazeuse. La taille moyenne des entreprises est réduite avec 6,5 personnes en moyenne mais 60 % des effectifs sont concentrés sur 9 établissements.

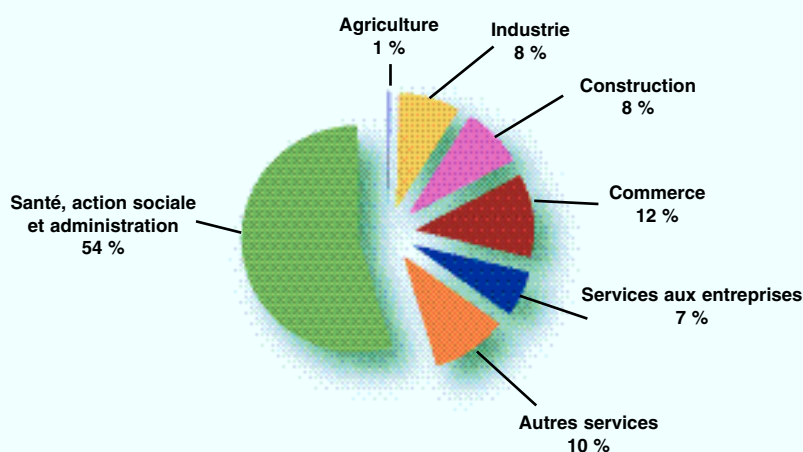
Principales caractéristiques des salariés de l'industrie

Unité : en % de l'ensemble des salariés de l'industrie

Catégorie socioprofessionnelle	Sexe	Part des moins de 30 ans	Part des plus de 50 ans	Part des salariés à temps partiel	Part des salariés permanents
Ensemble	Hommes	24	18	14	75
	Femmes	31	8	31	72
Cadres	Hommes	6	33	11	89
	Femmes	33	10	10	76
Professions intermédiaires	Hommes	17	19	18	80
	Femmes	32	8	33	71
Employés	Hommes	28	24	12	70
	Femmes	29	7	39	75
Ouvriers	Hommes	24	18	14	76
	Femmes	26	10	22	75

Source : INSEE, DADS 2005

Structure sectorielle de l'emploi salarié dans l'économie de la Lozère



Source : INSEE, CLAP 2005

Répartition (en %) des salariés de l'industrie par catégorie socioprofessionnelle

	Lozère	Languedoc-Roussillon
Cadres	8	14
Professions intermédiaires	21	30
Employés	11	12
Ouvriers	60	44
Total	100	100

Source : Insee, estimations régionales et départementales d'emploi

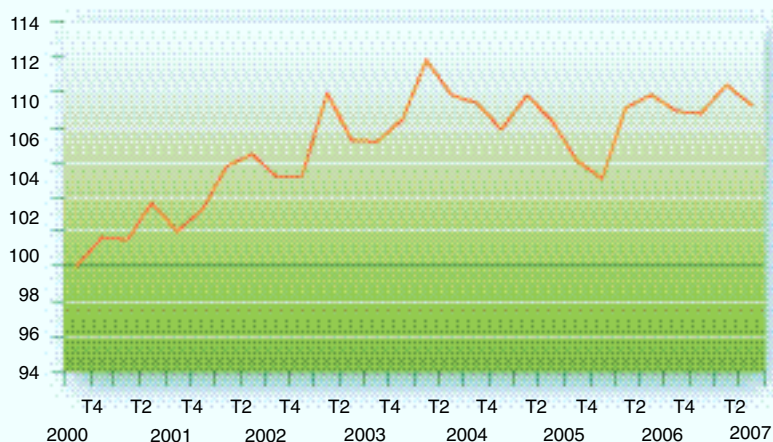
Le secteur de la métallurgie et les activités de travail des métaux est tourné, en Lozère, vers des activités spécifiques et haut de gamme. L'entreprise ARCELOR MITTAL MÉDITERRANÉE, qui emploie à elle seule la moitié des 440 emplois du secteur, est unique en France, puisqu'elle est spécialisée dans la production de tôles magnétiques à grains non orientés pour la fabrication de machines ou de moteurs électriques. De même, ELAM à Aumont Aubrac fabrique des outillages et des pièces de précision et SEFIAM à Saint Chély d'Apcher, conçoit pour sa part des ensembles mécaniques intégrant des composants électroniques pour la défense et l'aéronautique.

Les entreprises mécaniques lozériennes restent dépendantes, pour les plus spécialisées d'entre elles, d'un nombre restreint de commanditaires, le plus souvent des grands groupes nationaux ou internationaux. Par ailleurs, elles connaissent des problèmes de recrutement en rapport avec les qualifications requises pour occuper les postes qu'elles proposent. Le faible renouvellement des salariés qui en résulte favorise le vieillissement de la main d'œuvre.

L'industrie du bois est établie sur la valorisation d'une ressource abondante, puisque le département de la Lozère est couvert à 45 % par la forêt. La transformation de cette matière première occupe 550 salariés dans des

Évolution de l'emploi salarié industriel en Lozère

(base 100 au 4^{ème} trimestre 2000)



Source : INSEE-URSSAF

entreprises de taille inférieure à la moyenne nationale mais respectable pour le département. En effet, 50 % des emplois se situent dans des entreprises de 20 salariés ou plus, contre 70 % au niveau national. Les emplois sont répartis de façon équilibrée entre les activités de première transformation, essentiellement tournées vers un marché national ou international et celles de la deuxième transformation.

Les scieries, de taille parfois importantes comme ENGELVIN BOIS à Mende, sont souvent spécialisées dans des usages spécifiques du bois : bois imprégnés pour usage extérieur (GAILLARD

RONDINO) et réalisation de poteaux (LYONNET BOIS IMPRÉGNÉS).

L'innovation est essentiellement limitée aux entreprises de la deuxième transformation. Ainsi, la société ORLHAC, spécialisée dans les charpentes, renoue avec la tradition grâce à l'usinage numérique et la CAO qui la rend compétitive grâce au gain de temps de pose des éléments sur chantier. De même, MEISSONNIER conserve son rang national dans le domaine des meubles de cuisine. L'innovation est également présente dans l'utilisation des sous-produits du bois. Ainsi, ENGELVIN BOIS MOULÉ valorise les pla-



quettes des scieries en développant une gamme de produits en bois moulé et COGRA 48 produit des granulés pour le chauffage à partir de la sciure.

Une industrie disséminée

En dehors de Mende, principal pôle économique du département, la Lozère ne possède pas de grand centre industriel, mais un ensemble de petites industries disséminées le long des axes de circulation. Le bassin de Mende est seul parvenu à développer une industrie notable, notamment avec la création de la zone d'activité économique du Causse d'Auge. S'y croisent les industries du bois, de la première transformation (MEYRUEIX, ENGELVIN BOIS) et de deuxième transformation (TECHNILIGNE), des activités de valorisation des sous-produits de l'industrie du bois (COGRA 48, ENGELVIN BOIS MOULÉ),

des activités de collecte, de tri et de traitement des déchets ménagers ou industriels (ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL, CHIMIREC MASSIF CENTRAL), des activités de travail des métaux précieux (ROBBEZ-MASSON, fabricant de bijoux en or), des activités para-chimiques (BITUMES SCREG).

La deuxième zone de développement industriel, beaucoup moins concentrée, s'appuie sur l'axe transversal constitué par l'autoroute A75, à l'Ouest du département, avec 6 villes majeures sur le plan économique et démographique. Les activités y sont nombreuses et variées, avec quelques moyennes industries performantes comme ARCELOR MITTAL MÉDITERRANÉE à Saint Chély d'Apcher, GAILLARD-RONDINO à Aumont Aubrac, LUPUS ELECTRO à Marvejols. LIA-TECH à La Canourgue.

A l'est, seule la ville de Langogne, concentre des activités économiques notables mais sa croissance reste faible malgré les perspectives de développement de l'axe Lyon-Toulouse (RN 88) en 2x2 voies. Les principales activités sont liées au bois.

Au sud du département, Florac, sous-préfecture du département située aux portes des Cévennes, reste relativement enclavée et son activité économique progresse peu. Seule présence significative, l'eau de QUÉZAC du groupe NESTLÉ WATERS à Ispagnac.

Pyrénées-Orientales : une industrie géographiquement concentrée

Une activité essentiellement tertiaire

Au 1^{er} janvier 2006, le département des Pyrénées-Orientales compte 425 500 habitants. La population a crû sur un rythme de 1,2 % par an sur la période 1999-2006 et environ 3 000 emplois sont créés chaque année. La progression des emplois salariés est forte, notamment dans le

tertiaire mais aussi dans la construction. Avec plus de 80 % des emplois salariés, dont 9 % dans les services aux entreprises, le secteur tertiaire est très prédominant. Malgré la forte création d'emplois, le taux de chômage est encore de 10,1 % au 2^{ème} trimestre 2008.

Le département a une densité de 102 habitants au km², supérieure à la moyenne régionale (92 habitants au km²) mais une population inégalement répartie sur le territoire. Le département se caractérise par la position dominante de Perpignan, véritable ville-centre, qui capte 80 % de l'activité économique. La ville se situe au centre du dispositif des grandes infrastructures du département. Elle est un acteur majeur de la Plate-forme Multimodale Pyrénées Méditerranée. Cette plateforme est composée des sites du Grand-Saint-Charles, centre d'éclatement européen

Poids des groupes et degré de dépendance de l'industrie des Pyrénées-Orientales

Part des effectifs contrôlés par un groupe	55 %
Taux de dépendance ⁽¹⁾ globale	45 %
dont dépendance Ile-de-France	20 %
dont dépendance autre région française	4 %
dont dépendance de l'étranger	20 %

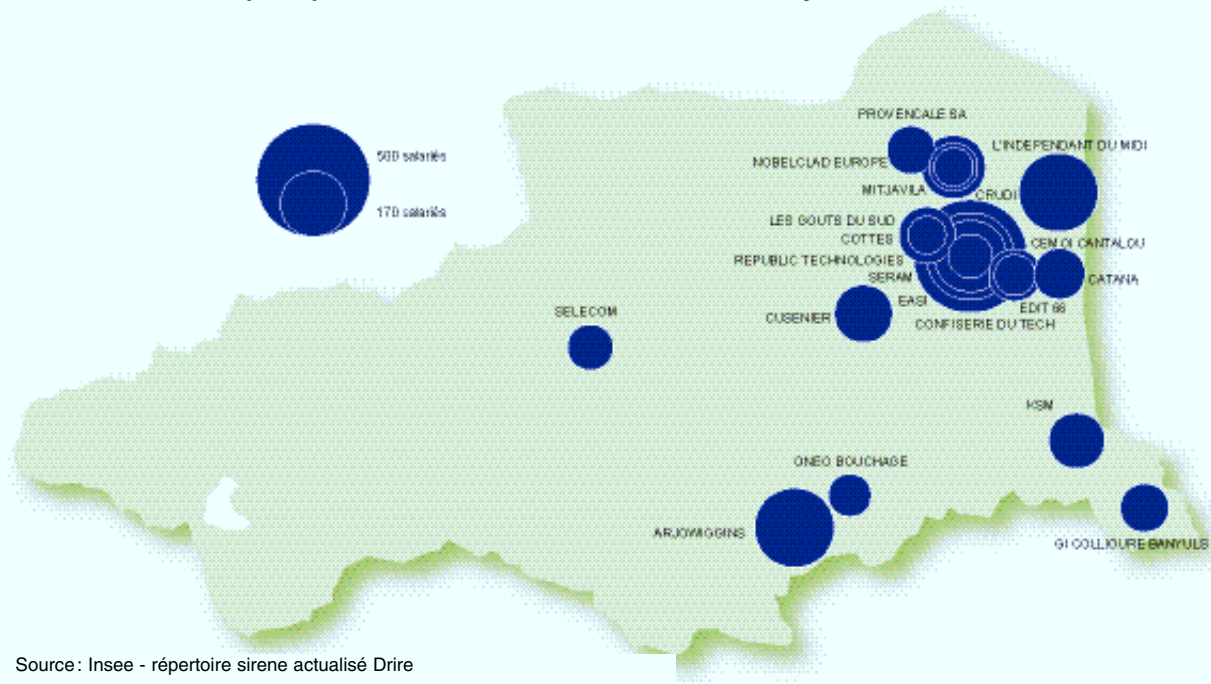
Source : Insee, CLAP 2004, LIFI 2004, DIANE 2004
 (1) Le taux de dépendance est défini comme la part des salariés dépendant d'un centre de décision extérieur.

de fruits et légumes (1,5 Mtonnes par an), de l'Espace Entreprises Méditerranée de Rivesaltes, du terminal logistique du Boulou et de l'aéroport de Perpignan Rivesaltes, qui assure principalement un trafic passagers.

La ville de Perpignan joue également un rôle important dans la recherche, surtout appliquée, à travers son université et le pôle Développement des Energies Renouvelables du Bâtiment et de l'Industrie (DERBI), qui a pour vocation de favoriser l'implantation en



Les principaux établissements industriels dans les Pyrénées-Orientales



Source : Insee - répertoire sirene actualisé Drire



Languedoc-Roussillon de fabricants de composants et d'équipements et de réduire la dépendance énergétique de la région, tout en créant plusieurs centaines d'emplois dans le secteur des énergies renouvelables. Le pôle fédère une centaine d'entreprises telles que EDF, TOTAL ENERGIE, et de nombreuses entreprises spécialisées dans l'ingénierie solaire comme TECSOL et SOLARTE, des exploitants d'éoliennes comme la COMPAGNIE DU VENT. Concernant la recherche et développement, des projets tels la relance de la centrale solaire THEMIS à Targassonne (Pyrénées-Orientales), la création du centre de certification des composants solaires CARTECH, la maintenance prédictive des éoliennes par l'analyse automatisée de leurs vibrations font l'objet de réflexions au sein du pôle.

Une industrie centrée sur un petit nombre de secteurs

Concentrée géographiquement, l'industrie des Pyrénées Orientales repose également sur un petit nombre de sec-

teurs. Les Industries Agricoles et Agroalimentaires représentent 31 % de l'emploi. La confiserie demeure une spécialité industrielle forte, avec le chocolatier CANTALOU CEMOI et la CONFISERIE DU TECH qui renforce sa spécialité de biscuits catalans. Avec les changements de mode de consommation alimentaire, les industriels ont investi dans la préparation de produits frais (salades, crudités, fruits,...). Cette activité compte environ 300 emplois avec CRUDI à Toreilles et la nouvelle entité CŒUR DE FRUITS. Outre la fabrication industrielle de pains et de pâtisseries,

l'élaboration et le conditionnement de boissons apéritives ou rafraîchissantes est une activité bien représentée. Le plus gros site, CUSENIER à Thuir, est en croissance en raison du transfert d'activités (produits SUZE et SOHO) jusqu'alors établies à Créteil. De même, les Etablissements MILLES à Canohés ont une activité de commerce de gros de boissons et d'embouteillage d'eau LA SÉMILLANTE.

L'industrie du bois et papier, avec 1 000 salariés, couvre les domaines du papier, de l'emballage et du bouchon. Entreprise " phare " du département, REPUBLIC TECHNOLOGIES est spécialisée dans la transformation de papiers à cigarette. Elle produit du papier imprégné pour de grandes marques de papier à cigarette et diversifie son activité en direction des produits optiques destinés majoritairement au marché international. L'établissement d'ARJOWIGGINS, seul site du groupe à être spécialisé dans la fabrication de papier à usage médical et hospitalier (draps papier, emballage des petits matériels qui entrent en bloc opératoire) dirige sa production à 90 % vers l'exportation. La production agricole locale induit également une activité " emballage " comme celle de TECH EMBALLAGE à Elne.

Structure sectorielle de l'emploi salarié industriel (en %)

	Pyrénées-Orientales	Languedoc-Roussillon
Industries agricoles et alimentaires	30,9	24,7
Habillement, cuir	0,6	2,4
Edition, imprimerie, reproduction	5,9	5,7
Pharmacie, parfumerie et entretien	2,9	4,0
Industries des équipements du foyer	1,9	2,6
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	5,7	1,6
Industries des équipements mécaniques	12,5	10,7
Industries des équipements électriques et électroniques	3,2	6,5
Industries des produits minéraux	5,7	8,7
Industrie textile	1,6	1,4
Industries du bois et du papier	10,2	4,5
Chimie, caoutchouc, plastiques	4,7	5,8
Métallurgie et transformation des métaux	3,1	5,3
Industrie des composants électriques et électroniques	1,6	3,2
Production de combustibles et de carburants	0,0	3,7
Eau, gaz, électricité	8,3	8,3
Industrie automobile	1,2	0,9
Total	100,0	100,0

Source : Insee, estimations régionales et départementales d'emploi

Pyrénées-Orientales

Dans la filière viti-vinicole, les industries liées à la fabrication des bouchons emploient environ 200 personnes, avec notamment OENEO BOUCHAGES à Céret qui essaie de restaurer sur le bouchon synthétique une activité traditionnelle largement délocalisée. Trois autres unités sont situées au Boulou (TRECASSES, ABEL BOUCHONS, SOCALI) et deux autres à Rivesaltes.

Enfin l'industrie des équipements mécaniques et électroniques emploie 1000 personnes dans le département. Ainsi, l'entreprise SERAM, spécialisée dans la construction de grues pour les ports et centres de tri est en croissance. Dans le domaine des transports, EAS INDUSTRIES à Perpignan, spécialisée dans la maintenance aérienne, devrait améliorer son positionnement grâce à de nouveaux contrats et à l'appui du groupe COHEN (industrie de la défense). D'autres activités, comme la menuiserie aluminium, profitent à plein du boom de la construction, notamment en raison de sa résistance aux conditions régionales de vent et d'ensoleillement. Ainsi, la société KSM à Argelès développe plusieurs gammes de portails en aluminium soudés et laqués. La branche électronique est représentée par quelques entreprises comme SELECOM, dont l'activité principale est l'étude, la fabrication et l'installation d'équipements professionnels de diffusion Télévision et Radio Téléphone.

La prépondérance du bassin de Perpignan

Comme c'est le cas pour le reste de l'économie, la plus grande partie de l'industrie des Pyrénées-Orientales est implantée dans le bassin d'emplois de Perpignan. Celui-ci compte 6100 emplois industriels et bénéficie d'une bonne partie des infrastructures du



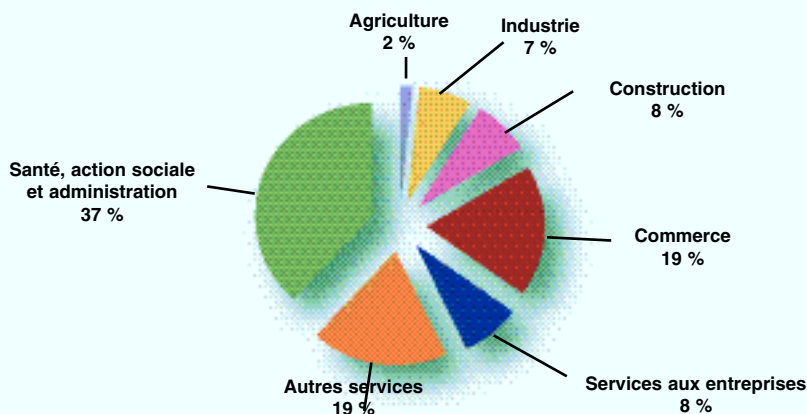
Principales caractéristiques des salariés de l'industrie dans les Pyrénées-Orientales

Unité : en % de l'ensemble des salariés de l'industrie

Catégorie socioprofessionnelle	Sexe	Part des moins de 30 ans	Part des plus de 50 ans	Part des salariés à temps partiel	Part des salariés permanents
Ensemble	Hommes	22	18	10	71
	Femmes	24	18	21	67
Cadres	Hommes	7	25	6	81
	Femmes	9	17	19	78
Professions intermédiaires	Hommes	15	25	17	77
	Femmes	21	19	25	72
Employés	Hommes	28	19	14	63
	Femmes	27	17	26	69
Ouvriers	Hommes	22	16	7	75
	Femmes	17	19	18	75

Source : INSEE, DADS 2005

Structure sectorielle de l'emploi salarié dans l'économie des Pyrénées-Orientales



Source : INSEE, CLAP 2005

Répartition (en %) des salariés de l'industrie par catégorie socioprofessionnelle

	Pyrénées-Orientales	Languedoc-Roussillon
Cadres	10	14
Professions intermédiaires	31	30
Employés	13	12
Ouvriers	46	44
Total	100	100

Source : Insee, estimations régionales et départementales d'emploi

département. Il en est également le pôle d'excellence scientifique et technologique, avec notamment l'université de Perpignan et le pôle de compétitivité DERBI. L'agroalimentaire est la principale industrie du bassin qui en regroupe les principales entreprises, comme CANTALOU CEMOI ou CRUDI.

L'activité bois-papier est également bien représentée par une des entreprises phare du département, REPUBLIC TECHNOLOGIE, spécialisée dans la transformation de papiers à cigarette et de nettoyage optique. Plusieurs entreprises importantes de l'industrie des équipements mécaniques y sont implantées, comme l'entreprise SERAM,

Évolution de l'emploi salarié industriel dans les Pyrénées-Orientales (base 100 au 4^{ème} trimestre 2000)



Source : INSEE-URSSAF

spécialisée dans la construction de grues pour les ports et centres de tri et KSM à Argelès dans la fabrication de portails en aluminium. Les autres secteurs notables du bassin sont l'imprimerie, l'activité nautique, dont le chantier de catamarans CATANA à Canet en Roussillon, et le domaine des transports et l'exploitation de produits minéraux.

Les bassins d'emplois de Céret et Prades sont sensiblement moins indus-

trialisés. Le premier compte 1000 emplois. Le bassin est surtout constitué de petites entreprises intervenant dans des activités diverses. Les entreprises les plus notables sont ARJO-WIGGINS à Amélie-les-Bains, spécialisée dans la fabrication de papier à usage médical et hospitalier et ONEO BOUCHAGES à Céret qui fabrique des bouchons pour la viticulture. Le bassin de Prades ne compte que 350 emplois industriels, mais accueille malgré tout SELECOM, société à fort potentiel technologique.



Sources

DADS

La déclaration annuelle de données sociales (DADS) est une formalité déclarative que doit accomplir toute entreprise employant des salariés. Dans ce document commun aux administrations fiscales et sociales, les employeurs fournissent annuellement et pour chaque établissement, un certain nombre d'informations relatives à l'établissement et aux salariés. Pour chaque salarié les informations suivantes sont déclarées : la nature de l'emploi et la qualification, les dates de début et de fin de période de paie, le nombre d'heures salariées, la condition d'emploi (temps complet, temps partiel), le montant des rémunérations versées, etc. Pour l'Insee, les DADS permettent de produire des statistiques sur les salaires et l'emploi.

EAE

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE) est réalisée chaque année auprès d'un échantillon d'entreprises :

- de l'industrie manufacturière par le Sessi (service d'études des Stratégies et des Statistiques industrielles) ;
- des industries agro-alimentaires par le Scees (service central des Enquêtes et Études statistiques du Ministère de l'Agriculture ;
- des transports et de la construction par le Sesp (service Économique, statistique et prospective) ;
- du commerce et des autres services non financiers par l'Insee.

Dans l'industrie, l'enquête porte sur les entreprises de 20 salariés ou plus ou de plus de 5 millions d'euros de chiffre d'affaires. Elle fournit des informations économiques sur les effectifs, l'investissement, le chiffre d'affaires...

SESSI

Service des études et des statistiques sur l'industrie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

SIRENE

Répertoire national d'identification des entreprises et de leurs établissements. Il a pour mission d'enregistrer l'état-civil des entreprises : raison sociale, forme juridique, date de création, siège social... Le répertoire contient également des données économiques telles que l'activité et les effectifs.

ÉPURE

Le système d'information ÉPURE (Extension du Projet Urssaf sur les Revenus et l'Emploi) est construit à partir des données fournies par les établissements aux Urssaf, lors du paiement de leurs cotisations.

Le champ couvre les établissements de toutes tailles, y compris les moins de 10 salariés, hors établissements dépendant de la MSA (Mutualité Sociale Agricole). Cette source produit des indicateurs conjoncturels trimestriels sur l'emploi au niveau national et régional. Elle est entrée en production en juillet 1996.

Enquêtes annuelles sur la recherche et développement

Elles sont conduites par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ; l'enquête auprès des entreprises privées a été réalisée en 2004 auprès de 10 500 entreprises ; elle est exhaustive pour les entreprises ayant des dépenses en R&D supérieures à 1,5 million d'euros et échantillonnée pour les autres ; dans les administrations, l'enquête est réalisée auprès des services ministériels, des établissements publics à caractère scientifique, technologique, industriel ou commercial, des grandes écoles d'ingénieurs hors tutelle du ministère de l'Éducation et des associations qui contribuent à l'effort de R&D ; les dépenses de recherche dans l'enseignement supérieur et la Défense sont estimées.

Quelques définitions

Brevets : monopole d'exploitation sur 20 ans de l'invention. Pour une protection en France, les demandes peuvent se faire par voie nationale (brevet français) ou par voie européenne (brevet européen avec désignation de la France) ou encore par voie internationale.

Dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) : elle correspond aux travaux de recherche et développement (R&D) exécutés sur le territoire national quelle que soit l'origine des fonds. Une partie est exécutée par le secteur public (DIRDA), l'autre par les entreprises (DIRDE). Elle comprend les dépenses courantes (masse salariale des personnels de R&D et dépenses de fonctionnement) et les dépenses en capital (achats d'équipements et opérations immobilières).

Entreprise : unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché.

Établissement : unité de production localisée géographiquement, individualisée mais dépendant juridiquement d'une entreprise. L'établissement constitue le niveau le mieux adapté à une approche géographique de l'économie.

Groupe de sociétés ou d'entreprises : ensemble de sociétés contrôlées majoritairement, directement ou indirectement, par une même société, elle-même non contrôlée majoritairement par une autre société (directement ou indirectement). Cette dernière société est appelée société mère ou tête de groupe.

Petites et moyennes entreprises (PME) : entreprises dont l'effectif est compris entre 20 et 499 salariés.

Taux de création d'entreprises : rapport du nombre des créations d'entreprises d'une année au stock d'entreprises au 1^{er} janvier de cette même année.

Taux de dépendance : nombre de salariés de la région qui dépendent d'entreprises du secteur dont le siège est à l'extérieur rapporté au nombre total de salariés du secteur dans la région (pour chaque secteur).

Taux de rayonnement : nombre de salariés des entreprises du secteur dont le siège est dans la région et qui travaillent à l'extérieur de la région rapporté au nombre total de salariés du secteur dans la région.

Pour toute information complémentaire concernant les sources et définitions consulter le site www.insee.fr, rubrique nomenclatures, définitions, méthodes.

Découpage sectoriel

Les secteurs étudiés dans cette publication sont les regroupements courants de postes de la nomenclature économique de synthèse (NES) qui comprend trois niveaux de 16, 36 et 114 positions. Cependant, certains postes de niveaux 36 ont été regroupés.

Codes et intitulés des secteurs étudiés :

BO :	industrie agro-alimentaire
F4 :	chimie caoutchouc plastique
C3 :	pharmacie, parfumerie et produits d'entretien
F6 et E3 :	composants et équipements électriques et électroniques
F5 et E2 :	métallurgie et mécanique
C2 :	édition, imprimerie, reproduction
F2 et C1 :	textile, habillement, cuir
F3 :	bois, papier, carton
D0 et E1 :	construction de matériels de transport
G1 et G2 :	énergie, carburants et eau
F1 :	produits minéraux